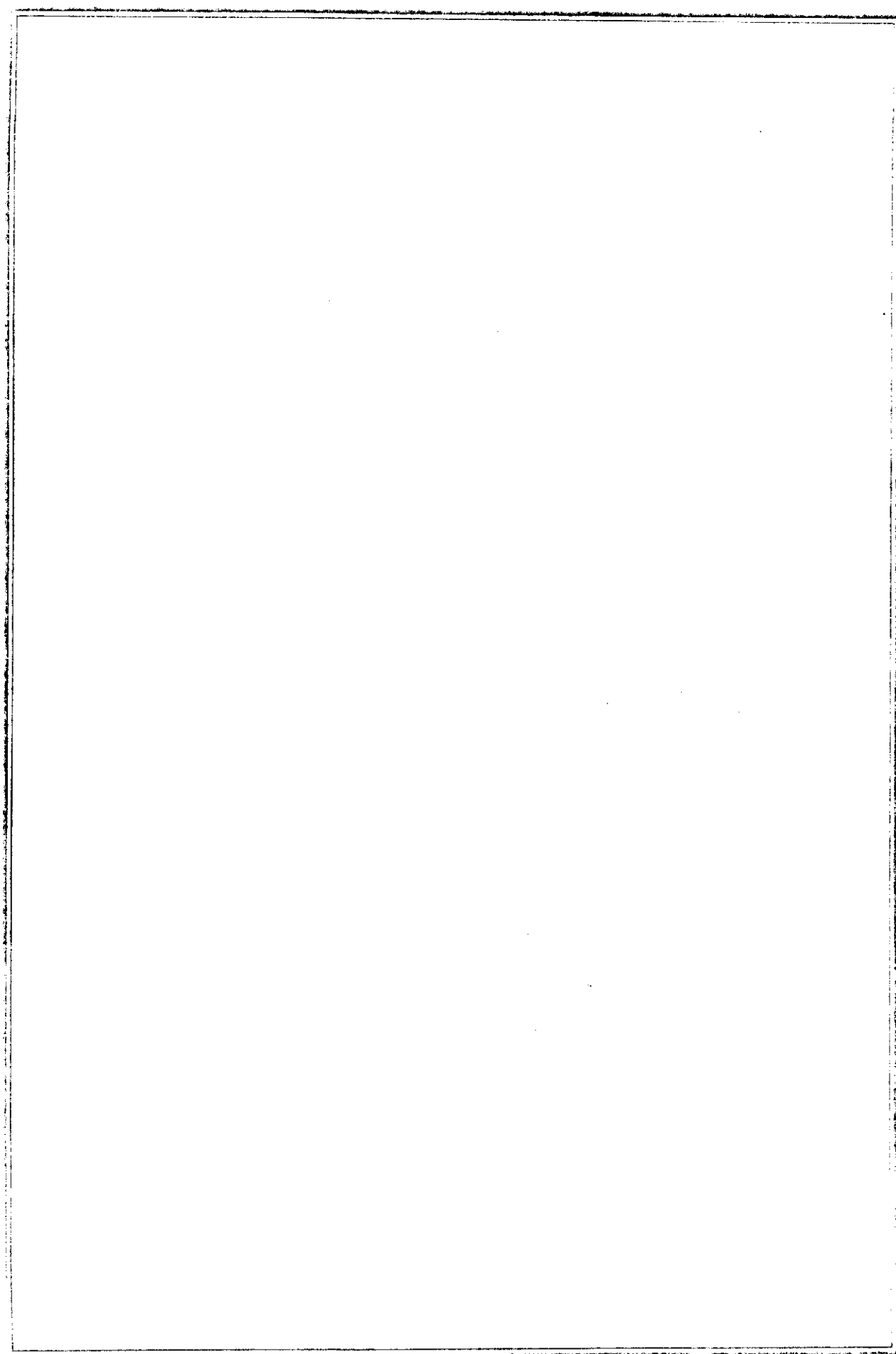


**Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique
et les Quatre Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume des Pays-Bas et de
la République fédérale d'Allemagne relatif à la création, à la construction et
à l'exploitation aux États-Unis d'Amérique d'installations d'enrichissement
de l'uranium ayant recours à la technologie de la centrifugation gazeuse**



Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique (ci-après dénommé « le Gouvernement des États-Unis ») et les Quatre Gouvernements de la République française (ci-après dénommé « le Gouvernement français »), du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après dénommé « le Gouvernement britannique »), du Royaume des Pays-Bas (ci-après dénommé « le Gouvernement néerlandais ») et de la République fédérale d'Allemagne (ci-après dénommé « le Gouvernement allemand »), ci-après dénommés collectivement « les Parties » ;

Considérant l'Accord entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume des Pays-Bas sur la coopération en matière de développement et d'exploitation du procédé de centrifugation pour la production d'uranium enrichi, conclu à Almelo le 4 mars 1970 (ci-après dénommé « le Traité d'Almelo ») ;

Considérant l'Accord entre, d'une part, les Trois Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume des Pays-Bas et, d'autre part, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, relatif à la création, à la construction et à l'exploitation aux États-Unis d'une installation d'enrichissement de l'uranium, conclu à Washington le 24 juillet 1992 (ci-après dénommé « l'Accord de Washington »), ainsi que le maintien en vigueur de l'Accord de Washington, conformément aux dispositions de celui-ci, en ce qui concerne l'installation d'enrichissement d'uranium située à Eunice (Nouveau-Mexique) et détenue par Urenco ;

Considérant l'Accord entre les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la coopération dans le domaine de la technologie de la centrifugation, conclu à Cardiff le 12 juillet 2005 (ci-après dénommé « le Traité de Cardiff ») ;

Prenant note de l'existence d'une co-entreprise dénommée *Enrichment Technology Company Ltd* (ETC), établie en vertu de la législation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour procéder à des activités de recherche et développement dans le domaine de la technologie de la centrifugation et à la fabrication de centrifugeuses gazeuses ainsi que pour exercer des activités et appliquer des technologies connexes, et détenue à 50 % par Urenco et à 50 % par Areva tels que définis respectivement à l'article premier du présent Accord ;

Notant que la technologie de centrifugation mise au point à l'origine par Urenco a fait l'objet d'une licence au profit d'ETC et se trouve à la disposition d'Urenco en vertu du Traité d'Almelo et du Traité de Cardiff, ainsi que d'Areva en vertu du Traité de Cardiff ;

Prenant note de l'intention d'Urenco et d'Areva d'utiliser la technologie de centrifugation d'ETC pour produire de l'uranium enrichi (à des fins autres que la production d'uranium enrichi destiné à la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs) et de leur intention de créer aux États-Unis d'Amérique (ci-après dénommés « les États-Unis ») des installations d'enrichissement d'uranium ayant recours à la technologie de centrifugation d'ETC ;

Désireux d'établir un cadre intergouvernemental applicable à une ou plusieurs installations aux États-Unis ayant recours à la technologie de centrifugation d'ETC pour produire de l'uranium enrichi à des fins exclusivement pacifiques et non explosives ;

Considérant que la République française, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume des Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en leur qualité de parties au Traité de Cardiff, ont pris des engagements internationaux en ce qui concerne l'utilisation et le maniement d'informations, d'équipements et de matières brutes ou produits fissiles spéciaux relatifs à la technologie de la centrifugation ;

Considérant que les Parties ont instauré des mesures de protection des informations relatives à la technologie de la centrifugation ;

Considérant l'adhésion des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires du 1^{er} juillet 1968 (ci-après dénommé « le TNP ») et au Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique (ci-après dénommée « l'A.I.E.A. »), et considérant que chacune des Parties a conclu avec l'A.I.E.A. des accords de garanties ainsi que des protocoles additionnels auxdits accords de garanties ;

Considérant que la République française, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume des Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont

parties au Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique conclu à Rome le 25 mars 1957 ;

Aspirant à faire en sorte que toutes les activités à venir des installations situées aux États-Unis soient compatibles avec les politiques des Parties en matière de non-prolifération des armes nucléaires et avec leurs obligations internationales dans ce domaine,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Définitions

Aux fins du présent Accord, sauf indication contraire :

- a) le terme « Areva » désigne Areva S.A., y compris ses filiales et leurs éventuels successeurs en droit, mais à l'exclusion d'ETC ;
- b) l'expression « technologie de la centrifugation » désigne la centrifugation gazeuse et les technologies y associées, y compris les informations et le savoir-faire, ainsi que les informations mises en œuvre dans la conception des équipements et composants de centrifugation gazeuse ou découlant desdits équipements et composants ;
- c) l'expression « informations classifiées » désigne les informations qui doivent être protégées de toute divulgation non autorisée conformément à la législation et à la réglementation nationales afférentes aux informations classifiées. Elle comprend les documents, informations ou matériels renfermant des informations classifiées et toutes informations intégrées dans des équipements ou composants de centrifugation, quel que soit leur mode de communication ;
- d) le terme « ETC » désigne *Enrichment Technology Company Ltd*, co-entreprise créée par Urenco et Areva pour procéder à des activités de recherche et développement dans le domaine de la technologie de la centrifugation et à la fabrication de centrifugeuses gazeuses ainsi que

pour exercer des activités et appliquer des technologies connexes, et comprend ses filiales et leurs successeurs en droit ;

e) l'expression « technologie de centrifugation d'ETC » désigne la technologie de la centrifugation telle que définie à l'alinéa b ci-dessus qui a fait l'objet d'une licence au profit d'ETC de la part d'Urenco, qui est possédée ou détenue par ETC, ou encore qui dérive ou découle des activités d'ETC ou de l'utilisation de la technologie de centrifugation d'ETC par les détenteurs de licences d'ETC et qui a fait l'objet d'une licence au profit d'ETC ;

f) l'expression « les Quatre Gouvernements » désigne le Gouvernement français, le Gouvernement britannique, le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement allemand ;

g) le terme « Installation » désigne une installation d'enrichissement d'uranium ayant recours à la technologie de centrifugation d'ETC, devant être construite aux Etats-Unis et détenue par Urenco ou par Areva (à l'exclusion toutefois de l'installation d'enrichissement d'uranium située à Eunice [Nouveau-Mexique] et détenue par Urenco) ;

h) l'expression « détenteur(s) de licence » désigne une filiale d'Areva ou d'Urenco active dans le domaine de l'enrichissement et détentrice d'une licence en cours de validité octroyée par ETC aux fins d'utilisation de la technologie de centrifugation d'ETC hors des États-Unis ;

i) le terme « GFN » désigne le Groupe des fournisseurs nucléaires, instance réunissant les pays fournisseurs qui s'efforcent de contribuer à la non-prolifération des armes nucléaires grâce à la mise en œuvre de deux ensembles de directives applicables aux exportations nucléaires et aux exportations de biens à double usage liées au domaine nucléaire ;

j) l'expression « matières nucléaires » désigne (i) les « matières brutes », à savoir l'uranium renfermant le mélange d'isotopes existant à l'état naturel et l'uranium appauvri en isotope U 235, et (ii) les « produits fissiles spéciaux », à savoir le plutonium, l'uranium 233 et l'uranium enrichi en isotopes U 233 ou U 235 ;

k) le terme « exploitant » désigne le détenteur de la licence octroyée par l'Agence des États-Unis en rapport avec l'Installation ;

- l) l'expression « technologie d'exploitation » désigne la technologie de la centrifugation détenue par un exploitant ou par un détenteur de licence et mise en œuvre dans la création, la construction et l'exploitation d'une Installation ou découlant de celles-ci ;
- m) l'expression « Agence quadripartite » désigne l'Agence créée en vertu du Traité de Cardiff et agissant à tour de rôle au nom des agences désignées par chacun des Quatre Gouvernements conformément à l'article VIII du Traité de Cardiff et chargée de veiller à l'application d'une politique commune de sécurité et de classification en vertu dudit Traité ;
- n) l'expression « données à accès restreint » désigne les données à accès restreint (dites « Restricted Data ») telles qu'elles sont définies par la Loi des États-Unis relative à l'énergie atomique de 1954 et ses amendements ;
- o) l'expression « Trois Gouvernements » désigne le Gouvernement britannique, le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement allemand ;
- p) l'expression « Agence des États-Unis » désigne la Commission de réglementation nucléaire des États-Unis ;
- q) l'expression « informations relevant de la sécurité nationale des États-Unis » désigne les informations classifiées par le Gouvernement des États-Unis en vertu du décret présidentiel n° 13526 et de ses amendements ou de tout décret présidentiel appelé à le remplacer ;
- r) le terme « Royaume-Uni » désigne le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;
- s) le terme « Urenco » désigne la co-entreprise industrielle créée en vertu du Traité d'Almelo, y compris ses filiales et leurs éventuels successeurs en droit, mais à l'exclusion d'ETC.

Article II
Champ d'application

1. Le présent Accord énonce les conditions aux termes desquelles :

- a) les Quatre Gouvernements assurent, dans toute la mesure permise par les traités applicables et par leurs législations et réglementations respectives, le transfert à destination des États-Unis et l'utilisation aux États-Unis de la technologie de centrifugation d'ETC et de la technologie d'exploitation afin de créer, de construire et d'exploiter une ou plusieurs Installations ;
- b) le Gouvernement des États-Unis assure, dans toute la mesure permise par les traités applicables et par sa législation et sa réglementation, le transfert à destination des États-Unis et l'utilisation aux États-Unis de la technologie de centrifugation d'ETC et de la technologie d'exploitation afin de créer, de construire et d'exploiter une ou plusieurs Installations ;
- c) les Quatre Gouvernements et ETC, ainsi que, le cas échéant, Urenco et Areva, sous la supervision des Quatre Gouvernements, sont autorisés à avoir accès, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article et conformément à la procédure énoncée dans l'Annexe, aux données produites dans une Installation et qualifiées de données à accès restreint. L'Annexe fait partie intégrante du présent Accord ;
- d) les Quatre Gouvernements et ETC, ainsi que, le cas échéant, Urenco et Areva, sous la supervision des Quatre Gouvernements, sont autorisés à avoir accès, en tant que de besoin et sous réserve des accords internationaux applicables et de la législation, de la réglementation et des pratiques des États-Unis, aux informations relevant de la sécurité nationale des États-Unis (à l'exclusion des données à accès restreint) afférentes à une Installation et en rapport avec ses systèmes de garanties et de sécurité.

2. Aucune donnée à accès restreint ne saurait être communiquée en vertu du présent Accord par les États-Unis au titre de l'article 144a de la Loi des États-Unis sur l'énergie atomique de 1954 et de ses amendements. Il est entendu que l'accès prévu au paragraphe 1, alinéa c, du présent article ne constitue pas une communication par les États-Unis de données à accès restreint au titre de l'article 144a de ladite loi.

3. Aucune disposition du présent Accord ne fait obstacle à l'exécution du Traité d'Almelo entre les parties audit Traité lorsqu'elles agissent dans le cadre dudit Traité.

4. Aucune disposition du présent Accord ne fait obstacle à l'exécution du Traité de Cardiff entre les Quatre Gouvernements, en qualité de parties audit Traité, lorsqu'ils agissent dans le cadre dudit Traité.

5. Le présent Accord ne s'applique pas à l'installation d'enrichissement d'uranium située à Eunice (Nouveau-Mexique) et détenue par Urenco, et aucune disposition du présent Accord ne saurait faire obstacle à l'application de l'Accord de Washington entre les parties audit Accord, lorsqu'elles agissent dans le cadre de cet Accord.

Article III

Utilisation pacifique

La technologie de centrifugation d'ETC, la technologie d'exploitation, les équipements et composants transférés aux États-Unis en vertu du présent Accord, chacune des Installations, les matières nucléaires d'une Installation, les produits fissiles spéciaux produits grâce à l'utilisation de ladite technologie et les produits fissiles spéciaux produits à partir desdits produits fissiles spéciaux, de même que les données produites dans une Installation et qualifiées de données à accès restreint alors qu'elles relèvent de la juridiction du Gouvernement des États-Unis ou de l'un quelconque des Quatre Gouvernements, sont utilisés exclusivement à des fins pacifiques et non explosives.

Article IV

Application des garanties internationales

1. Les matières nucléaires auxquelles s'applique l'engagement d'utilisation pacifique énoncé à l'article III et qui se trouvent sur le territoire des États-Unis sont soumises à l'application de garanties internationales. À cet égard, la mise en œuvre de l'Accord entre les États-Unis d'Amérique et l'A.I.E.A. en vue de l'application de garanties aux États-Unis

conclu à Vienne le 18 novembre 1977 (INFCIRC/288) (ci-après dénommé « l'Accord de garanties Etats-Unis/A.I.E.A. ») est réputée satisfaire à cette obligation.

2. Le Gouvernement des États-Unis devra, conformément à l'Accord de garanties Etats-Unis/A.I.E.A., ajouter les Installations à la liste des installations auxquelles s'appliquent les garanties de l'A.I.E.A..

3. Les Quatre Gouvernements et le Gouvernement des États-Unis considèrent que les Installations doivent être et demeurer soumises à des garanties de l'A.I.E.A. équivalant à celles qui sont appliquées aux installations commerciales d'enrichissement de l'uranium par centrifugation gazeuse relevant de la juridiction des Quatre Gouvernements, dans toute la mesure compatible avec l'application des garanties aux Etats-Unis en vertu de l'Accord de garanties États-Unis/A.I.E.A. et de son Protocole additionnel (INFCIRC/288/Add. 1).

Article V

Protection physique

Chacune des Installations et les matières nucléaires relevant de l'article III sont soumises à tout moment à des mesures de protection physique assurant au minimum le niveau de protection recommandé par l'A.I.E.A. (document de l'A.I.E.A. INFCIRC/225/Rév. 4 (révisé) relatif à la protection physique des matières et installations nucléaires ou ses révisions ultérieures acceptées par le Gouvernement des États-Unis et par les Quatre Gouvernements) ou tout autre niveau de protection physique convenu entre les Parties.

Article VI

Transferts

1. Les matières nucléaires relevant de l'article III ne peuvent être exportées des États-Unis que si le Gouvernement des États-Unis reçoit de l'autorité gouvernementale du destinataire des assurances au moins équivalentes aux dispositions de l'article III, de l'article IV, paragraphe 1, première phrase, de l'article V et du présent article. Pour toute exportation à destination d'États non dotés d'armes nucléaires au sens du TNP, le Gouvernement des États-

Unis applique i) les principes énoncés dans les Directives du GFN relatives aux transferts d'articles nucléaires et leurs annexes comme figurant dans le document de l'A.I.E.A. INFCIRC/254/Rév. 9/Part. I ou leurs révisions ultérieures, et ii) toute décision pertinente adoptée par voie de consensus par le GFN.

2. La technologie de centrifugation d'ETC et la technologie d'exploitation transférées aux États-Unis en vertu du présent Accord ne peuvent être retransférées qu'entre les États-Unis et les Parties au présent Accord comme énoncé ci-après. En outre, sans préjudice des dispositions des alinéas a) et b) ci-dessous, les données produites dans une Installation et qualifiées de données à accès restreint ne peuvent être transférées vers un pays non partie au présent Accord.

a) La technologie de centrifugation d'ETC et la technologie d'exploitation transférées aux États-Unis en vertu du présent Accord peuvent être retransférées entre les États-Unis et un ou plusieurs des États ci-après, Royaume-Uni, République fédérale d'Allemagne et Royaume des Pays-Bas, si elles ont à l'origine été transférées aux États-Unis en provenance d'un de ces États, ou entre les États-Unis et la République française si elles ont à l'origine été transférées aux États-Unis en provenance de la République française, sous réserve du respect des dispositions de l'article II, paragraphe 2, du présent Accord.

b) Les données produites dans une Installation et qualifiées de données à accès restreint ne peuvent être transférées qu'entre les États-Unis et le Royaume-Uni, la République française, la République fédérale d'Allemagne ou le Royaume des Pays-Bas, ou des ressortissants de ces États, conformément aux dispositions de l'article II, paragraphe 2, du présent Accord et de son Annexe ; elles ne peuvent être retransférées par aucun d'eux à aucun État autre que les États-Unis sans l'accord écrit préalable du Gouvernement des États-Unis. Le Gouvernement des États-Unis consent par la présente à ces retransferts entre le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume des Pays-Bas et la République française, sous réserve du respect des dispositions de l'article II, paragraphe 2, du présent Accord et de son Annexe.

Article VII

Agences responsables

1. Le Gouvernement des États-Unis est représenté par l'Agence des États-Unis, et les Quatre Gouvernements sont représentés par l'Agence quadripartite, aux fins de l'application des articles VIII à X du présent Accord.

2. Des consultations sont organisées en tant que de besoin entre l'Agence des États-Unis et l'Agence quadripartite sur toute question relative à l'application des articles VIII à X du présent Accord.

Article VIII

Classifications de sécurité et transfert d'informations classifiées

1. L'Agence des États-Unis et l'Agence quadripartite appliquent, dans le cadre de leurs législations et de leurs réglementations respectives, des principes et procédures communs convenus pour ce qui est des classifications de sécurité et des transferts d'informations classifiées en vertu du présent Accord.

2. Les informations classifiées transférées aux États-Unis en vertu du présent Accord reçoivent une classification de sécurité conformément à l'Annexe II du Traité de Cardiff. Sauf autres dispositions convenues par les Parties, elles sont d'abord transférées à l'Agence des États-Unis, laquelle y appose une classification de sécurité des États-Unis et leur assure un degré de protection équivalant au minimum à celui qui leur est assuré par l'Agence quadripartite, dans le cadre de la législation et de la réglementation des États-Unis et conformément aux principes et procédures communs mentionnés au paragraphe 1 du présent article et destinés à en assurer la protection. Les niveaux de classification des États-Unis ne peuvent être ni réduits en deçà du niveau requis pour assurer un degré de protection équivalent à celui qui est assuré par l'Agence quadripartite ni supprimés sans l'accord de l'Agence quadripartite. Ces informations peuvent également bénéficier aux États-Unis d'une protection supplémentaire conformément à la législation et à la réglementation des États-Unis.

3. Lorsque de telles informations classifiées restituées aux Quatre Gouvernements, à ETC ou, le cas échéant, à Urenco ou à Areva sous la supervision des Quatre Gouvernements bénéficient d'un niveau de classification plus élevé que celui qui leur a été attribué lors de leur transfert aux États-Unis, ces informations peuvent faire l'objet d'une nouvelle classification conformément à l'Annexe II du Traité de Cardiff afin de leur accorder le degré de protection que l'Agence quadripartite estime approprié. En ce qui concerne le traitement des informations classifiées produites aux États-Unis et transférées aux Quatre Gouvernements qui bénéficient d'un niveau de classification plus élevé que les informations analogues détenues par les Quatre Gouvernements, l'Agence des États-Unis et l'Agence quadripartite définissent d'un commun accord des règles de reclassification conformes aux bonnes pratiques de protection des informations.

4. Toute information classifiée transférée en vertu du présent Accord à destination ou en provenance des États-Unis est transmise par la valise diplomatique, par des moyens approuvés de transmission électronique cryptée ou par tout autre moyen sûr convenu entre les Quatre Gouvernements et le Gouvernement des États-Unis.

Article IX

Protection des informations classifiées

1. Le Gouvernement des États-Unis et les Quatre Gouvernements prennent les mesures appropriées pour assurer la protection des informations classifiées transférées en vertu du présent Accord (ci-après dénommées « informations classifiées transférées ») et de celles qui découlent de la mise en œuvre d'informations classifiées transférées (ci-après dénommées « informations classifiées dérivées »). Ces mesures de sécurité doivent notamment permettre que les informations soient protégées comme elles doivent l'être et que seules y aient accès, sous réserve des dispositions de l'article VI, paragraphe 2, du présent Accord, des personnes habilitées par leurs autorités nationales à avoir accès dans leur propre pays à des informations relevant au minimum du niveau de classification correspondant (non inférieur, toutefois, au niveau « Confidentiel ») et dont l'accès aux informations classifiées a été approuvé par l'Agence des États-Unis ou par l'Agence quadripartite. Nonobstant les dispositions qui précèdent, aucun ressortissant d'un pays autre que les États-Unis ou l'un ou l'autre des Quatre Gouvernements ne saurait avoir accès à des informations classifiées produites aux États-Unis

et qualifiées de données à accès restreint sans l'accord écrit préalable du Gouvernement des États-Unis et des Quatre Gouvernements.

2. Les Quatre Gouvernements veillent, dans le cadre de leur législation et de leur réglementation respectives, à ce que les autorités relevant du Gouvernement des États-Unis bénéficient des informations et de l'assistance requises pour appliquer les dispositions législatives et réglementaires des États-Unis de telle sorte que les informations classifiées mentionnées au paragraphe 1 soient protégées conformément à la législation et à la réglementation des États-Unis.

Article X

Perte d'informations classifiées

1. Si des informations classifiées transférées ou dérivées sont perdues après leur transfert ou divulguées sans autorisation, ou encore en cas de soupçon raisonnable de divulgation non autorisée, l'Agence des États-Unis (si la perte a lieu aux États-Unis) ou l'Agence quadripartite (si la perte a lieu hors des États-Unis) en informe aussitôt son homologue. Toutefois, l'Agence quadripartite n'est pas tenue d'informer l'Agence des États-Unis de la perte ou de la divulgation non autorisée d'informations classifiées non originaires des États-Unis (c'est-à-dire non créées aux États-Unis ou dérivées d'informations classifiées créées aux États-Unis).

2. Dans les cas mentionnés au paragraphe 1 du présent article, l'enquête destinée à établir si le fait constitue une infraction à la législation ou à la réglementation des États-Unis, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume des Pays-Bas ou de la République française et les poursuites relèvent exclusivement de la compétence de l'État dans lequel l'infraction a eu lieu et sont menées conformément à sa législation et à sa réglementation. Toutefois, sauf dans les circonstances relevant de l'exception mentionnée dans la dernière phrase du paragraphe 1 ci-dessus, la Partie dans le pays duquel a eu lieu l'infraction supposée fait tout ce qui est en son pouvoir pour que l'Agence des États-Unis ou l'Agence quadripartite, selon le cas, ait la possibilité de communiquer aux autorités appropriées du Gouvernement concerné chargées des poursuites ou de la surveillance toute information relative à l'engagement de poursuites en

rapport avec les faits. Les Quatre Gouvernements ou le Gouvernement des États-Unis, selon le cas, sont informés en temps utile de l'engagement ou du non-engagement des poursuites ainsi que de leur résultat.

Article XI

Protection des informations relevant du droit de propriété

1. Lorsque le Gouvernement des États-Unis reçoit des informations transférées en vertu du présent Accord, il ne peut les utiliser à aucune fin, y compris mais de manière non limitative à des fins commerciales, autre que les fins énoncées au présent Accord sans l'accord écrit préalable des Quatre Gouvernements.

2. Les informations transférées ou les informations produites dans une Installation située aux États-Unis qui constituent des informations relevant du droit de propriété en vertu de la législation et de la réglementation des États-Unis, y compris les secrets de fabrique et les informations commerciales, sont traitées et protégées conformément à la législation et à la réglementation des États-Unis. Le Gouvernement des États-Unis doit respecter en conséquence le caractère privilégié desdites informations relevant du droit de propriété.

3. En particulier, en ce qui concerne les informations transférées en vertu du présent Accord aux fins de l'exercice des attributions de l'Agence des États-Unis en matière d'octroi de licences et de surveillance, ces informations sont, en tant que de besoin, traitées et protégées comme relevant du droit de propriété en vertu de la législation des États-Unis et des règles de l'Agence des États-Unis applicables en règle générale aux informations relevant du droit de propriété originaires des États-Unis.

4. Si le Gouvernement des États-Unis estime ne plus être en mesure de protéger des informations transférées au titre d'informations relevant du droit de propriété en vertu de la législation et de la réglementation des États-Unis, la notification appropriée en est assurée aussitôt par l'Agence des États-Unis. Le Gouvernement des États-Unis et les Quatre Gouvernements se consultent par la suite afin de définir les moyens appropriés pour réaliser les objectifs du présent article.

Article XII

Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique

Les obligations énoncées par le présent Accord ne portent pas atteinte aux obligations qui découlent pour les Quatre Gouvernements du Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Article XIII

Consultations

Le Gouvernement des États-Unis et les Quatre Gouvernements se consultent en tant que de besoin sur les questions relatives à l'interprétation ou à l'application du présent Accord.

Article XIV

Entrée en vigueur et durée de validité

1. Le présent Accord entre en vigueur à la date de la réception de la dernière des notes adressées au dépositaire par les Parties au présent Accord et attestant l'accomplissement de toutes les procédures requises pour son entrée en vigueur. Le Gouvernement français est dépositaire du présent Accord, y compris son Annexe et le Procès-verbal agréé. Dans ce cadre, il adressera aux autres Parties une note diplomatique qui les informera des notifications des Parties mentionnées au présent paragraphe ainsi que de la date d'entrée en vigueur, et conservera le texte original du présent Accord. Le présent Accord demeurera en vigueur pendant trente ans. Il sera tacitement reconduit tous les quinze ans sauf si, un an au moins avant la date à laquelle il serait tacitement reconduit, le Gouvernement des États-Unis, le Gouvernement français ou chacun des Trois Gouvernements notifie au dépositaire son intention de ne pas le reconduire. Le dépositaire adressera aux autres Parties une note diplomatique pour les informer de cette ou de ces notifications. Dans ce cas, le présent Accord prendra fin à la date à laquelle il aurait été tacitement reconduit, étant entendu toutefois que si la notification émane d'une Partie autre que le Gouvernement des États-Unis, l'Accord ne

prendra pas fin à l'égard des Parties restantes si celles-ci conviennent par écrit de le reconduire.

2. Nonobstant la dénonciation ou la venue à expiration du présent Accord, les dispositions des articles III à VI et des articles VIII à XI demeureront en vigueur aussi longtemps qu'une technologie ou que des matières, équipements ou composants régis par lesdits articles demeureront aux États-Unis ou resteront placés sous leur juridiction ou sous leur autorité, où que ce soit, ou encore jusqu'à ce que le Gouvernement des États-Unis et les Quatre Gouvernements aient établi d'un commun accord que lesdites matières ou lesdits équipements ou composants ne sont plus utilisables en vue d'une activité nucléaire régie par des garanties internationales.

En foi de quoi les soussignés, dûment habilités par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent Accord.

Fait à PARIS le 24 février 20 11 en un exemplaire original, en langues française, anglaise, néerlandaise et allemande, tous les textes faisant également foi. Le dépositaire en délivrera des copies certifiées conformes à chacune des Parties.

**Agreement between the Government of the United States of America and
the Four Governments of the French Republic, the United Kingdom of
Great Britain and Northern Ireland, the Kingdom of the Netherlands, and
the Federal Republic of Germany Regarding the Establishment,
Construction and Operation of Uranium Enrichment Installations Using
Gas Centrifuge Technology in the United States of America**

Noting that the Centrifuge Technology originally developed by URENCO has been licensed to ETC, and is available for use by URENCO in accordance with the Treaty of Almelo and the Treaty of Cardiff and by AREVA in accordance with the Treaty of Cardiff;

Noting the intention of URENCO and AREVA to utilize ETC Centrifuge Technology for producing enriched uranium (for purposes other than the production of enriched uranium for the manufacture of nuclear weapons or other nuclear explosive devices), and the intention on the part of URENCO and of AREVA to establish installations in the United States of America (United States) for the enrichment of uranium using ETC Centrifuge Technology;

Desiring to establish an intergovernmental framework for one or more Installations in the United States utilizing ETC Centrifuge Technology for producing enriched uranium for peaceful non-explosive purposes only;

Considering that the French Republic, the Federal Republic of Germany, the Kingdom of the Netherlands and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, as parties to the Treaty of Cardiff, have undertaken international obligations concerning the use and handling of information, equipment and source or special fissionable material related to the Centrifuge Technology;

Considering that the Parties have established policies for protection of information on Centrifuge Technology;

Considering the adherence of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons of 1 July 1968 (NPT), and to the Statute of the International Atomic Energy Agency (IAEA) and considering the fact that the Parties have each entered into safeguards agreements with the IAEA and have concluded Additional Protocols to their safeguards agreements with the IAEA;

Considering that the French Republic, the Federal Republic of Germany, the Kingdom of the Netherlands and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, are parties to the Treaty Establishing the European Atomic Energy Community, done at Rome on 25 March 1957;

Intending to ensure that all future activities of Installations in the United States shall be consistent with the policies of the Parties in relation to the non-proliferation of nuclear weapons and their international obligations in this field;

Have agreed as follows:

Article I
Definitions

For purposes of this Agreement, except as otherwise specified herein,

- a) "AREVA" means AREVA SA, including its affiliates, subsidiaries and the possible legal successors of any of them, but excluding ETC;
- b) "Centrifuge Technology" means gas centrifuge and associated technology including information and know-how, and such information incorporated in the design of (and produced by) gas centrifuge equipment or components;
- c) "Classified Information" means any information required to be protected against unauthorized disclosure in accordance with domestic laws and regulations pertaining to classified information. It includes documents, information or material containing classified information and such information incorporated in centrifuge equipment and components, however communicated;
- d) "ETC" means Enrichment Technology Company Ltd, a joint venture established between URENCO and AREVA to carry out Centrifuge Technology research and development, manufacturing of gas centrifuges and related technology and activities, and includes its subsidiaries and their legal successors;
- e) "ETC Centrifuge Technology" means Centrifuge Technology as defined in subparagraph b) above licensed to ETC by URENCO, owned or held by ETC, or deriving or arising from

the operations of ETC or from the use of ETC Centrifuge Technology by Licensees of ETC and licensed to ETC;

f) "Four Governments" means the French Government, the UK Government, the Netherlands Government and the German Government;

g) "Installation" means a uranium enrichment facility using ETC Centrifuge Technology to be built in the United States and owned by URENCO or AREVA (but not including the uranium enrichment facility located at Eunice, New Mexico and owned by Urenco);

h) "Licensee(s)" means an operating enrichment subsidiary of AREVA or URENCO, which holds a valid license from ETC for the use of ETC Centrifuge Technology outside the United States;

i) "NSG" means the Nuclear Suppliers Group, a group of nuclear supplier countries which seeks to contribute to the non-proliferation of nuclear weapons through the implementation of two sets of guidelines for nuclear exports and nuclear-related dual-use exports;

j) "Nuclear Material" means (i) "source material", namely uranium containing the mixture of isotopes occurring in nature and uranium depleted in the isotope U-235, and (ii) "special nuclear material", namely plutonium, uranium-233, and uranium enriched in the isotopes U-233 or U-235;

k) "Operator" means the holder of the license issued by the United States Agency in relation to the Installation;

l) "Operations Technology" means Operator or Licensee-owned Centrifuge Technology used in or deriving from the establishment, construction and operation of an Installation;

m) "Quadripartite Agency" means the agency created under the Treaty of Cardiff that acts in turn on behalf of the agencies designated respectively by the Four Governments in accordance with Article VIII of the Treaty of Cardiff, responsible for ensuring the implementation of a common security and classifications policy under that Treaty;

- n) "Restricted Data" means Restricted Data as defined in the United States Atomic Energy Act of 1954, as amended;
- o) "Three Governments" means the UK Government, the Netherlands Government and the German Government;
- p) "United States Agency" means the United States Nuclear Regulatory Commission;
- q) "United States National Security Information" means information classified by the United States Government under the authority of Executive Order 13526, as amended from time to time, or any successor executive order;
- r) "United Kingdom" or "UK" means the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland; and
- s) "URENCO" means the joint industrial enterprise established under the Treaty of Almelo, including its affiliates, subsidiaries and the possible legal successors of any of them, but excluding ETC.

Article II

Scope

(1) This Agreement sets forth the conditions under which:

- a) The Four Governments shall, to the extent permitted by applicable treaties and their respective laws and regulations, provide for the transfer into and use in the United States of ETC Centrifuge Technology and of Operations Technology to establish, construct and operate one or more Installations;
- b) The United States Government shall, to the extent permitted by applicable treaties and United States laws and regulations, provide for the transfer into and use in the United States

of ETC Centrifuge Technology and of Operations Technology to establish, construct and operate one or more Installations;

c) The Four Governments and ETC and, as appropriate, URENCO and AREVA, under the supervision of the Four Governments shall be permitted to have access, subject to paragraph (2) of this Article and in accordance with the procedure set out in the Annex, to data generated at an Installation that is designated Restricted Data. The Annex forms an integral part of this Agreement;

d) The Four Governments and ETC and, as appropriate, URENCO and AREVA, under the supervision of the Four Governments, shall be permitted to have access, as appropriate, and subject to applicable international agreements and United States laws, regulations and practices, to United States National Security Information (not including Restricted Data) applicable to an Installation, which is related to its safeguards and security systems.

(2) There shall be no communication of Restricted Data from the United States pursuant to section 144a. of the United States Atomic Energy Act of 1954, as amended, under this Agreement. It is understood that the access provided for in paragraph (1), subparagraph c) of this Article, will not constitute the communication of Restricted Data from the United States pursuant to section 144a. of the Act.

(3) Nothing in this Agreement shall impede the execution of the Treaty of Almelo as between the parties thereto when they are operating within the framework of that Treaty.

(4) Nothing in this Agreement shall impede the execution of the Treaty of Cardiff as between the Four Governments, as parties to that Treaty, when they are operating within the framework of that Treaty.

(5) This Agreement shall not apply to the uranium enrichment facility located in Eunice, New Mexico, and owned by URENCO, and nothing in this Agreement shall impede the execution of the Washington Agreement as between the parties to that Agreement, when they are operating within the framework of that Agreement.

Article III
Peaceful use

Any ETC Centrifuge Technology, Operations Technology, equipment and components transferred into the United States subject to this Agreement, each Installation, any Nuclear Material in an Installation, any special nuclear material produced through the use of such technology, any special nuclear material produced through the use of such special nuclear material, and any data generated at an Installation that is designated Restricted Data while such data is under the jurisdiction of the United States Government or any of the Four Governments shall only be used for peaceful, non-explosive purposes.

Article IV
Application of international safeguards

- (1) Nuclear Material to which the peaceful use undertaking in Article III applies and which is within the territory of the United States shall be subject to the application of international safeguards. In this respect, implementation of the Agreement between the United States of America and the IAEA for the application of safeguards in the United States, done at Vienna on 18 November 1977 (INFCIRC/288)(hereinafter, the "U.S.-IAEA Safeguards Agreement") shall be considered as fulfilling this requirement.
- (2) The United States Government shall, pursuant to the U.S.-IAEA Safeguards Agreement, add the Installations to the list of facilities eligible for the application of safeguards of the IAEA.
- (3) The Four Governments and the United States Government consider that the Installations should be placed and remain under safeguards of the IAEA equivalent to those applied at the commercial gas centrifuge uranium enrichment facilities under the jurisdiction of the Four Governments, to the extent consistent with the application of safeguards in the United States under the U.S.-IAEA Safeguards Agreement and the Additional Protocol thereto (INFCIRC/288/Add.1).

Article V
Physical Protection

Each Installation and the Nuclear Material covered by Article III shall be subject at all times to physical protection measures providing at least the level of protection recommended by the IAEA (IAEA Document INFCIRC/225/Rev. 4(Corrected), The Physical Protection of Nuclear Material and Nuclear Facilities, or subsequent revisions thereto as may be accepted by the United States Government and the Four Governments), or at such other levels of physical protection as may be agreed by the Parties.

Article VI
Transfers

(1) The Nuclear Material covered by Article III shall not be exported from the United States unless the United States Government has obtained governmental assurances from the recipient at least equivalent to the provisions of Article III, the first sentence of Article IV, paragraph (1), Article V and this Article. In any case of exports to non-nuclear weapon states (within the meaning of the NPT), the United States Government shall apply i) the principles laid down in the NSG Guidelines For Nuclear Transfers and the annexes thereto as included in IAEA document INFCIRC/254/Rev.9/Part 1 or subsequent revisions thereto, and ii) any relevant decisions adopted by consensus by the NSG.

(2) ETC Centrifuge Technology and Operations Technology transferred into the United States under this Agreement shall only be retransferred from the United States to Parties to this Agreement, as provided below. Additionally, without prejudice to the provisions of subparagraphs a) and b) below, data generated at an Installation that is designated Restricted Data shall not be transferred to a country not party to this Agreement.

- a) ETC Centrifuge Technology and Operations Technology transferred into the United States under this Agreement may be retransferred from the United States to either one or more of the United Kingdom, the Federal Republic of Germany and the Kingdom of the Netherlands, if originally transferred into the United States from one of those countries, or to the French Republic, if originally

transferred into the United States from the French Republic; provided that the provisions of Article II, paragraph (2), of this Agreement have been complied with.

- b) Data generated at an Installation which is designated Restricted Data may only be transferred from the United States to the United Kingdom, the French Republic, the Federal Republic of Germany or the Kingdom of the Netherlands, or their nationals, in compliance with the provisions of Article II, paragraph (2), and the Annex to this Agreement, and shall not be retransferred by any of them to any country other than the United States without the prior written consent of the United States Government. The United States Government hereby consents to such retransfers among the United Kingdom, the Federal Republic of Germany, the Kingdom of the Netherlands, and the French Republic, to the extent that the provisions of Article II, paragraph (2), and the Annex to this Agreement have been complied with.

Article VII *Responsible agencies*

- (1) The United States Government shall be represented by the United States Agency and the Four Governments shall be represented by the Quadripartite Agency for the purposes of implementing Articles VIII through X of this Agreement.
- (2) Consultations shall take place as necessary between the United States Agency and the Quadripartite Agency on any matter regarding the implementation of Articles VIII through X of this Agreement.

Article VIII *Security classifications and transfer of classified information*

- (1) The United States Agency and the Quadripartite Agency shall use, within the framework of their respective laws and regulations, agreed common principles and procedures regarding security classifications and transfer of Classified Information pursuant to this Agreement.

(2) Classified Information transferred into the United States pursuant to this Agreement shall bear security classifications in accordance with Annex II of the Treaty of Cardiff. Unless otherwise agreed by the Parties, such Classified Information shall be initially transferred to the United States Agency, which shall give it a United States security classification and shall afford it a degree of protection at least equivalent to that afforded it by the Quadripartite Agency within the framework of United States laws and regulations and in accordance with the common principles and procedures referred to in paragraph (1) of this Article for use in implementation of such protection. The United States classification levels shall not be lowered below that required for a level of protection equivalent to that afforded by the Quadripartite Agency or removed without the consent of the Quadripartite Agency. Such information may also be accorded additional protection in the United States as required by United States laws and regulations.

(3) Where such Classified Information is returned to the Four Governments, or to ETC, or URENCO or AREVA as appropriate under the supervision of the Four Governments, and bears a higher classification than that which applied when it was transferred into the United States, the information may be reclassified in accordance with Annex II of the Treaty of Cardiff so as to afford such level of protection as the Quadripartite Agency considers appropriate. For handling of Classified Information generated in the United States and transferred to the Four Governments that bears a higher level of classification than similar information held by the Four Governments, the United States Agency and the Quadripartite Agency will establish agreed upon rules for reclassification consistent with good information protection practices.

(4) All Classified Information transferred into or out of the United States pursuant to this Agreement shall be transferred by diplomatic bag, approved encrypted electronic means, or such other secure means as may be agreed between the Four Governments and the United States Government.

Article IX
Protection of classified information

(1) The United States Government and the Four Governments shall take appropriate measures for the protection of any Classified Information transferred under this Agreement (hereinafter "Transferred Classified Information") and Classified Information arising from the application of Transferred Classified Information (hereinafter "Derived Classified Information"). Such security measures shall include ensuring that the information is properly protected and that access to such information is provided, subject to the provisions of Article VI, paragraph (2), of this Agreement, only to individuals authorized by their national authorities to have access to Classified Information of at least the corresponding security grading (but not less than 'Confidential') in their own country and whose access to the Classified Information has been approved by the United States Agency or by the Quadripartite Agency. Notwithstanding the foregoing, no individual who is not a United States national or a national of the country of one of the Four Governments shall be given access to any Classified Information that has been generated in the United States and designated as Restricted Data without the prior written consent of the United States Government and the Four Governments.

(2) Within the framework of their respective laws and regulations, the Four Governments shall provide or arrange for the provision of such information and assistance as is necessary to enable United States Government authorities to meet United States legal and regulatory requirements so that the Classified Information referred to in paragraph (1) can be protected under United States laws and regulations.

Article X
Loss of classified information

(1) If Transferred Classified Information or Derived Classified Information is lost after its transfer or is disclosed without authorization or if there is reasonable suspicion of such unauthorized disclosure, the United States Agency, if the loss occurs in the United States, or the Quadripartite Agency, if the loss occurs outside the United States, shall inform the other Agency without delay. The Quadripartite Agency, however, shall not be obligated to inform

the United States Agency about the loss or unauthorized disclosure of Classified Information not originating from the United States - i.e., that was not created in the United States or derived from Classified Information created in the United States.

(2) Investigation of any case falling within the terms of paragraph (1) of this Article as to whether such an occurrence constitutes a violation of laws or regulations of the United States or of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Federal Republic of Germany, the Kingdom of the Netherlands or the French Republic, as the case may be, and the prosecution of such a violation lie entirely within the competence of the country in which such violation occurred, in accordance with its laws and regulations. Nevertheless, except in circumstances covered by the exception in the last sentence of paragraph (1) above, the Party in whose country the alleged violation occurred shall use its best efforts to provide an opportunity to the United States Agency or the Quadripartite Agency, as the case may be, to lay before the appropriate government prosecutorial or regulatory authorities any information relevant to the institution of proceedings in respect of such facts. The Four Governments or the United States Government, as appropriate, shall be informed in due course of whether such proceedings have been instituted or not, and of their outcome.

Article XI

Protection of proprietary information

(1) When the United States Government obtains any information transferred under this Agreement, the United States Government shall not use it for any purpose, including but not limited to commercial purposes, other than as provided for in this Agreement, without the prior written consent of the Four Governments.

(2) Transferred information or information generated at an Installation in the United States, which constitutes proprietary information under United States laws and regulations, including trade secrets and commercial information, shall be handled and protected under United States laws and regulations. The United States Government shall accordingly respect such proprietary information's privileged nature.

(3) Specifically, for information transferred under this Agreement for the United States Agency's licensing and regulatory purposes, such information shall, as appropriate, be treated

and protected as proprietary pursuant to the United States law and the United States Agency's regulations applicable generally to United States domestic source proprietary information.

(4) If the United States Government expects to become unable to protect transferred information as proprietary under United States laws and regulations, appropriate notification shall be provided immediately by the United States Agency. The United States Government and the Four Governments shall thereafter consult on an appropriate course of action for achieving the purposes of this Article.

Article XII
Treaty establishing the European Atomic Energy Community

The obligations herein set out are without prejudice to obligations of the Four Governments under the Treaty establishing the European Atomic Energy Community.

Article XIII
Consultations

The United States Government and the Four Governments shall consult as necessary on issues regarding interpretation or implementation of this Agreement.

Article XIV
Entry into force and duration

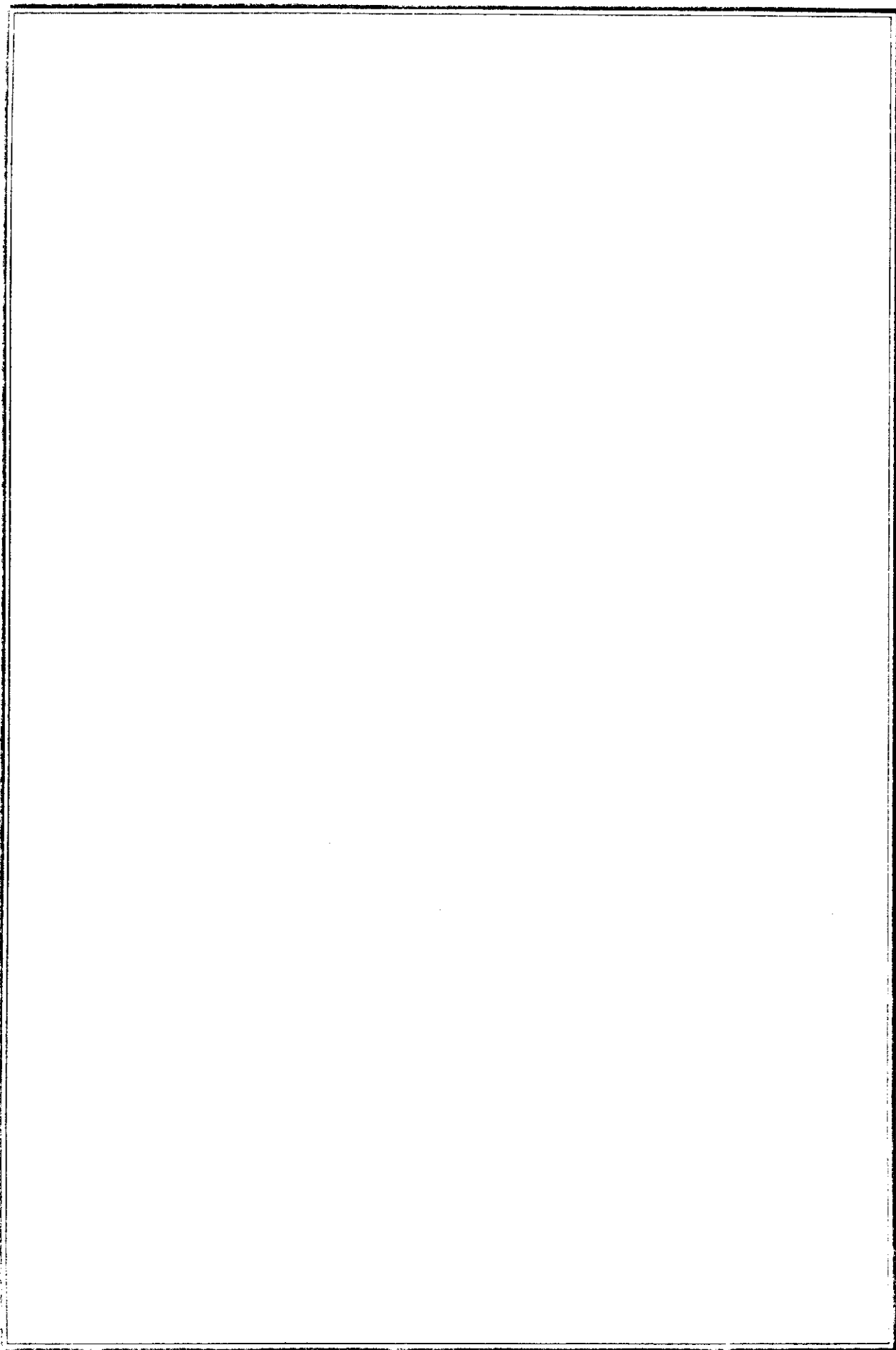
(1) This Agreement shall enter into force on the date of the receipt of the final note to the Depositary from the Parties to this Agreement confirming that all legal requirements for entry into force have been fulfilled. The French Government shall be the Depositary of this Agreement, including its Annex and Agreed Minute. In this framework, the French Government shall send a diplomatic note to the other Parties informing them of the notifications from the Parties, as referred to in this paragraph, and of the date of entry into force, and keep custody of the original text of this Agreement. This Agreement shall remain in force for a period of thirty years. This term shall be extended automatically for additional

periods of fifteen years each unless the United States Government, the French Government or each of the Three Governments notifies the Depositary not less than one year in advance of the date on which the Agreement would otherwise be automatically extended of its desire not to extend the Agreement. The Depositary shall send a diplomatic note to the other Parties informing them of any such notice or notices. Should such a notice or notices be provided, this Agreement shall expire on the date on which it would otherwise have been automatically extended; provided, however, that, if the notice is given by any Party other than the United States Government, the Agreement shall not terminate with respect to the remaining Parties if they agree in writing to continue it.

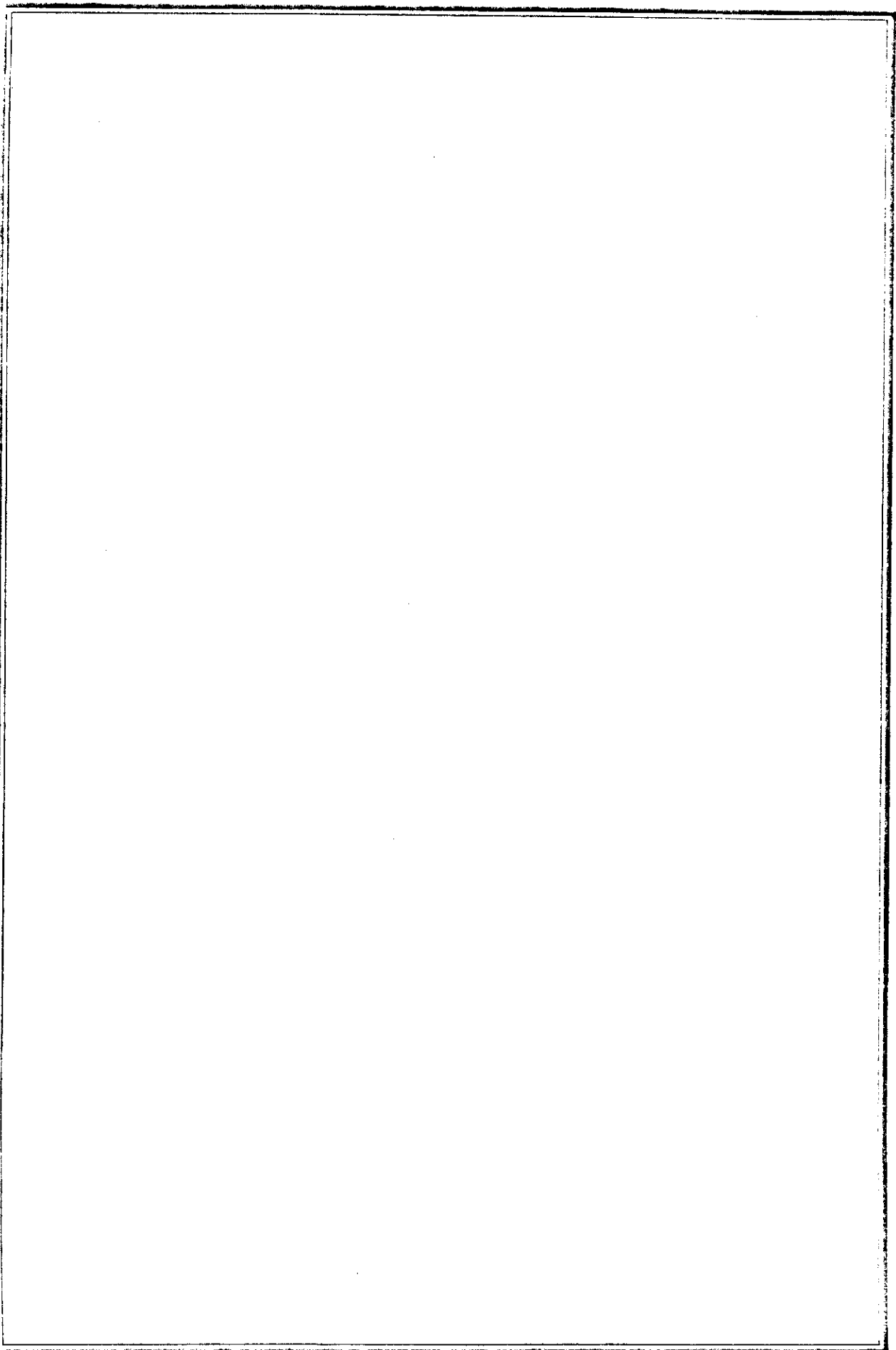
(2) Notwithstanding the termination or expiration of this Agreement, Articles III through VI and Articles VIII through XI shall continue in effect so long as any technology, material, equipment or components subject to these Articles remain in the United States or under its jurisdiction or control anywhere, or until such time as the United States Government and the Four Governments agree that such material, equipment, or components are no longer useable for any nuclear activity relevant to international safeguards.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at PARIS this 26 day of February, 2011, in one original in the French, English, Dutch and German languages, each text being equally authentic. The Depositary will provide the Parties with certified true copies.



**Overeenkomst tussen de Regering van de Verenigde Staten van Amerika
en de Vier Regeringen van de Franse Republiek, het Verenigd Koninkrijk
van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, het Koninkrijk der Nederlanden
en de Bondsrepubliek Duitsland betreffende de vestiging, bouw en
exploitatie van installaties voor de verrijking van uranium met
gebruikmaking van gas-ultracentrifugetechnologie in de Verenigde Staten
van Amerika**



De Regering van de Verenigde Staten van Amerika (hierna te noemen "de Regering van de Verenigde Staten") en de Vier Regeringen van de Franse Republiek (hierna te noemen "de Franse Regering"), het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (hierna te noemen "de Britse Regering"), het Koninkrijk der Nederlanden (hierna te noemen "de Nederlandse Regering") en de Bondsrepubliek Duitsland (hierna te noemen "de Duitse Regering") (hierna gezamenlijk te noemen "de Partijen"),

Gelet op de Overeenkomst tussen het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Bondsrepubliek Duitsland en het Koninkrijk der Nederlanden inzake samenwerking bij de ontwikkeling en exploitatie van het gas-ultracentrifuge-procédé voor de productie van verrijkt uranium, gedaan te Almelo op 4 maart 1970 (het "Verdrag van Almelo");

Gelet op de Overeenkomst tussen de drie Regeringen van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Bondsrepubliek Duitsland en het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Verenigde Staten van Amerika betreffende de vestiging, bouw en exploitatie van een installatie voor de verrijking van uranium in de Verenigde Staten, gedaan te Washington op 24 juli 1992 (het "Verdrag van Washington") en de voortzetting van het Verdrag van Washington, overeenkomstig de bepalingen ervan, met betrekking tot de uranium verrijkingsfaciliteit in Eunice, New Mexico, die eigendom is van URENCO;

Gelet op het Verdrag tussen de Regeringen van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, het Koninkrijk der Nederlanden, de Bondsrepubliek Duitsland en de Franse Republiek inzake samenwerking op het gebied van ultracentrifugetechnologie, gedaan te Cardiff op 12 juli 2005 (het "Verdrag van Cardiff");

Gelet op de joint venture, Enrichment Technology Company Ltd (ETC) geheten, opgericht naar het recht van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland met het oog op onderzoek en ontwikkeling inzake ultracentrifugetechnologie, de vervaardiging van gascentrifuges en daarmee verwante technologie en activiteiten, waarin URENCO en AREVA, zoals onderscheidenlijk omschreven in artikel I van deze Overeenkomst, elk een aandeel van 50% bezitten;

In aanmerking nemend dat de oorspronkelijk door URENCO ontwikkelde ultracentrifugetechnologie aan ETC in licentie is gegeven, en door URENCO gebruikt kan worden in overeenstemming met het Verdrag van Almelo en het Verdrag van Cardiff, en door AREVA in overeenstemming met het Verdrag van Cardiff;

Gelet op het voornemen van URENCO en AREVA de ultracentrifugetechnologie van ETC te gebruiken voor het produceren van verrijkt uranium (ten behoeve van andere doeleinden dan de productie van verrijkt uranium voor het vervaardigen van kernwapens of andere nucleaire explosiemiddelen) en het voornemen van URENCO en van AREVA in de Verenigde Staten van Amerika (de Verenigde Staten) installaties te vestigen voor het verrijken van uranium met gebruikmaking van de ultracentrifugetechnologie van ETC;

Geleid door de wens een intergouvernementeel kader vast te stellen voor een of meer Installaties in de Verenigde Staten die gebruikmaken van de ultracentrifugetechnologie van ETC voor het produceren van verrijkt uranium uitsluitend voor vreedzame niet-explosieve doeleinden;

Overwegend dat de Franse Republiek, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk der Nederlanden en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland als partijen bij het Verdrag van Cardiff internationale verplichtingen zijn aangegaan met betrekking tot het gebruik en de behandeling van gegevens, uitrusting alsmede grondstoffen of speciale splijtstoffen die met de ultracentrifugetechnologie verband houden;

Overwegend dat de Partijen beleidslijnen hebben vastgesteld voor de bescherming van gegevens aangaande ultracentrifugetechnologie;

Overwegend dat de Partijen zich houden aan het Verdrag inzake de niet-verspreiding van kernwapens van 1 juli 1968 (het NPV) en het Statuut van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie (IAEA) en gelet op het feit dat elke Partij waarborgovereenkomsten met de IAEA is aangegaan en bij deze waarborgovereenkomsten aanvullende protocollen met de IAEA heeft gesloten;

Overwegend dat de Franse Republiek, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk der

Nederlanden en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland partij zijn bij het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, gedaan te Rome op 25 maart 1957;

Voornemens te waarborgen dat alle toekomstige activiteiten van Installaties in de Verenigde Staten verenigbaar zijn met de beleidslijnen van de Partijen ten aanzien van de niet-verspreiding van kernwapens en met hun internationale verplichtingen op dat gebied;

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel I
Begripsomschrijvingen

Voor de doeleinden van deze Overeenkomst wordt, tenzij daarin anders wordt bepaald, verstaan onder:

- a) "AREVA", AREVA SA, met inbegrip van met haar gelieerde ondernemingen, dochterondernemingen en de mogelijke rechtsopvolgers van elk van hen, evenwel met uitzondering van ETC;
- b) "ultracentrifugetechnologie", gas-ultracentrifugetechnologie en daarmee verwante technologie, met inbegrip van gegevens en knowhow en de gegevens die verwerkt zijn in het ontwerp van (en zijn voortgebracht door) gas-ultracentrifuge-uitrusting of onderdelen daarvan;
- c) "gerubriceerde gegevens", gegevens die overeenkomstig de nationale wetten en voorschriften betreffende gerubriceerde gegevens beschermd dienen te worden tegen openbaarmaking zonder machtiging. Gerubriceerde gegevens omvatten mede documenten, informatie of materiaal dat gerubriceerde gegevens bevat en de gegevens die verwerkt zijn in ultracentrifuge-uitrusting en onderdelen daarvan, ongeacht op welke wijze zij worden doorgegeven;

d) "ETC", de Enrichment Technology Company Ltd, een joint venture die is aangegaan tussen URENCO en AREVA met het oog op onderzoek en ontwikkeling inzake ultracentrifugetechnologie, de vervaardiging van gascentrifuges en daarmee verwante technologie en activiteiten, met inbegrip van haar dochtermaatschappijen en de rechtsopvolgers daarvan;

e) "ultracentrifugetechnologie van ETC", de ultracentrifugetechnologie zoals omschreven in het bovenstaande onderdeel b die door URENCO aan ETC in licentie is gegeven, eigendom is van, in het bezit is van, afkomstig is van of voortkomt uit activiteiten van ETC of uit het gebruik van ultracentrifugetechnologie van ETC door licentiehouders van ETC en aan ETC in licentie gegeven;

f) "Vier Regeringen", de Franse Regering, de Britse Regering, de Nederlandse Regering en de Duitse Regering;

g) "Installatie", een faciliteit voor het verrijken van uranium met gebruikmaking van ultracentrifugetechnologie van ETC, die in de Verenigde Staten gebouwd zal worden en eigendom zal zijn van URENCO of AREVA (evenwel met uitzondering van de uranium verrijksfaciliteit in Eunice, New Mexico, die eigendom is van URENCO);

h) "licentiehouders", een operationeel verrijksbedrijf dat een dochteronderneming is van AREVA of URENCO en in het bezit is van een geldige licentie van ETC voor het gebruik van ultracentrifugetechnologie van ETC buiten de Verenigde Staten;

i) "NSG", de Nuclear Suppliers Group, een groep van nucleaire exportlanden die wil bijdragen aan de niet-verspreiding van kernwapens door twee series richtlijnen te implementeren voor nucleaire exporten en met nucleaire technologie verband houdende exporten voor tweërlei gebruik;

j) "nucleair materiaal", (i) "grondstoffen", dat wil zeggen uranium dat het mengsel van isotopen bevat dat in de natuur voorkomt en uranium waaruit de isotoop U-235 is afgescheiden, en (ii) "bijzondere splijtstoffen", dat wil zeggen plutonium, uranium-233 en uranium verrijkt in de isotopen U-233 of U-235;

- k) "exploitant", de houder van de licentie die door de Amerikaanse Instantie is afgegeven in verband met de Installatie;
- l) "operationele technologie", de ultracentrifugetechnologie die eigendom is van de exploitant of licentiehouder en gebruikt wordt voor of voortkomt uit de vestiging, bouw en exploitatie van een Installatie;
- m) "Quadripartiete Instantie", de uit hoofde van het Verdrag van Cardiff ingestelde instantie die bij toerbeurt optreedt namens de instanties die door de Vier Regeringen onderscheidenlijk zijn aangewezen in overeenstemming met artikel VIII van het Verdrag van Cardiff, die verantwoordelijk zijn voor het waarborgen van de uitvoering van een gemeenschappelijk beveiligings- en rubriceringsbeleid uit hoofde van dat verdrag;
- n) "vertrouwelijke gegevens", *restricted data* zoals omschreven in de *Atomic Energy Act* (Wet inzake atoomenergie) van de Verenigde Staten van 1954, zoals gewijzigd;
- o) "Drie Regeringen", de Britse Regering, de Nederlandse Regering en de Duitse Regering;
- p) "Instantie van de Verenigde Staten", de *United States Nuclear Regulatory Commission*;
- q) "gegevens inzake de nationale veiligheid van de Verenigde Staten", gegevens die door de Regering van de Verenigde Staten gerubriceerd zijn uit hoofde van *Executive Order 13526*, zoals van tijd tot tijd gewijzigd of een opvolger daarvan;
- r) "Verenigd Koninkrijk" of "Britse", het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland; en
- s) "URENCO", de krachtens het Verdrag van Almelo opgerichte gezamenlijke industriële onderneming, met inbegrip van met haar gelieerde ondernemingen, dochterondernemingen en de mogelijke rechtsopvolgers van elk van hen, evenwel met uitzondering van ETC.

Artikel II

Werkingssfeer

1. In deze Overeenkomst worden de voorwaarden uiteengezet waaronder:

- a) de Vier Regeringen, voor zover de van toepassing zijnde verdragen en hun onderscheiden wetten en voorschriften dit toelaten, voorzien in de overdracht naar en het gebruik in de Verenigde Staten van ultracentrifugetechnologie van ETC en van operationele technologie voor de vestiging, bouw en exploitatie van een of meer Installaties;
- b) de Regering van de Verenigde Staten, voor zover de van toepassing zijnde verdragen en wetten en voorschriften van de Verenigde Staten dit toelaten, voorziet in de overdracht naar en het gebruik in de Verenigde Staten van ultracentrifugetechnologie van ETC en van operationele technologie voor de vestiging, bouw en exploitatie van een of meer Installaties;
- c) de Vier Regeringen en ETC en, al naargelang van toepassing, URENCO en AREVA, onder toezicht van de Vier Regeringen toegang verleend wordt met in achtneming van het tweede lid van dit artikel en overeenkomstig de in de Bijlage vervatte procedure, tot in een Installatie gegenereerde gegevens die als vertrouwelijk worden aangemerkt. De Bijlage vormt een integrerend onderdeel van deze Overeenkomst;
- d) de Vier Regeringen en ETC en, al naargelang van toepassing, URENCO en AREVA, onder toezicht van de Vier Regeringen toegang verleend wordt waar passend en behoudens de van toepassing zijnde internationale overeenkomsten en de wetten, voorschriften en praktijken van de Verenigde Staten, tot de op een Installatie van toepassing zijnde gegevens inzake de nationale veiligheid van de Verenigde Staten (uitgezonderd vertrouwelijke gegevens) die betrekking hebben op het waarborg- en beveiligingssysteem van de Installatie.

2. Krachtens deze Overeenkomst worden vanuit de Verenigde Staten geen gegevens doorgegeven die vertrouwelijk zijn ingevolge artikel 144a van de *Atomic Energy Act* van de Verenigde Staten van 1954, zoals gewijzigd. In dit verband wordt de in het eerste lid,

onderdeel c, van dit artikel voorziene toegang niet beschouwd als het doorgeven vanuit de Verenigde Staten van gegevens die vertrouwelijk zijn ingevolge 144a van de *Atomic Energy Act*.

3. Niets in deze Overeenkomst vormt een beletsel voor de uitvoering van het Verdrag van Almelo tussen de partijen daarbij wanneer zij in het kader van dat Verdrag handelen.

4. Niets in deze Overeenkomst vormt een beletsel voor de uitvoering van het Verdrag van Cardiff tussen de Vier Regeringen, als partijen bij dat Verdrag, wanneer zij in het kader van dat Verdrag handelen.

5. Deze Overeenkomst is niet van toepassing op de uranium verrijkingsfaciliteit in Eunice, New Mexico, die eigendom is van URENCO, en niets in deze Overeenkomst vormt een beletsel voor de uitvoering van het Verdrag van Washington tussen de partijen bij dat Verdrag, wanneer zij in het kader van dat Verdrag handelen.

Artikel III

Vreedzaam gebruik

Alle ultracentrifugetechnologie van ETC, operationele technologie, uitrusting en onderdelen die uit hoofde van deze Overeenkomst aan de Verenigde Staten worden overgedragen, elke Installatie, al het nucleaire materiaal in een Installatie, alle bijzondere splijtstoffen die worden voortgebracht door het gebruik van deze technologie, alle bijzondere splijtstoffen die worden voortgebracht door het gebruik van die bijzondere splijtstoffen en alle in een Installatie gegenereerde gegevens die als vertrouwelijk worden aangemerkt zolang deze vallen onder de rechtsmacht van de Regering van de Verenigde Staten of die van de Vier Regeringen, worden uitsluitend gebruikt voor vreedzame, niet-explosieve doeleinden.

Artikel IV

Toepassing van internationale waarborgen

1. Nucleair materiaal waarop de verbintenis tot vreedzaam gebruik in artikel III van

toepassing is en dat zich op het grondgebied van de Verenigde Staten bevindt, is onderworpen aan de toepassing van internationale waarborgen. In dit verband wordt met de toepassing van de Overeenkomst tussen de Verenigde Staten van Amerika en de IAEA voor de toepassing van waarborgen in de Verenigde Staten, gedaan te Wenen op 18 november 1977 (INFCIRC/288) (hierna de "VS-IAEA Waarborgen Overeenkomst"), geacht aan dit vereiste te zijn voldaan.

2. De Regering van de Verenigde Staten voegt ingevolge de VS-IAEA Waarborgen Overeenkomst de Installaties toe aan de lijst van installaties die in aanmerking komen voor de toepassing van de waarborgen van de IAEA.

3. De Vier Regeringen en de Regering van de Verenigde Staten zijn van mening dat de Installaties onder waarborgen van de IAEA moeten worden gesteld en blijven die gelijkwaardig zijn aan de waarborgen die worden gehanteerd voor commerciële gas-ultracentrifuge-installaties voor de verrijking van uranium onder de rechtsmacht van de Vier Regeringen, voor zover in overeenstemming met de toepassing van de waarborgen in de Verenigde Staten onder de VS-IAEA Waarborgen Overeenkomst en het Aanvullend Protocol daarbij (INFCIRC 288/Add.1).

Artikel V

Fysieke beveiliging

Elke Installatie en het nucleaire materiaal waarop artikel III van toepassing is, zijn te allen tijde onderworpen aan maatregelen voor fysieke beveiliging die ten minste het door de IAEA aanbevolen niveau van beveiliging bieden (IAEA-document INFCIRC/225, herziene versie 4, inzake de fysieke beveiliging van nucleair materiaal en nucleaire faciliteiten of latere herziene versies daarvan die door de Regering van de Verenigde Staten en de Vier Regeringen aanvaard kunnen worden) of andere door de Partijen overeen te komen niveaus van fysieke beveiliging.

Artikel VI
Overdrachten

1. Het in artikel III bedoelde nucleaire materiaal wordt niet uit de Verenigde Staten uitgevoerd, tenzij de Regering van de Verenigde Staten van de regering van het ontvangende land waarborgen heeft gekregen die ten minste gelijkwaardig zijn aan de bepalingen van artikel III, de eerste volzin van artikel IV, eerste lid, artikel V en dit artikel. Indien export naar een niet-kernwapenstaat plaatsvindt (in de betekenis van NPV), past de Regering van de Verenigde Staten toe i) de beginselen neergelegd in de *NSG Guidelines For Nuclear Transfers* en de bijlagen daarbij zoals vastgelegd in IAEA-document INFCIRC/254/herziene versie 9/Deel 1 of latere herziene versies daarvan, en ii) alle relevante beslissingen die de NSG bij consensus aanneemt.

2. Krachtens deze Overeenkomst aan de Verenigde Staten overgedragen ultracentrifugetechnologie van ETC en operationele technologie mogen vanuit de Verenigde Staten uitsluitend op de onderstaande wijze weer worden overgedragen aan de Partijen bij deze Overeenkomst. Daarnaast mogen, onverminderd de bepalingen van de onderstaande onderdelen a) en b), in een Installatie gegenereerde gegevens die als vertrouwelijk zijn aangemerkt niet worden overgedragen aan een land dat geen Partij is bij deze Overeenkomst.

a) Krachtens deze Overeenkomst aan de Verenigde Staten overgedragen ultracentrifugetechnologie van ETC en operationele technologie mogen vanuit de Verenigde Staten weer worden overgedragen aan het Verenigd Koninkrijk en/of de Bondsrepubliek Duitsland en/of het Koninkrijk der Nederlanden indien de technologie oorspronkelijk vanuit een van deze landen aan de Verenigde Staten is overgedragen, of aan de Franse Republiek indien de technologie oorspronkelijk vanuit de Franse Republiek aan de Verenigde Staten is overgedragen, evenwel op voorwaarde dat aan de bepalingen van artikel II, onderdeel 2, van deze Overeenkomst is voldaan.

b) In een Installatie gegenereerde gegevens die als vertrouwelijk zijn aangemerkt mogen uitsluitend vanuit de Verenigde Staten aan het Verenigd Koninkrijk, de Franse Republiek, de Bondsrepubliek Duitsland of het Koninkrijk der Nederlanden of aan hun onderdanen worden overgedragen wanneer voldaan wordt aan de bepalingen van artikel II, tweede lid, en de

Bijlage bij deze Overeenkomst, en mogen niet door een van deze landen of onderdanen weer worden overgedragen aan een ander land dan de Verenigde Staten zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Regering van de Verenigde Staten. De Regering van de Verenigde Staten stemt bij dezen in met dergelijke wederoverdrachten tussen het Verenigd Koninkrijk, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk der Nederlanden en de Franse Republiek, voor zover voldaan wordt aan de bepalingen van artikel II, tweede lid, en de Bijlage bij deze Overeenkomst.

Artikel VII

Verantwoordelijke instanties

1. Voor de toepassing van de artikelen VIII tot en met X van deze Overeenkomst wordt de Regering van de Verenigde Staten vertegenwoordigd door de Instantie van de Verenigde Staten en worden de Vier Regeringen vertegenwoordigd door de Quadripartiete Instantie.
2. Wanneer nodig vindt tussen de Instantie van de Verenigde Staten en de Quadripartiete Instantie overleg plaats over alle aangelegenheden betreffende de tenuitvoerlegging van de artikelen VIII tot en met X van deze Overeenkomst.

Artikel VIII

Rubriceringsgraden en de overdracht van gerubriceerde gegevens

1. De Instantie van de Verenigde Staten en de Quadripartiete Instantie maken, binnen het kader van hun onderscheiden wetten en voorschriften, gebruik van overeengekomen gemeenschappelijke beginselen en procedures betreffende rubriceringsgraden en de overdracht van gerubriceerde gegevens krachtens deze Overeenkomst.
2. Gerubriceerde gegevens die ingevolge deze Overeenkomst aan de Verenigde Staten worden overgedragen, zijn voorzien van rubriceringsgraden in overeenstemming met Bijlage II bij het Verdrag van Cardiff. Tenzij de Partijen anders overeenkomen worden gerubriceerde gegevens aanvankelijk overgedragen aan de Instantie van de Verenigde Staten die er een Amerikaanse rubriceringsgraad aan toekent en een mate van bescherming die ten minste

gelijkwaardig is aan die welke de Quadripartiete Instantie eraan heeft toegekend, binnen het kader van de wetten en voorschriften van de Verenigde Staten en in overeenstemming met de in het eerste lid van dit artikel bedoelde gemeenschappelijke beginselen en procedures die dienen te worden gehanteerd bij de toepassing van de bescherming. De rubriceringsniveaus van de Verenigde Staten mogen niet worden verlaagd tot onder het niveau dat vereist wordt voor een niveau van bescherming dat gelijkwaardig is aan hetgeen de Quadripartiete Instantie eraan heeft toegekend of worden opgeheven zonder de instemming van de Quadripartiete Instantie. Aan deze gegevens kan in de Verenigde Staten ook aanvullende bescherming worden toegekend waar vereist volgens de wetten en voorschriften van de Verenigde Staten.

3. Wanneer dergelijke gerubriceerde gegevens weer worden overgedragen aan de Vier Regeringen, of aan ETC, of URENCO of AREVA, al naar gelang van toepassing, onder toezicht van de Vier Regeringen, en voorzien zijn van een hogere rubricering dan er bij de overdracht aan de Verenigde Staten aan was toegekend, mag aan deze gegevens een andere rubricering worden toegekend in overeenstemming met Bijlage II bij het Verdrag van Cardiff teneinde er een niveau van bescherming aan toe te kennen dat de Quadripartiete Instantie passend acht. Voor de behandeling van in de Verenigde Staten gegenereerde en aan de Vier Regeringen overgedragen gerubriceerde gegevens met een hoger rubriceringsniveau dan soortgelijke gegevens in het bezit van de Vier Regeringen, komen de Instantie van de Verenigde Staten en de Quadripartiete Instantie regels voor het toekennen van een andere rubricering overeen die verenigbaar zijn met goede praktijken op het gebied van gegevensbeveiliging.

4. Alle gerubriceerde gegevens die ingevolge deze Overeenkomst naar of vanuit de Verenigde Staten worden overgedragen, worden overgedragen door tussenkomst van de diplomatieke koeriersdienst, door middel van goedgekeurde versleutelde elektronische middelen of op een andere veilige wijze die de Vier Regeringen en de Regering van de Verenigde Staten kunnen overeenkomen.

Artikel IX

Bescherming van gerubriceerde gegevens

1. De Regering van de Verenigde Staten en de Vier Regeringen nemen passende

maatregelen voor de bescherming van alle gerubriceerde gegevens die krachtens deze Overeenkomst worden overgedragen (hierna te noemen "overgedragen gerubriceerde gegevens") en van gerubriceerde gegevens die voortkomen uit het gebruik van overgedragen gerubriceerde gegevens (hierna te noemen "afgeleide gerubriceerde gegevens"). Deze beveiligingsmaatregelen omvatten de waarborg dat de gegevens afdoende worden beschermd en dat toegang tot deze gegevens, met inachtneming van de bepalingen van artikel VI, tweede lid, van deze Overeenkomst, uitsluitend wordt verleend aan natuurlijke personen die door hun nationale autoriteiten gemachtigd zijn tot toegang tot gerubriceerde gegevens waaraan ten minste het overeenkomstige beveiligingsniveau in hun eigen land is toegekend (evenwel niet lager dan "Confidentieel") en wier toegang tot de gerubriceerde gegevens door de Instantie van de Verenigde Staten of door de Quadripartiete Instantie is goedgekeurd. Niettegenstaande het voorgaande krijgt een natuurlijke persoon die geen onderdaan van de Verenigde Staten of onderdaan van het land van een van de Vier Regeringen is geen toegang tot gerubriceerde gegevens die in de Verenigde Staten zijn gegenereerd en als vertrouwelijk zijn aangemerkt zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Regering van de Verenigde Staten en de Vier Regeringen.

2. Binnen het kader van hun onderscheiden wetten en voorschriften verschaffen de Vier Regeringen, of voorzien zij in het verschaffen van, de gegevens en bijstand die nodig zijn om de regeringsautoriteiten van de Verenigde Staten in staat te stellen te voldoen aan de wettelijke vereisten en regelgeving van de Verenigde Staten opdat de in het eerste lid bedoelde gerubriceerde gegevens kunnen worden beschermd krachtens de wetten en voorschriften van de Verenigde Staten.

Artikel X

Verlies van gerubriceerde gegevens

1. Indien overgedragen gerubriceerde gegevens of afgeleide gerubriceerde gegevens na overdracht verloren gaan of, zonder dat daartoe machtiging is verleend, openbaar worden gemaakt of indien er een redelijk vermoeden bestaat dat openbaarmaking zonder machtiging heeft plaatsgevonden, stelt de Instantie van de Verenigde Staten, indien het verlies in de Verenigde Staten heeft plaatsgevonden, of de Quadripartiete Instantie, indien het verlies buiten de Verenigde Staten heeft plaatsgevonden, de andere instantie hiervan onverwijld in

kennis. De Quadripartiete Instantie is evenwel niet verplicht de Instantie van de Verenigde Staten in kennis te stellen van het verlies of de openbaarmaking zonder machtiging van gerubriceerde gegevens die niet afkomstig zijn uit de Verenigde Staten – dat wil zeggen niet gegenereerd in de Verenigde Staten of afgeleid van gerubriceerde gegevens gegenereerd in de Verenigde Staten.

2. In gevallen waarop het eerste lid van dit artikel van toepassing is, vallen het onderzoek of een dergelijke gebeurtenis een schending vormt van de wetten en voorschriften van de Verenigde Staten of van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk der Nederlanden of de Franse Republiek, al naargelang van toepassing, en de vervolging van deze schending volledig binnen de bevoegdheden van het land waar de schending heeft plaatsgevonden, in overeenstemming met zijn wetten en voorschriften. De Partij in wier land de vermeende schending zich voordeed, doet niettemin, behalve in gevallen die vallen onder de uitzondering genoemd in de laatste volzin van het eerste lid van dit artikel, alles wat in haar vermogen ligt om de Instantie van de Verenigde Staten of de Quadripartiete Instantie, al naargelang van toepassing is, in de gelegenheid te stellen om aan de desbetreffende tot vervolging of regelgeving bevoegde autoriteiten alle gegevens te verstrekken die van belang zijn voor het instellen van rechtsvervolging in verband met dergelijke feiten. De Vier Regeringen of de Regering van Verenigde Staten, al naargelang van toepassing is, wordt te zijner tijd medegedeeld of een dergelijke rechtsvervolging al dan niet is ingesteld en wat de uitkomst ervan is.

Artikel XI

Bescherming van tot de industriële eigendom behorende gegevens

1. Wanneer de Regering van de Verenigde Staten krachtens deze Overeenkomst overgedragen gegevens verkrijgt, wendt zij deze niet aan voor andere doeleinden, met inbegrip van maar niet beperkt tot commerciële doeleinden, dan voorzien in deze Overeenkomst, zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Vier Regeringen.

2. Overgedragen gegevens of gegevens die in een Installatie in de Verenigde Staten zijn gegenereerd en krachtens de wetten en voorschriften van de Verenigde Staten tot de

industriële eigendom behoren, met inbegrip van handelsgeheimen en commerciële gegevens, worden behandeld en beschermd in overeenstemming met de wetten en voorschriften van de Verenigde Staten. De Regering van de Verenigde Staten eerbiedigt derhalve de vertrouwelijke aard van dergelijke tot de industriële eigendom behorende gegevens.

3. Met name voor gegevens die krachtens deze Overeenkomst worden overgedragen ten behoeve van het verlenen van vergunningen en de regelgeving door de Instantie van de Verenigde Staten, geldt dat deze gegevens worden behandeld en beschermd als behorend tot de industriële eigendom ingevolge de wetten van de Verenigde Staten en de regelgeving van de Instantie van de Verenigde Staten die in het algemeen worden toegepast op de industriële eigendom behorende Amerikaanse gegevens van binnenlandse oorsprong.

4. Indien de Regering van de Verenigde Staten verwacht niet langer in staat te zullen zijn deze overgedragen gegevens als behorend tot de industriële eigendom te beschermen krachtens de wetten en voorschriften van de Verenigde Staten, stelt de Instantie van de Verenigde Staten daarvan onmiddellijk op passende wijze in kennis. Vervolgens plegen de Regering van de Verenigde Staten en de Vier Regeringen overleg over een geschikte handelswijze om de doelstellingen van dit artikel te verwezenlijken.

Artikel XII

Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie

De in deze Overeenkomst uiteengezette verplichtingen doen geen afbreuk aan de verplichtingen van de Vier Regeringen krachtens het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.

*Artikel XIII**Overleg*

De Regering van de Verenigde Staten en de Vier Regeringen plegen wanneer noodzakelijk overleg over aangelegenheden betreffende de interpretatie of tenuitvoerlegging van deze Overeenkomst.

*Artikel XIV**Inwerkingtreding en duur*

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de datum van ontvangst van de laatste van de nota's van de Partijen bij deze Overeenkomst aan de depositaris, waarin wordt bevestigd dat aan alle wettelijke vereisten voor de inwerkingtreding is voldaan. De Franse Regering zal fungeren als depositaris voor deze Overeenkomst, inclusief de Bijlage en de Overeengekomen Notulenv verklaring. In dit verband zal de Franse Regering diplomatieke nota's zenden naar de andere Partijen waarin mededeling wordt gedaan van de notificaties van de Partijen, zoals beschreven in dit artikellid, en van de datum van inwerkingtreding, en zal de originele tekst van de Overeenkomst in bewaring houden. Deze Overeenkomst blijft van kracht gedurende een tijdvak van dertig jaar. Dit tijdvak wordt telkens automatisch verlengd met een tijdvak van vijftien jaar tenzij de Regering van de Verenigde Staten, de Franse Regering of elk van de Drie Regeringen de depositaris van deze Overeenkomst ten minste een jaar voor de datum waarop anders de Overeenkomst automatisch zou worden verlengd, ervan in kennis stelt van haar wens de Overeenkomst niet te verlengen. De depositaris zal een diplomatieke nota zenden aan de andere partijen waarin zij van een dergelijke kennisgeving of kennisgevingen op de hoogte worden gesteld. Indien een dergelijke kennisgeving of kennisgevingen worden gedaan wordt deze Overeenkomst beëindigd op de datum waarop anders deze automatisch zou worden verlengd evenwel met dien verstande dat indien de kennisgeving door een andere Partij dan de Regering van de Verenigde Staten wordt gedaan, deze Overeenkomst niet wordt beëindigd ten aanzien van de overblijvende Partijen indien deze schriftelijk overeenkomen de Overeenkomst voort te zetten.

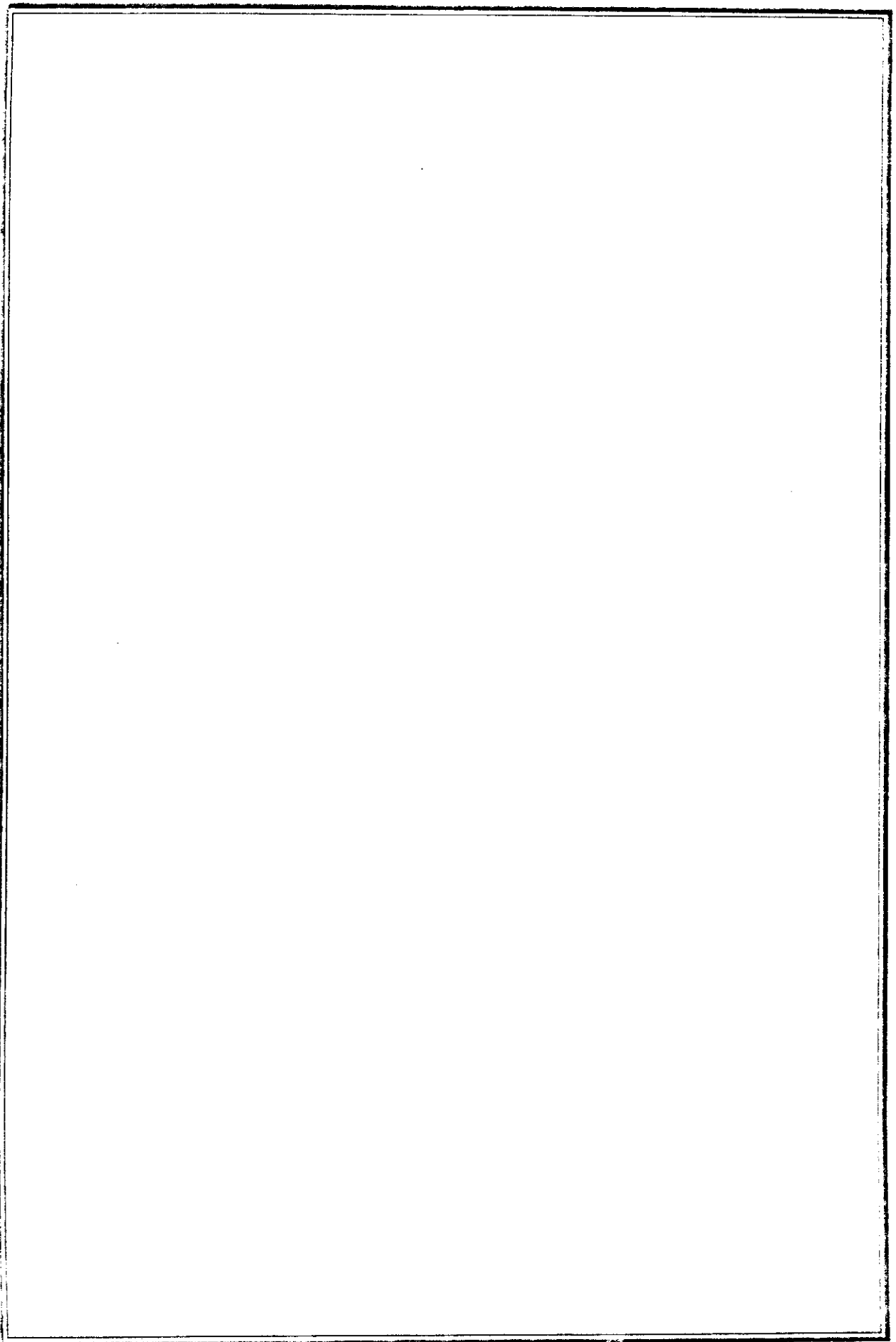
2. Niettegenstaande het beëindigen of verstrijken van deze Overeenkomst, blijven de

artikelen III tot en met VI en de artikelen VIII tot en met XI van kracht zo lang de technologie, materialen, uitrusting of onderdelen waarop deze artikelen betrekking hebben zich in de Verenigde Staten of elders onder de rechtsmacht of onder het beheer van de Verenigde Staten bevinden, of tot het tijdstip waarop de Regering van de Verenigde Staten en de Vier Regeringen overeenkomen dat dergelijke stoffen, uitrusting of onderdelen niet langer bruikbaar zijn voor activiteiten op nucleair gebied die onder de internationale waarborgen vallen.

TEN BLIJKE waarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Parijs op 24 februari 2011, in een origineel in de Franse, de Engelse, de Nederlandse en de Duitse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. De depositaris zal de Partijen een gewaarmerkt afschrift doen toekomen.

**Vereinbarung zwischen der Regierung der Vereinigten Staaten von
Amerika und den vier Regierungen der Französischen Republik, des
Vereinigten Königreichs Großbritannien und Nordirland, des Königreichs
der Niederlande und der Bundesrepublik Deutschland über die
Errichtung, den Bau und den Betrieb von Urananreicherungsanlagen mit
Gaszentrifugentechnologie in den Vereinigten Staaten von Amerika**



Die Regierung der Vereinigten Staaten von Amerika (im Folgenden als „Regierung der Vereinigten Staaten“ bezeichnet) und die vier Regierungen der Französischen Republik (im Folgenden als „französische Regierung“ bezeichnet), des Vereinigten Königreichs Großbritannien und Nordirland (im Folgenden als „Regierung des Vereinigten Königreichs“ bezeichnet), des Königreichs der Niederlande (im Folgenden als „niederländische Regierung“ bezeichnet) und der Bundesrepublik Deutschland (im Folgenden als „deutsche Regierung“ bezeichnet) (im Folgenden gemeinsam als „Vertragsparteien“ bezeichnet) –

im Hinblick auf das am 4. März 1970 in Almelo beschlossene Übereinkommen zwischen dem Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland, der Bundesrepublik Deutschland und dem Königreich der Niederlande über die Zusammenarbeit bei der Entwicklung und Nutzung des Gaszentrifugenverfahrens zur Herstellung angereicherten Urans (Vertrag von Almelo);

im Hinblick auf die am 24. Juli 1992 in Washington beschlossene Vereinbarung zwischen den drei Regierungen des Vereinigten Königreichs Großbritannien und Nordirland, der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs der Niederlande und der Regierung der Vereinigten Staaten von Amerika über die Errichtung, den Bau und den Betrieb einer Urananreicherungsanlage in den Vereinigten Staaten von Amerika (Vereinbarung von Washington) und auf die Weitergeltung der Vereinbarung von Washington in Bezug auf die in Eunice, New Mexico, gelegene und im Eigentum von URENCO befindliche Urananreicherungsanlage im Einklang mit jener Vereinbarung;

im Hinblick auf die am 12. Juli 2005 in Cardiff beschlossene Vereinbarung zwischen den Regierungen des Vereinigten Königreichs Großbritannien und Irland, des Königreichs der Niederlande, der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik über die Zusammenarbeit bei der Zentrifugentechnologie (Vertrag von Cardiff);

in Anbetracht des Gemeinschaftsunternehmens mit dem Namen Enrichment Technology Company Ltd (ETC), das nach dem Recht des Vereinigten Königreichs Großbritannien und Nordirland für Forschung und Entwicklung auf dem Gebiet der Zentrifugentechnologie, für die Herstellung von Gaszentrifugen und für damit verbundene Technologien und Tätigkeiten

gegründet wurde und sich zu jeweils 50 Prozent im Eigentum von URENCO und AREVA im Sinne der entsprechenden Begriffsbestimmungen des Artikels I befindet;

in Anbetracht dessen, dass ETC für die ursprünglich von URENCO entwickelte Zentrifugentechnologie eine Lizenz erteilt wurde und dass diese Technologie nach dem Vertrag von Almelo und dem Vertrag von Cardiff URENCO und nach dem Vertrag von Cardiff AREVA zur Nutzung zur Verfügung steht;

in Anbetracht der Absicht von URENCO und AREVA, ETC-Zentrifugentechnologie zur Herstellung von angereichertem Uran (für andere Zwecke als die Erzeugung von angereichertem Uran zur Herstellung von Kernwaffen oder sonstigen Kernsprengkörpern) zu nutzen, sowie ihrer Absicht, in den Vereinigten Staaten von Amerika (Vereinigte Staaten) Anlagen für die Anreicherung von Uran mit ETC-Zentrifugentechnologie zu errichten;

in dem Wunsch, einen zwischenstaatlichen Rahmen für eine oder mehrere Anlagen in den Vereinigten Staaten zu schaffen, die ETC-Zentrifugentechnologie zur Herstellung von angereichertem Uran für ausschließlich friedliche, nicht auf Sprengkörper gerichtete Zwecke nutzen;

in der Erwägung, dass die Französische Republik, die Bundesrepublik Deutschland, das Königreich der Niederlande und das Vereinigte Königreich Großbritannien und Nordirland als Vertragsparteien des Vertrags von Cardiff internationale Verpflichtungen bezüglich der Verwendung und Behandlung von Informationen, Ausrüstungen und Ausgangs- oder besonderem spaltbarem Material im Zusammenhang mit der Zentrifugentechnologie eingegangen sind;

in der Erwägung, dass die Vertragsparteien Grundsätze für den Schutz von Informationen über Zentrifugentechnologie festgelegt haben;

in Anbetracht des Beitritts der Vertragsparteien zum Vertrag vom 1. Juli 1968 über die Nichtverbreitung von Kernwaffen (NVV) und zur Satzung der Internationalen Atomenergie-Organisation (IAEO) sowie der Tatsache, dass alle Vertragsparteien Vereinbarungen über Sicherungsmaßnahmen mit der IAEO und Zusatzprotokolle zu ihren Vereinbarungen über Sicherungsmaßnahmen mit der IAEO geschlossen haben;

in der Erwägung, dass die Französische Republik, die Bundesrepublik Deutschland, das Königreich der Niederlande und das Vereinigte Königreich Großbritannien und Nordirland Vertragsparteien des am 25. März 1957 in Rom beschlossenen Vertrags zur Gründung der Europäischen Atomgemeinschaft sind;

in der Absicht sicherzustellen, dass alle künftigen Tätigkeiten von ANLAGEN in den Vereinigten Staaten mit den Grundsätzen der Vertragsparteien in Bezug auf die Nichtverbreitung von Kernwaffen und mit ihren internationalen Verpflichtungen auf diesem Gebiet in Einklang stehen --

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel I

Begriffsbestimmungen

Im Sinne dieser Vereinbarung, soweit darin nicht etwas anderes festgelegt ist,

- a) bezeichnet der Name „AREVA“ die AREVA SA einschließlich ihrer Tochtergesellschaften und etwaiger Rechtsnachfolger, jedoch unter Ausschluss von ETC;
- b) bezeichnet der Ausdruck „Zentrifugentechnologie“ Gaszentrifugentechnologie und damit in Verbindung stehende Technologie einschließlich der Informationen und des Know-how sowie der in der Konstruktion der Gaszentrifugenausrüstung oder ihrer Bauteile enthaltenen (und durch sie hervorgebrachten) Informationen;
- c) bezeichnet der Ausdruck „geheimhaltungsbedürftige Informationen“ alle Informationen, die nach innerstaatlichen Gesetzen und sonstigen Vorschriften über geheimhaltungsbedürftige Informationen vor unbefugter Preisgabe geschützt werden müssen. Dazu gehören Dokumente, Informationen oder Material, die geheimhaltungsbedürftige Informationen enthalten, sowie Informationen, die in Zentrifugenausrüstungen und -bauteilen enthalten sind, unabhängig davon, wie sie übermittelt werden;

d) bezeichnet der Name „ETC“ die Enrichment Technology Company Ltd, ein von URENCO und AREVA für Forschung und Entwicklung auf dem Gebiet der Zentrifugentechnologie, für die Herstellung von Gaszentrifugen und für damit verbundene Technologien und Tätigkeiten gegründetes Gemeinschaftsunternehmen; der Name „ETC“ schließt die ETC-Tochtergesellschaften sowie Rechtsnachfolger ein;

e) bezeichnet der Ausdruck „ETC-Zentrifugentechnologie“ Zentrifugentechnologie im Sinne des Buchstabens b, für die ETC von URENCO eine Lizenz erteilt wurde, die sich im Eigentum oder Besitz von ETC befindet oder die aus der Tätigkeit von ETC oder aus der Nutzung der ETC-Zentrifugentechnologie durch Lizenznehmer von ETC abgeleitet wurde oder entstanden ist und für die ETC eine Lizenz erteilt wurde;

f) bezeichnet der Ausdruck „vier Regierungen“ die französische Regierung, die Regierung des Vereinigten Königreichs, die niederländische Regierung und die deutsche Regierung;

g) bezeichnet der Ausdruck „ANLAGE“ eine ETC-Zentrifugentechnologie verwendende Urananreicherungsanlage, die in den Vereinigten Staaten gebaut werden und Eigentum von URENCO oder AREVA sein soll (unter Ausschluss der in Eunice, New Mexico, gelegen und im Eigentum von Urenco befindlichen Urananreicherungsanlage);

h) bezeichnet der Ausdruck „Lizenznehmer“ eine in Betrieb befindliche Anreicherungs-Tochtergesellschaft von AREVA oder URENCO, die über eine gültige Lizenz von ETC für die Nutzung von ETC-Zentrifugentechnologie außerhalb der Vereinigten Staaten verfügt;

i) bezeichnet der Ausdruck „NSG“ die Gruppe der Nuklearlieferländer, eine Gruppe von Lieferländern, die durch die Umsetzung zweier Sätze von Richtlinien für Nuklearexporte und für Exporte zivil und militärisch verwendbarer, mit dem Nuklearbereich zusammenhängender Güter zur Nichtverbreitung von Kernwaffen beitragen will;

j) bezeichnet der Ausdruck „Kernmaterial“ i) „Ausgangsmaterial“, und zwar Uran, das die in der Natur vorkommende Isotopenmischung enthält, und Uran, dessen Isotopenanteil an U-235 angereichert wurde, sowie ii) „besonderes Kernmaterial“, und zwar Plutonium, Uran 233 und mit den Isotopen U-233 oder U-235 angereichertes Uran;

k) bezeichnet der Ausdruck „Betreiber“ den Inhaber der von der Stelle der Vereinigten Staaten in Bezug auf die ANLAGE erteilten Zulassung;

l) bezeichnet der Ausdruck „Betriebstechnologie“ die im Eigentum des Betreibers oder des Lizenznehmers befindliche Zentrifugentechnologie, die bei der Errichtung, dem Bau und dem Betrieb einer ANLAGE genutzt oder daraus abgeleitet wird;

m) bezeichnet der Ausdruck „Viererstelle“ die aufgrund des Vertrags von Cardiff geschaffene Stelle, die ihrerseits im Namen der von den vier Regierungen im Einklang mit Artikel VIII des Vertrags von Cardiff jeweils bestimmten Stellen handelt und für die Gewährleistung der Umsetzung einer gemeinsamen Sicherheits- und Geheimschutzpolitik nach jenem Vertrag zuständig ist;

n) hat der Ausdruck „geschützte Daten“ (Restricted Data) die im Atomenergieweggesetz der Vereinigten Staaten von 1954 in der jeweils geltenden Fassung angegebene Bedeutung;

o) bezeichnet der Ausdruck „drei Regierungen“ die Regierung des Vereinigten Königreichs, die niederländische Regierung und die deutsche Regierung;

p) bezeichnet der Ausdruck „Stelle der Vereinigten Staaten“ die Atomaufsichtskommission der Vereinigten Staaten (United States Nuclear Regulatory Commission);

q) bezeichnet der Ausdruck „für die nationale Sicherheit der Vereinigten Staaten erhebliche Informationen“ die von der Regierung der Vereinigten Staaten aufgrund der Präsidialverordnung (Executive Order) 13526 in der jeweils geltenden Fassung oder aufgrund einer diese etwa ablösenden Präsidialverordnung als geheimhaltungsbedürftig eingestuft Informationen;

r) bezeichnet der Ausdruck „Vereinigtes Königreich“ das Vereinigte Königreich Großbritannien und Nordirland;

s) bezeichnet der Name „URENCO“ das gemeinsame Industrieunternehmen, das aufgrund des Vertrags von Almelo gegründet wurde, einschließlich seiner Tochtergesellschaften und etwaiger Rechtsnachfolger, jedoch unter Ausschluss von ETC.

Artikel II
Geltungsbereich

(1) Diese Vereinbarung legt die Bedingungen fest, unter denen

a) die vier Regierungen im Rahmen der geltenden Verträge und ihrer jeweiligen Gesetze und sonstigen Vorschriften die Weitergabe von ETC-Zentrifugentechnologie und von Betriebstechnologie in die Vereinigten Staaten und ihre dortige Nutzung für die Errichtung, den Bau und den Betrieb einer oder mehrerer ANLAGEN vorsehen;

b) die Regierung der Vereinigten Staaten im Rahmen der geltenden Verträge und der Gesetze und sonstigen Vorschriften der Vereinigten Staaten die Weitergabe von ETC-Zentrifugentechnologie und von Betriebstechnologie in die Vereinigten Staaten und ihre dortige Nutzung für die Errichtung, den Bau und den Betrieb einer oder mehrerer ANLAGEN vorsieht;

c) den vier Regierungen und ETC sowie gegebenenfalls URENCO und AREVA unter der Aufsicht der vier Regierungen vorbehaltlich des Absatzes 2 und in Übereinstimmung mit dem im Anhang festgelegten Verfahren Zugang zu in einer ANLAGE entstehenden Daten gewährt wird, die als geschützte Daten bezeichnet werden. Der Anhang ist Bestandteil dieser Vereinbarung;

d) den vier Regierungen und ETC sowie gegebenenfalls URENCO und AREVA unter der Aufsicht der vier Regierungen vorbehaltlich der anwendbaren internationalen Übereinkünfte und der Gesetze, sonstigen Vorschriften und Verfahren der Vereinigten Staaten gegebenenfalls Zugang zu den auf eine ANLAGE anwendbaren für die nationale Sicherheit der Vereinigten Staaten erheblichen Informationen (jedoch nicht zu geschützten Daten) gewährt wird, soweit sie sich auf ihre Sicherungsmaßnahmen (safeguards) und Sicherungssysteme beziehen.

(2) Eine Übermittlung geschützter Daten aus den Vereinigten Staaten nach § 144a des Atomenergiewetzes der Vereinigten Staaten von 1954 in seiner jeweils geltenden Fassung findet im Rahmen dieser Vereinbarung nicht statt. Es wird einvernehmlich davon

ausgegangen, dass der in Absatz 1 Buchstabe c vorgesehene Zugang keine Übermittlung geschützter Daten nach § 144a des genannten Gesetzes darstellt.

(3) Diese Vereinbarung behindert nicht die Durchführung des Vertrags von Almelo zwischen dessen Vertragsparteien, wenn diese im Rahmen jenes Vertrags tätig sind.

(4) Diese Vereinbarung behindert nicht die Durchführung des Vertrags von Cardiff zwischen den vier Regierungen als Vertragsparteien jenes Vertrags, wenn sie im Rahmen jenes Vertrags tätig sind.

(5) Diese Vereinbarung gilt nicht für die in Eunice, New Mexico, gelegene und im Eigentum von URENCO befindliche Urananreicherungsanlage und behindert nicht die Durchführung der Vereinbarung von Washington zwischen den Vertragsparteien jener Vereinbarung, wenn diese im Rahmen jener Vereinbarung tätig sind .

Artikel III

Friedliche Nutzung

Im Rahmen dieser Vereinbarung in die Vereinigten Staaten weitergegebene ETC-Zentrifugentechnologie, Betriebstechnologie, Ausrüstung und Bauteile, jede ANLAGE, das Kernmaterial in einer ANLAGE, das durch den Einsatz dieser Technologie erzeugt besondere Kernmaterial, das durch die Nutzung solchen besonderen Kernmaterials erzeugt besondere Kernmaterial sowie in einer ANLAGE entstandene und als geschützt bezeichnete Daten, solange sie unter die Hoheitsgewalt der Regierung der Vereinigten Staaten oder einer der vier Regierungen fallen, dürfen nur für friedliche, nicht auf Sprengkörper gerichtete Zwecke genutzt werden.

Artikel IV

Anwendung internationaler Sicherungsmaßnahmen

(1) Kernmaterial, für das die in Artikel III eingegangene Verpflichtung zur friedlichen Nutzung gilt und das sich im Hoheitsgebiet der Vereinigten Staaten befindet, unterliegt der

Anwendung internationaler Sicherungsmaßnahmen. In dieser Hinsicht gilt die Anwendung des am 18. November 1977 in Wien beschlossenen Abkommens zwischen den Vereinigten Staaten von Amerika und der IAEA zur Anwendung von Sicherungsmaßnahmen in den Vereinigten Staaten (INFCIRC/288) (im Folgenden „USA-IAEO-Abkommen über Sicherungsmaßnahmen“) als Erfüllung dieses Erfordernisses.

(2) In Anwendung des USA-IAEO-Abkommens über Sicherungsmaßnahmen setzt die Regierung der Vereinigten Staaten die ANLAGEN auf die Liste der Anlagen, die für die Anwendung von Sicherungsmaßnahmen der IAEA in Betracht kommen.

(3) Die vier Regierungen und die Regierung der Vereinigten Staaten sind der Auffassung, dass die ANLAGEN auf Dauer Sicherungsmaßnahmen der IAEA unterworfen werden sollen, die mit denjenigen gleichwertig sind, die in den der Hoheitsgewalt der vier Regierungen unterstehenden kommerziellen Gaszentrifugen-Urananreicherungsanlagen angewendet werden, soweit dies mit der Anwendung von Sicherungsmaßnahmen in den Vereinigten Staaten nach dem USA-IAEO-Abkommen über Sicherungsmaßnahmen und dem dazugehörigen Zusatzprotokoll (INFCIRC/288/Add.1) im Einklang steht.

Artikel V

Physischer Schutz

Jede ANLAGE und das Kernmaterial im Sinne des Artikels III unterliegen jederzeit Maßnahmen des physischen Schutzes, die mindestens das von der IAEA empfohlene Schutzniveau bieten (IAEO-Dokument INFCIRC/225/Rev. 4 (Corrected) zum physischen Schutz von Kernmaterial und kerntechnischen Anlagen oder spätere, von der Regierung der Vereinigten Staaten und den vier Regierungen angenommene Revisionsfassungen dieses Dokuments), oder müssen sich auf einem von den Vertragsparteien vereinbarten sonstigen Niveau des physischen Schutzes befinden.

Artikel VI

Weitergabe

(1) Von Artikel III erfasstes Kernmaterial darf aus den Vereinigten Staaten nur ausgeführt werden, wenn die Regierung der Vereinigten Staaten vom Empfänger staatliche Zusicherungen erhält, die mindestens Artikel III, Artikel IV Absatz 1 Satz 1, Artikel V und diesem Artikel entsprechen. In jedem Fall einer Ausfuhr in Nichtkernwaffenstaaten (im Sinne des NVV) wendet die Regierung der Vereinigten Staaten i) die Grundsätze, die in den im IAEO-Dokument INFCIRC/254/Rev.9/Part 1 oder späteren Revisionsfassungen jenes Dokuments enthaltenen NSG-Richtlinien für nukleare Weitergabe und deren Anhängen niedergelegt sind, und ii) die von der NSG durch Konsens angenommenen einschlägigen Beschlüsse an.

(2) Im Rahmen dieser Vereinbarung in die Vereinigten Staaten weitergegebene ETC-Zentrifugentechnologie und Betriebstechnologie darf aus den Vereinigten Staaten nur wie im Folgenden vorgesehen und ausschließlich an Vertragsparteien dieser Vereinbarung erneut weitergegeben werden. Des Weiteren dürfen unbeschadet der Buchstaben a und b in einer ANLAGE entstehende Daten, die als geschützte Daten bezeichnet werden, nicht an einen Staat weitergegeben werden, der nicht Vertragspartei dieser Vereinbarung ist.

a) Im Rahmen dieser Vereinbarung in die Vereinigten Staaten weitergegebene ETC-Zentrifugentechnologie und Betriebstechnologie darf aus den Vereinigten Staaten entweder an das Vereinigte Königreich, die Bundesrepublik Deutschland oder das Königreich der Niederlande oder an mehrere dieser Staaten erneut weitergegeben werden, wenn sie ursprünglich aus einem dieser Staaten in die Vereinigten Staaten weitergegeben wurde, oder an die Französische Republik, wenn sie ursprünglich aus der Französischen Republik in die Vereinigten Staaten weitergegeben wurde, vorausgesetzt, dass Artikel II Absatz 2 eingehalten wurde.

b) In einer ANLAGE entstehende Daten, die als geschützte Daten bezeichnet werden, dürfen aus den Vereinigten Staaten nur unter Einhaltung des Artikels II Absatz 2 und des Anhangs und ausschließlich an das Vereinigte Königreich, die Französische Republik, die Bundesrepublik Deutschland oder das Königreich der Niederlande oder an deren Staatsangehörige weitergegeben werden und dürfen ohne die vorherige schriftliche

Zustimmung der Regierung der Vereinigten Staaten aus diesen nicht an einen anderen Staat als die Vereinigten Staaten erneut weitergegeben werden. Die Regierung der Vereinigten Staaten stimmt solcher erneuter Weitergabe zwischen dem Vereinigten Königreich, der Bundesrepublik Deutschland, dem Königreich der Niederlande und der Französischen Republik hiermit zu, soweit Artikel II Absatz 2 und der Anhang eingehalten wurden.

Artikel VII

Zuständige Stellen

(1) Zur Durchführung der Artikel VIII bis X wird die Regierung der Vereinigten Staaten durch die Stelle der Vereinigten Staaten und werden die vier Regierungen durch die Viererstelle vertreten.

(2) Nach Bedarf finden zwischen der Stelle der Vereinigten Staaten und der Viererstelle Konsultationen über Fragen der Durchführung der Artikel VIII bis X statt.

Artikel VIII

Geheimhaltungsgrade und Weitergabe von geheimhaltungsbedürftigen Informationen

(1) Die Stelle der Vereinigten Staaten und die Viererstelle wenden im Rahmen ihrer jeweiligen Gesetze und sonstigen Vorschriften vereinbarte gemeinsame Grundsätze und Verfahren bezüglich der Geheimhaltungsgrade und der Weitergabe von geheimhaltungsbedürftigen Informationen nach Maßgabe dieser Vereinbarung an.

(2) Die im Rahmen dieser Vereinbarung in die Vereinigten Staaten weitergegebenen geheimhaltungsbedürftigen Informationen tragen Geheimhaltungsgrade entsprechend der Anlage II des Vertrags von Cardiff. Sofern die Vertragsparteien nichts anderes vereinbart haben, werden diese geheimhaltungsbedürftigen Informationen zunächst an die Stelle der Vereinigten Staaten weitergegeben; diese weist ihnen im Rahmen der Gesetze und sonstigen Vorschriften der Vereinigten Staaten und entsprechend den in Absatz 1 genannten gemeinsamen Grundsätzen und Verfahren zur Durchführung des Geheimschutzes einen Geheimhaltungsgrad der Vereinigten Staaten zu und gewährt ihnen einen Grad des Schutzes,

der mit dem von der Viererstelle gewährten mindestens gleichwertig ist. Die Geheimhaltungsgrade der Vereinigten Staaten dürfen ohne Zustimmung der Viererstelle nicht unter den Geheimhaltungsgrad herabgesetzt werden, der für ein Schutzniveau erforderlich ist, das mit dem von der Viererstelle gewährten gleichwertig ist, oder aufgehoben werden. Diese Informationen können, soweit in Gesetzen und sonstigen Vorschriften der Vereinigten Staaten vorgeschrieben, in den Vereinigten Staaten zusätzlichen Schutz erhalten.

(3) Wenn diese geheimhaltungsbedürftigen Informationen an die vier Regierungen oder unter der Aufsicht der vier Regierungen an ETC oder gegebenenfalls an URENCO oder AREVA zurückgegeben werden und einen höheren Geheimhaltungsgrad als denjenigen tragen, der galt, als sie in die Vereinigten Staaten weitergegeben wurden, kann der Geheimhaltungsgrad in Übereinstimmung mit Anlage II des Vertrags von Cardiff so geändert werden, dass das Schutzniveau gewährt wird, das die Viererstelle für angemessen erachtet. Für die Behandlung von in den Vereinigten Staaten entstandenen und an die vier Regierungen weitergegebenen geheimhaltungsbedürftigen Informationen, die einen höheren Geheimhaltungsgrad tragen als entsprechende Informationen der vier Regierungen, legen die Stelle der Vereinigten Staaten und die Viererstelle vereinbarte Neueinstufungsregeln fest, die mit bewährten Verfahren des Schutzes von Informationen in Einklang stehen.

(4) Alle im Rahmen dieser Vereinbarung in die Vereinigten Staaten oder aus den Vereinigten Staaten weitergegebenen geheimhaltungsbedürftigen Informationen werden durch diplomatisches Kuriergepäck, mittels anerkannter verschlüsselter elektronischer Verfahren oder auf eine andere von den vier Regierungen und der Regierung der Vereinigten Staaten zu vereinbarende sichere Weise weitergegeben.

Artikel IX

Schutz geheimhaltungsbedürftiger Informationen

(1) Die Regierung der Vereinigten Staaten und die vier Regierungen treffen geeignete Maßnahmen für den Schutz der im Rahmen dieser Vereinbarung weitergegebenen geheimhaltungsbedürftigen Informationen (im Folgenden „weitergegebene geheimhaltungsbedürftige Informationen“) und der geheimhaltungsbedürftigen

Informationen, die aus der Anwendung der weitergegebenen geheimhaltungsbedürftigen Informationen entstehen (im Folgenden „abgeleitete geheimhaltungsbedürftige Informationen“). Im Rahmen dieser Maßnahmen wird sichergestellt, dass die Informationen ordnungsgemäß geschützt werden und dass vorbehaltlich des Artikels VI Absatz 2 nur solche Personen Zugang zu derartigen Informationen erhalten, die durch ihre nationalen Behörden zum Zugang zu geheimhaltungsbedürftigen Informationen mindestens des entsprechenden Geheimhaltungsgrads (aber nicht unter „Vertraulich“) in ihrem eigenen Staat ermächtigt sind und deren Zugang zu den geheimhaltungsbedürftigen Informationen von der Stelle der Vereinigten Staaten oder der Viererstelle genehmigt wurde. Ungeachtet dessen wird keiner Person, die nicht Staatsangehöriger der Vereinigten Staaten oder des Staates einer der vier Regierungen ist, ohne vorherige schriftliche Zustimmung der Regierung der Vereinigten Staaten und der vier Regierungen Zugang zu geheimhaltungsbedürftigen Informationen gewährt, die in den Vereinigten Staaten entstanden sind und als geschützte Daten bezeichnet werden.

(2) Im Rahmen ihrer jeweiligen Gesetze und sonstigen Vorschriften sorgen die vier Regierungen dafür, dass den Regierungsbehörden der Vereinigten Staaten die Informationen und die Hilfe zur Verfügung stehen, die erforderlich sind, um die gesetzlichen und genehmigungstechnischen Vorschriften der Vereinigten Staaten so zu erfüllen, dass die in Absatz 1 bezeichneten geheimhaltungsbedürftigen Informationen nach den Gesetzen und sonstigen Vorschriften der Vereinigten Staaten geschützt werden können.

Artikel X

Verlust geheimhaltungsbedürftiger Informationen

(1) Gehen weitergegebene geheimhaltungsbedürftige Informationen oder abgeleitete geheimhaltungsbedürftige Informationen nach ihrer Weitergabe verloren, werden sie unbefugt preisgegeben oder besteht der begründete Verdacht einer unbefugten Preisgabe, so benachrichtigt, wenn der Verlust in den Vereinigten Staaten erfolgt, die Stelle der Vereinigten Staaten und, wenn der Verlust außerhalb der Vereinigten Staaten erfolgt, die Viererstelle unverzüglich die jeweils andere Stelle. Die Viererstelle ist jedoch nicht dazu verpflichtet, die Stelle der Vereinigten Staaten über den Verlust oder die unbefugte Preisgabe von geheimhaltungsbedürftigen Informationen zu benachrichtigen, die nicht aus den

Vereinigten Staaten stammen - das heißt, die nicht in den Vereinigten Staaten entstanden sind oder nicht von in den Vereinigten Staaten entstandenen geheimhaltungsbedürftigen Informationen abgeleitet wurden.

(2) In jedem der in Absatz 1 bezeichneten Fälle obliegen die Untersuchung der Frage, ob dieser Vorfall einen Verstoß gegen Gesetze oder sonstige Vorschriften der Vereinigten Staaten oder des Vereinigten Königreichs Großbritannien und Nordirland, der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs der Niederlande oder der Französischen Republik darstellt, und die Verfolgung eines solchen Verstoßes ausschließlich dem Staat, in dem sich der Verstoß ereignet hat; sie werden nach Maßgabe der Gesetze und sonstigen Vorschriften dieses Staates durchgeführt. Sofern nicht die unter die Ausnahme des Absatzes 1 Satz 2 fallenden Umstände vorliegen, bemüht sich jedoch die Vertragspartei, in deren Staat sich der mutmaßliche Verstoß ereignet hat, nach besten Kräften, der Stelle der Vereinigten Staaten beziehungsweise der Viererstelle Gelegenheit zu geben, den zuständigen staatlichen Strafverfolgungs- oder Aufsichtsbehörden alle der Einleitung des Verfahrens wegen eines derartigen Tatbestands dienenden Informationen vorzulegen. Die vier Regierungen beziehungsweise die Regierung der Vereinigten Staaten werden rechtzeitig davon unterrichtet, ob ein derartiges Verfahren eingeleitet wurde und wie es ausgegangen ist.

Artikel XI

Schutz rechtlich geschützter Informationen

(1) Erhält die Regierung der Vereinigten Staaten im Rahmen dieser Vereinbarung weitergegebene Informationen, so darf sie diese ohne vorherige schriftliche Zustimmung der vier Regierungen nicht für andere als die in dieser Vereinbarung vorgesehenen kommerziellen oder sonstigen Zwecke verwenden.

(2) Weitergegebene Informationen oder in einer ANLAGE in den Vereinigten Staaten entstandene Informationen, die nach den Gesetzen und sonstigen Vorschriften der Vereinigten Staaten rechtlich geschützte Informationen darstellen, einschließlich Betriebsgeheimnisse und kommerziell verwertbare Informationen, werden nach den Gesetzen und sonstigen Vorschriften der Vereinigten Staaten behandelt und geschützt.

Dementsprechend beachtet die Regierung der Vereinigten Staaten die besondere rechtliche Stellung solcher rechtlich geschützten Informationen.

(3) Insbesondere werden Informationen, die im Rahmen dieser Vereinbarung für genehmigungs- und aufsichtsrechtliche Zwecke der Stelle der Vereinigten Staaten weitergegeben werden, gegebenenfalls nach dem Recht der Vereinigten Staaten und den Vorschriften der Stelle der Vereinigten Staaten, welche allgemein für aus den Vereinigten Staaten selbst stammende rechtlich geschützte Informationen gelten, als rechtlich geschützte Informationen behandelt und entsprechend geschützt.

(4) Rechnet die Regierung der Vereinigten Staaten damit, dass sie nicht mehr in der Lage sein wird, die weitergegebenen Informationen nach den Gesetzen und sonstigen Vorschriften der Vereinigten Staaten als rechtlich geschützte Informationen zu schützen, so macht die Stelle der Vereinigten Staaten sofort eine entsprechende Mitteilung. Die Regierung der Vereinigten Staaten und die vier Regierungen konsultieren einander sodann über ein geeignetes Vorgehen, um die Zwecke dieses Artikels zu erfüllen.

Artikel XII

Vertrag zur Gründung der Europäischen Atomgemeinschaft

Die in dieser Vereinbarung enthaltenen Verpflichtungen lassen die Verpflichtungen der vier Regierungen aus dem Vertrag zur Gründung der Europäischen Atomgemeinschaft unberührt.

Artikel XIII

Konsultationen

Die Regierung der Vereinigten Staaten und die vier Regierungen konsultieren einander nach Bedarf über Fragen der Auslegung oder Anwendung dieser Vereinbarung.

Artikel XIV
Inkrafttreten und Geltungsdauer

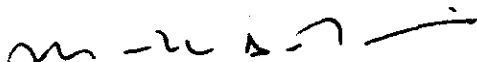
(1) Diese Vereinbarung tritt mit dem Datum des Eingangs der letzten der von den Vertragsparteien dieser Vereinbarung an den Verwahrer gerichteten Noten in Kraft, in denen bestätigt wird, dass alle rechtlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten erfüllt sind. Die französische Regierung ist Verwahrer der Vereinbarung einschließlich ihres Anhangs und der Vereinbarten Niederschrift. In diesem Rahmen übermittelt die französische Regierung den anderen Vertragsparteien eine diplomatische Note, in der sie diese über die in diesem Absatz genannten Notifikationen der anderen Parteien und den Tag des Inkrafttretens in Kenntnis setzt; sie verwahrt die Urschrift der Vereinbarung. Die Vereinbarung bleibt für die Dauer von dreißig Jahren in Kraft. Diese Geltungsdauer wird stillschweigend um jeweils weitere fünfzehn Jahre verlängert, sofern nicht die Regierung der Vereinigten Staaten, die französische Regierung oder jede der drei Regierungen dem Verwahrer spätestens ein Jahr vor dem Zeitpunkt der sonst stillschweigenden Verlängerung ihren Wunsch notifiziert, die Vereinbarung nicht zu verlängern. Der Verwahrer übermittelt den anderen Vertragsparteien eine diplomatische Note, in der er diese über jede Mitteilung dieser Art in Kenntnis setzt. Erfolgen eine oder mehrere Mitteilungen dieser Art, so erlischt die Vereinbarung an dem Tag, an dem sie sonst stillschweigend verlängert worden wäre; erfolgt die Mitteilung aber durch eine andere Vertragspartei als die Regierung der Vereinigten Staaten, so endet die Vereinbarung in Bezug auf die übrigen Vertragsparteien nicht, wenn diese schriftlich vereinbaren, sie fortzusetzen.

(2) Ungeachtet der Beendigung oder des Erlöschens dieser Vereinbarung bleiben die Artikel III bis VI und die Artikel VIII bis XI so lange in Kraft, wie sich irgendein Teil der Technologie, des Materials, der Ausrüstung oder der Bauteile, die diesen Artikeln unterliegen, in den Vereinigten Staaten oder anderswo unter der Hoheits- oder Verfügungsgewalt der Vereinigten Staaten befindet oder bis die Regierung der Vereinigten Staaten und die vier Regierungen einvernehmlich feststellen, dass das Material, die Ausrüstung oder die Bauteile für eine nukleare Tätigkeit, die internationale Sicherungsmaßnahmen erfordert, nicht mehr brauchbar sind.

Zu Urkund dessen haben die hierzu von ihren jeweiligen Regierungen gehörig befugten Unterzeichneten diese Vereinbarung unterschrieben.

Geschehen zu PARIS am 26. Februar 20 11 in einer Urschrift in französischer, englischer, niederländischer und deutscher Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist. Der Verwahrer stellt den Vertragsparteien beglaubigte Abschriften zur Verfügung.

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique
 For the Government of the United States of America
 Voor de Regering van de Verenigde Staten van
 Amerika
 Für die Regierung der Vereinigten Staaten von
 Amerika



Mark TAPLIN, Ministre Conseiller

Pour le Gouvernement de la République française
 For the Government of the French Republic
 Voor de Regering van de Franse Republiek
 Für die Regierung der Französischen Republik



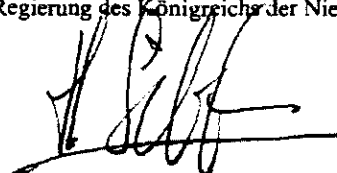
Pierre SELLAL, Secrétaire Général

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-
 Bretagne et d'Irlande du Nord
 For the Government of the United Kingdom of Great
 Britain and Northern Ireland
 Voor de Regering van het Verenigd Koninkrijk van
 Groot-Brittannië en Noord-Ierland
 Für die Regierung des Vereinigten Königreichs
 Großbritannien und Nordirland



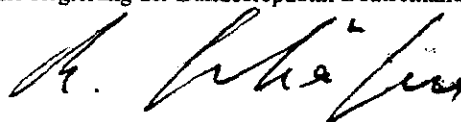
Peter WESTMACOTT, Ambassadeur

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
 For the Government of the Kingdom of the Netherlands
 Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden
 Für die Regierung des Königreichs der Niederlande

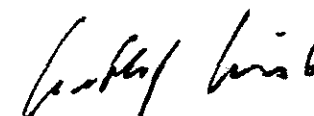


Hugo Hans SIBLESZ, Ambassadeur

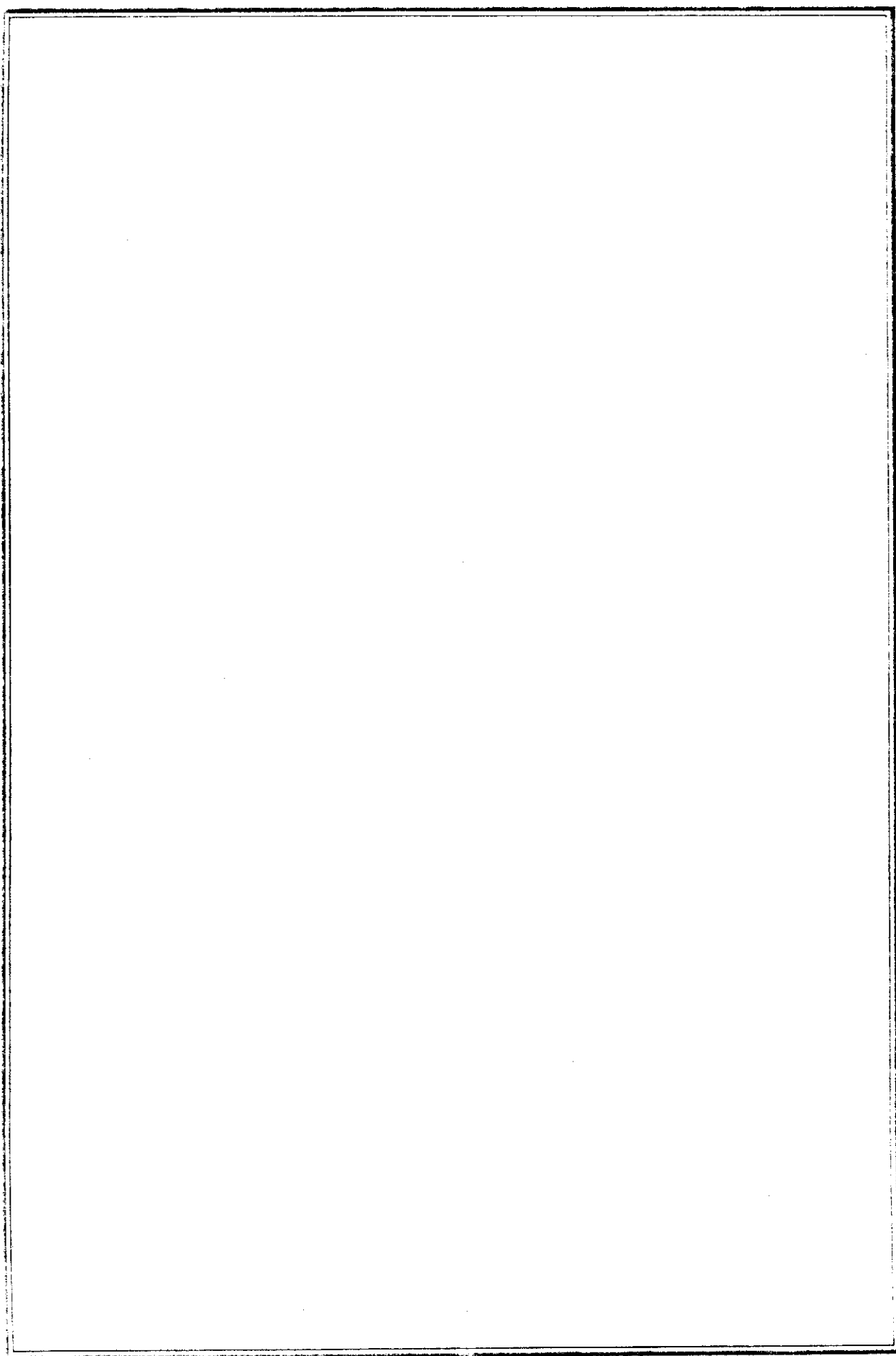
Pour le Gouvernement de la République fédérale
 d'Allemagne
 For the Government of the Federal Republic of Germany
 Voor de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland
 Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland



Reinhard SCHÄFERS, Ambassadeur



**Detlef DAUKE, Directeur Général pour
 la politique énergétique**



Annexe

Procédure applicable au contrôle et à l'examen des données produites
dans une Installation et qualifiées de données à accès restreint,
ainsi qu'à leur communication ultérieure à ETC, Urenco et Areva

1. La présente procédure sera mise en œuvre pour contrôler et examiner les données produites dans une Installation et qualifiées de données à accès restreint, afin de confirmer qu'elles renferment uniquement des informations qui ne constituent pas une nouveauté pour ETC ou, le cas échéant, pour Urenco ou Areva, à savoir des informations dont la teneur technologique est déjà connue et disponible pour ETC ou, le cas échéant, pour Urenco ou Areva, du fait de leurs activités respectives hors des États-Unis.

Elle sera appliquée afin d'identifier les données produites dans une Installation et qualifiées de données à accès restreint qui constitueraient une nouveauté pour ETC ou, le cas échéant, pour Urenco ou Areva, et afin de protéger ces données de tout transfert, considéré comme peu probable, à destination du Royaume-Uni, du Royaume des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne ou de la République française ou de leurs ressortissants. Elle sera mise en œuvre en deux phases : dans un premier temps, un spécialiste de la classification des informations dérivées, possédant obligatoirement la nationalité des États-Unis, agréé par l'Agence des États-Unis et employé par l'Installation ou lié par contrat avec elle, procédera dans toute la mesure du possible à l'examen des données produites dans une Installation et qualifiées de données à accès restreint auxquelles des ressortissants britanniques, allemands ou néerlandais, ou des ressortissants français, sont susceptibles d'avoir accès¹ ; dans un second temps, des agents de l'Agence des États-Unis² devront, selon une périodicité annuelle ou autre, vérifier les données produites dans l'Installation et transmises au cours de la période

¹ Les données produites dans une Installation et qualifiées de données à accès restreint transmises hors des États-Unis seront communiquées par l'entremise de l'Agence des États-Unis conformément au Manuel de sécurité et de classification afférent à l'Installation considérée.

² Cette fonction pourra également être exercée par d'autres personnes habilitées au niveau approprié et agissant pour le compte du Gouvernement des États-Unis, par exemple des agents habilités d'organismes relevant du Gouvernement ou des membres habilités du personnel d'entités liées à celui-ci par contrat.

précédente à des ressortissants britanniques, allemands, néerlandais ou français. Cette procédure devra permettre ce qui suit :

- a) d'établir si les données produites sont des données à accès restreint (ci-après dénommées dans la présente Annexe « données à accès restreint originaires des États-Unis ») ;
- b) d'identifier les données à accès restreint originaires des États-Unis qui constituent une nouveauté pour ETC, Urenco ou Areva (au vu de l'expérience acquise hors des États-Unis telle qu'attestée par les guides technologiques définis ci-après) ;
- c) en cas d'identification de données à accès restreint originaires des États-Unis qui constituent une nouveauté pour ETC, Urenco ou Areva, de procéder aussitôt à des consultations entre le Gouvernement des États-Unis, celui ou ceux des Quatre Gouvernements qui est ou sont concernés et/ou ETC et, le cas échéant, Urenco ou Areva, et notamment d'évaluer la probabilité de récurrence de données aberrantes ainsi que d'établir la possibilité et la faisabilité, à l'avenir, soit d'un filtrage de ces données soit de la conclusion d'un accord en vertu de l'article 123 de la Loi des États-Unis relative à l'énergie atomique de 1954 et ses amendements en vue d'en autoriser la restitution ;
- d) sous réserve des dispositions de l'article VI, paragraphe 2, et de l'article IX, paragraphe 1, de transférer ou de retransférer à Urenco et à des ressortissants autorisés du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne ou du Royaume des Pays-Bas des données à accès restreint originaires des États-Unis dont il aura été établi par la présente procédure qu'elles ne constituent pas une nouveauté pour Urenco, et de transférer ou de retransférer à Areva et à des ressortissants autorisés de la République française des données à accès restreint originaires des États-Unis dont il aura été établi par la présente procédure qu'elles ne constituent pas une nouveauté pour Areva ;
- e) sous réserve des dispositions de l'article VI, paragraphe 2, et de l'article IX, paragraphe 1, de transférer ou de retransférer à ETC des données à accès restreint originaires des États-Unis dont il aura été établi par la présente procédure qu'elles ne constituent pas une nouveauté pour ETC, sous réserve toutefois que l'accès à des

données à accès restreint originaires des États-Unis transférées ou retransférées à ETC ne soit pas accordé (i) à des ressortissants de la République française si la procédure énoncée par la présente établit que ces données constituent une nouveauté pour Areva ou (ii) à des ressortissants du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne ou du Royaume des Pays-Bas si la procédure énoncée par la présente établit que ces données constituent une nouveauté pour Urenco.

2. La procédure comporte en particulier les éléments ci-après :

a) Par l'intermédiaire d'ETC et, le cas échéant, d'Urenco ou d'Areva, les Quatre Gouvernements fourniront pour chaque Installation, sous réserve d'examen et d'approbation par le Gouvernement des États-Unis, un guide (ci-après dénommé « guide technologique ») destiné à être utilisé par l'Installation et par l'Agence des États-Unis et répertoriant les données classifiées qu'ils estiment, au vu de l'expérience des installations qui mettent en œuvre la technologie de centrifugation d'ETC et la technologie d'exploitation, devoir être produites dans l'Installation. En fonction du niveau d'expérience effective, chaque guide technologique devra préciser (en ce qui concerne la technologie de centrifugation d'ETC et la technologie d'exploitation à mettre en œuvre au sein de l'Installation) :

(ii) les types de données classifiées (descriptions des conditions d'exploitation et performances exprimées sous forme chiffrée et éléments descriptifs sur les performances, par exemple) ainsi que l'éventail complet des paramètres possibles de performance dans chaque catégorie (données chiffrées maximales et minimales et descriptions des catégories de dysfonctionnements et d'insuffisances des équipements, par exemple) ;

(iii) dans le cadre de l'éventail complet des paramètres, l'amplitude des performances opérationnelles moyennes, précisant de manière aussi complète que possible la nature des divergences entre l'amplitude moyenne et les valeurs limites de l'éventail complet ;

(iv) tous autres paramètres éventuels de performance des équipements essentiels de l'installation qui mettent en jeu des informations qualifiées de

données à accès restreint (centrifugeuses, par exemple), permettant d'établir dans quelle mesure ETC, Urenco ou Areva, selon le cas, ont connaissance des données susceptibles d'être produites dans l'Installation, y compris les informations que renferment les centrifugeuses défailantes ;

(v) toutes autres données susceptibles d'être qualifiées de données à accès restreint en vertu du guide de classification destiné à l'Installation conçu conjointement par la Commission de réglementation nucléaire et le Département de l'Énergie des États-Unis.

On fournira à l'appui de ces guides technologiques des données produites dans d'autres installations où sont mises en œuvre la technologie de centrifugation d'ETC et la technologie d'exploitation, y compris les données relatives aux incidents les plus graves et les plus rares subis par lesdites installations. On pourra également fournir à l'appui des paramètres de performances des données issues de prototypes et de simulations par ordinateur correspondant à une technologie mise à l'épreuve. Les guides technologiques pourront être à tout moment mis à jour par les Gouvernements considérés, par ETC et, le cas échéant, par Urenco ou Areva, sous réserve d'examen et d'approbation par le Gouvernement des États-Unis, afin de prendre en compte l'expérience complémentaire acquise hors des États-Unis, les rubriques mises à jour correspondant uniquement aux données produites ultérieurement.

b) Avant que des données ne soient communiquées à des ressortissants de l'un des États des Quatre Gouvernements, un spécialiste de la classification des informations dérivées, possédant obligatoirement la nationalité des États-Unis, agréé par l'Agence des États-Unis et employé par l'Installation ou lié par contrat avec elle, procédera en toute bonne foi à une évaluation de ces données afin de confirmer que celles-ci correspondent aux paramètres du guide technologique approprié. Il est expressément entendu que cette condition est passible de limitations en fonction de la présence au sein de l'Installation de personnel d'assistance technique d'ETC ou, le cas échéant, d'Urenco ou d'Areva.

c) Si cette évaluation par le spécialiste de la classification des informations dérivées fait apparaître une dissemblance entre, d'une part, des données spécifiques

produites au sein de l'Installation et qualifiées de données à accès restreint et, d'autre part, les paramètres des données attendues figurant dans le guide technologique approprié, les données spécifiques ne seront pas communiquées mais seront soumises pour évaluation au Gouvernement des États-Unis par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis. Si le Gouvernement des États-Unis parvient à la conclusion que ces données sont susceptibles d'être nouvelles, il procédera, sans divulguer les données proprement dites, à des consultations avec celui ou ceux des Quatre Gouvernements qui est ou sont concernés afin de leur permettre, s'ils le peuvent, d'apporter la preuve que cette divergence par rapport aux paramètres ne renferme aucun élément qui constituerait une nouveauté pour ETC ou, le cas échéant, pour Urenco ou Areva.

d) L'Agence des États-Unis aura accès à l'ensemble des données produites dans les Installations et qualifiées de données à accès restreint qui auront été transférées à des ressortissants de l'un des Quatre Gouvernements et procédera selon une périodicité annuelle ou autre à des vérifications. Au cours de ces vérifications, elle comparera, d'une part, un large échantillon aléatoire de données produites dans l'Installation et qualifiées de données à accès restreint et, d'autre part, les guides technologiques. Si l'Agence des États-Unis constate une dissemblance entre, d'une part, des données spécifiques produites au sein de l'Installation et qualifiées de données à accès restreint et, d'autre part, les paramètres des données attendues figurant dans les guides technologiques, le Gouvernement des États-Unis évaluera si lesdites données sont ou non susceptibles d'être nouvelles. S'il parvient à la conclusion qu'elles sont susceptibles de l'être, des consultations seront aussitôt engagées entre le Gouvernement des États-Unis et celui ou ceux des Quatre Gouvernements qui est ou sont concernés afin de leur permettre, s'ils le peuvent, d'apporter la preuve que les données en question ne renferment aucun élément qui constitue une nouveauté pour ETC ou, le cas échéant, pour Urenco ou Areva.

e) Si, à la suite des consultations menées dans l'un des deux cas ci-dessus, il est établi qu'il s'agit de données nouvelles, celles-ci ne seront pas communiquées à ETC ni, le cas échéant, à Urenco ou à Areva. On procédera à des consultations entre le Gouvernement des États-Unis et celui ou ceux des Quatre Gouvernements qui est ou sont concernés afin d'évaluer également si l'existence de données aberrantes laisse ou non à entendre qu'il pourrait se produire des incidents non attendus susceptibles

d'engendrer des données complémentaires qui pourraient être qualifiées de données à accès restreint et constituer une nouveauté au sens du paragraphe 1 ci-dessus.

f) Dans l'affirmative, le Gouvernement des États-Unis (i) déterminera, en consultation avec celui ou ceux des Quatre Gouvernements qui est ou sont concernés, s'il existe des moyens effectifs d'empêcher le transfert de ces données spécifiques nouvelles et de toutes autres données nouvelles produites dans l'Installation et qualifiées de données à accès restreint, ou (ii) s'efforcera de conclure un accord en vertu de l'article 123 de la Loi des États-Unis relative à l'énergie atomique de 1954 et ses amendements.

Annex

Procedure for the Monitoring and Review of Data Generated at an Installation that is Designated Restricted Data and Subsequent Release Procedure for ETC, URENCO and AREVA

1. This procedure shall be employed to monitor and review the data generated at an Installation that is designated Restricted Data to confirm that it conveys only information that is not new to ETC or, as appropriate, URENCO or AREVA, i.e., information the technological content of which is of a type that is already familiar and available to ETC or, as appropriate, URENCO or AREVA, from their respective operations outside the United States.

This procedure shall be utilized to identify and guard against transfer, considered to be a remote possibility, to the United Kingdom, the Kingdom of the Netherlands, the Federal Republic of Germany, the French Republic, or their nationals, of data generated at an Installation that is designated Restricted Data and that would be new to ETC, or as appropriate, URENCO or AREVA. The procedure shall be implemented in two parts; first, a derivative classifier (who must be a United States citizen) approved by the United States Agency and employed by, or under contract to, the Installation must review to the extent practicable data generated at an Installation which is designated Restricted Data to which UK, German or Netherlands nationals, or French nationals, as the case may be, may have access³; and, second, United States Agency personnel⁴ must conduct annual or other periodically scheduled audits of the data generated at the Installation and transmitted during the preceding period to UK, German, Netherlands or French nationals. This procedure would allow for the following:

- (a) The identification of whether any data generated is Restricted Data (hereinafter referred to in this Annex as "U.S.-origin Restricted Data");

³ Data generated at an Installation that is designated Restricted Data transmitted outside the United States will be sent through the United States Agency as provided in the Security and Classification Handbook regarding that Installation.

⁴ This function could also be performed by other appropriately cleared individuals acting on behalf of the United States Government, e.g., security-cleared Government or contractor personnel.

- (b) The identification of U.S.-origin Restricted Data that are new to ETC, URENCO or AREVA (based on experience gained outside the United States as evidenced by the Technology Guides as defined below);
- (c) If U.S.-origin Restricted Data new to ETC, URENCO or AREVA are identified, immediate consultation between the United States Government and the appropriate one or more of the Four Governments and/or ETC and, as appropriate, URENCO or AREVA, including an assessment of the likelihood of recurrence of aberrational data and the future possibility and practicability of either screening out such data or concluding an agreement under section 123 of the United States Atomic Energy Act of 1954, as amended, to authorize its return;
- (d) Subject to Article VI, paragraph (2), and Article IX, paragraph (1), U.S.-origin Restricted Data determined by the procedure established herein not to be new to URENCO may be transferred or retransferred to URENCO and to authorized nationals of the United Kingdom, the Federal Republic of Germany, or the Kingdom of the Netherlands; and U.S.-origin Restricted Data determined by the procedure established herein not to be new to AREVA may be transferred or retransferred to AREVA and authorized nationals of the French Republic;
- (e) Subject to Article VI, paragraph (2), and Article IX, paragraph (1), U.S.-origin Restricted Data determined by the procedure established herein not to be new to ETC may be transferred or retransferred to ETC; provided, however, that, access to U.S.-origin Restricted Data transferred or retransferred to ETC shall not be provided (i) to nationals of the French Republic if the data is determined by the procedure established herein to be new to AREVA, or (ii) to nationals of the United Kingdom, the Federal Republic of Germany or the Kingdom of the Netherlands if the data is determined by the procedure established herein to be new to URENCO.

2. Specifically, the procedure involves the following elements:

- a) The Four Governments through ETC and, as appropriate, URENCO or AREVA, shall provide a guide for each Installation (hereinafter referred to as the Technology Guide), subject to United States Government review and acceptance, for Installation and United States Agency use, which describes the classified data they expect, on the basis of the experience of facilities utilizing ETC Centrifuge Technology and Operations Technology, to be generated at the Installation. Depending on the extent of actual experience, each Technology Guide should describe (with respect to the ETC Centrifuge Technology and Operations Technology to be used at the Installation):

- (i) the types of classified data (e.g., descriptions of numerical operating conditions and performance, and descriptive performance information); a comprehensive range of possible performance parameters within each category (e.g., the maximum and minimum numerical data and descriptions of categories of equipment malfunctions and defects);
- (ii) an indication within the comprehensive range of a range of average operational performance with as inclusive a description as possible of the nature of divergences from the average range to the outer limits of the comprehensive range;
- (iii) any other possible performance parameters of the essential plant equipment incorporating information designated Restricted Data (e.g., centrifuges) so as to demonstrate the familiarity of ETC, URENCO or AREVA, as the case may be, with all data likely to be generated at the Installation, including information contained in failed centrifuges; and
- (iv) any other data which could be designated Restricted Data under the Joint U.S. Nuclear Regulatory Commission/Department of Energy Classification Guide for the Installation.

These Technology Guides will be supported by documentation of data generated at other facilities utilizing ETC Centrifuge Technology and Operations Technology, including that relating to the most extreme and infrequent incidents experienced at such facilities. Performance parameters may also be supported by data from prototypes and computer models appropriate to a proven technology. The Technology Guides may be updated at any time by the respective Governments, ETC and, as appropriate, URENCO or AREVA, subject to United States Government review and acceptance, to reflect additional experience in operations outside the United States, with the updated topics applying only to data generated thereafter.

(b) Before data are transmitted to nationals of any of the Four Governments, a derivative classifier (who must be a United States citizen) approved by the United States Agency and employed by, or under contract to, the Installation will assess the data in a good faith effort to confirm that it falls within the parameters of the relevant Technology Guide. It is expressly recognized that this requirement is subject to limitations based on the presence of personnel of ETC or, as appropriate, personnel of URENCO or of AREVA, providing technical support at the Installation.

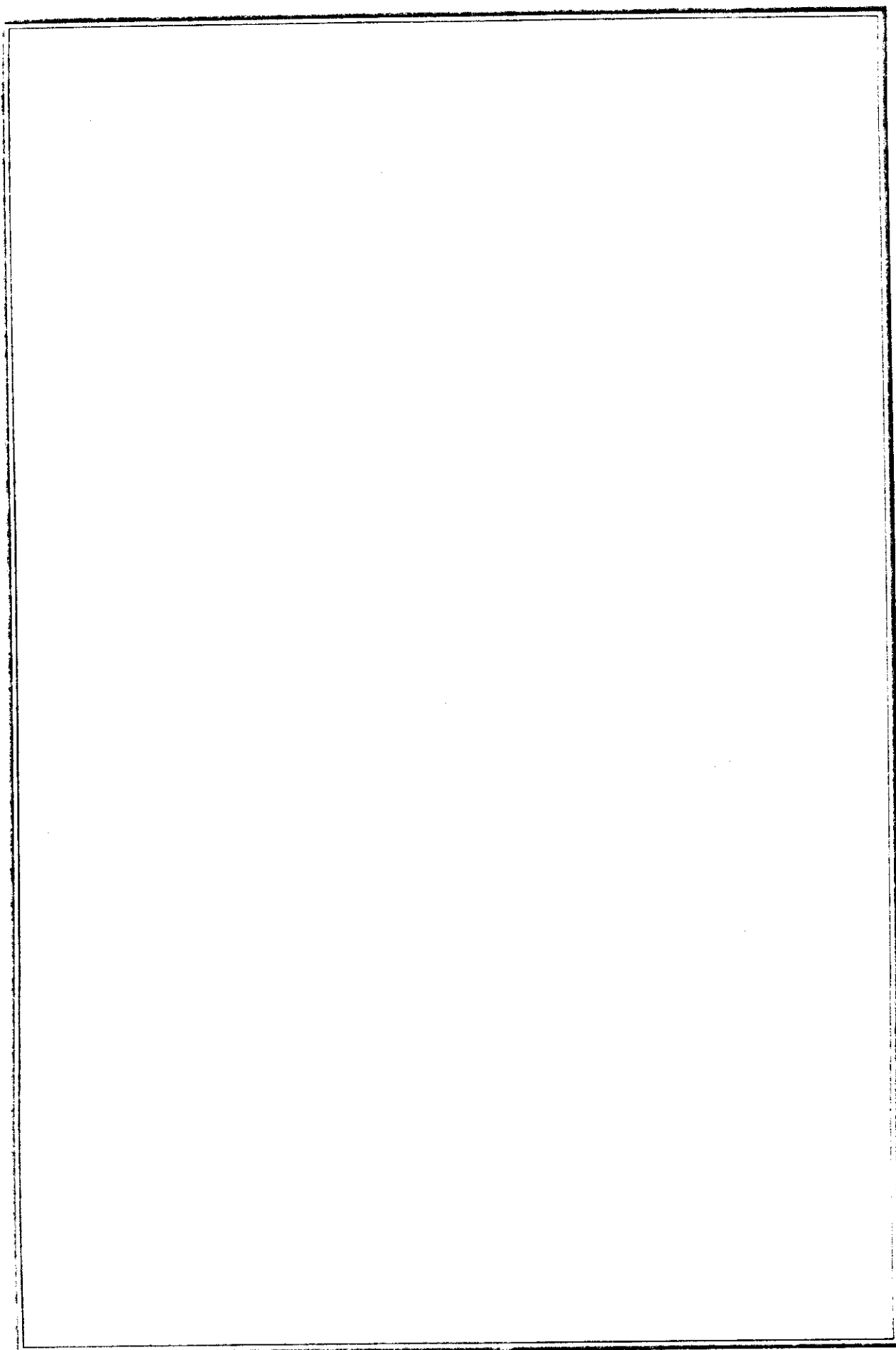
(c) If the assessment by the derivative classifier reveals dissimilarity between specific data generated at the Installation which is designated Restricted Data and the relevant Technology Guide's parameters of anticipated data, the specific data shall not be transmitted and shall instead be submitted, through the United States Agency, for United States Government assessment. If the United States Government concludes that the data may be new, it shall consult with the appropriate one or more of the Four Governments, without disclosing the data itself, to allow them to demonstrate, if possible, that such divergence from the parameters would communicate nothing that would be new to ETC or, as appropriate, URENCO or AREVA.

(d) The United States Agency shall have access to all data generated at the Installations that is designated Restricted Data and that is transferred to nationals of any of the Four Governments and shall perform an audit, either annually or at some other interval. At that audit, the United States Agency shall compare a broad random sampling of the data generated at the Installation which is designated Restricted Data

with the Technology Guides. If the United States Agency finds dissimilarity between specific data generated at the Installation that is designated Restricted Data and the parameters of data anticipated in the Technology Guides, the United States Government shall make an assessment as to whether such data may be new. If it concludes that specific data may be new, immediate consultations shall be commenced between the United States Government and one or more of the appropriate Four Governments to allow them to demonstrate, if possible, that the data in question communicates nothing that is new to ETC, or, as appropriate, URENCO or AREVA, as the case may be.

(e) If, after consultations in either of the two cases above, the data is determined to be new, it shall be withheld from ETC, URENCO or AREVA, as appropriate. Consultations shall be conducted between the United States Government and one or more of the appropriate Four Governments to assess also whether the occurrence of aberrant data suggests a likelihood of unanticipated incidents that would generate further data that would be designated Restricted Data and that would be new within the meaning of paragraph 1 above.

(f) If this assessment concludes that there is such a likelihood, then the United States Government shall either (i) determine, in consultation with one or more of the appropriate Four Governments, whether there are practicable means of preventing the transfer of the specific new data and any other new data generated at the Installation which is designated Restricted Data, or (ii) seek to conclude an agreement under section 123 of the United States Atomic Energy Act of 1954, as amended.



Bijlage

Procedure voor de bewaking en beoordeling van de in een Installatie gegenereerde als vertrouwelijk aangemerkte gegevens en de daaropvolgende procedure voor vrijgave aan ETC, URENCO en AREVA

1. Deze procedure dient te worden gevolgd voor het bewaken en beoordelen van de in een Installatie gegenereerde als vertrouwelijk aangemerkte gegevens teneinde te verzekeren dat uitsluitend gegevens worden overgedragen die niet nieuw zijn voor ETC of, al naargelang van toepassing, URENCO of AREVA, dat wil zeggen dat de technologische inhoud reeds bekend is bij en beschikbaar voor ETC of, al naargelang van toepassing, URENCO of AREVA, als gevolg van hun onderscheiden werkzaamheden buiten de Verenigde Staten.

Deze procedure dient voor het identificeren van in een Installatie gegenereerde gegevens die als vertrouwelijk worden aangemerkt en voor ETC, of, al naargelang van toepassing, URENCO of AREVA, mogelijk nieuw zijn en het voorkomen van de overdracht ervan aan het Verenigd Koninkrijk, het Koninkrijk der Nederlanden, de Bondsrepubliek Duitsland, of aan de Franse Republiek, of aan de onderdanen daarvan, al wordt de kans daarop zeer gering geacht. De procedure wordt in twee fasen geïmplementeerd: ten eerste dient een door de Instantie van de Verenigde Staten goedgekeurde rubriceringsdeskundige (die een Amerikaans staatsburger moet zijn), in dienst van of onder contract bij de Installatie, voor zover uitvoerbaar te onderzoeken tot welke van de in de Installatie gegenereerde als vertrouwelijk aangemerkte gegevens Britse, Duitse of Nederlandse onderdanen, of Franse onderdanen, al naargelang van het geval, toegang⁵ mogen hebben; en ten tweede dient het personeel⁶ van de Instantie van de Verenigde Staten jaarlijks of met andere tussenpozen een controle-onderzoek te verrichten naar de in de Installatie gegenereerde gegevens die het afgelopen tijdvak aan Britse, Duitse, Nederlandse of Franse onderdanen zijn overgedragen. Met deze procedure:

- a) kan worden nagegaan welke van de gegenereerde gegevens als vertrouwelijk

⁵ Het overdragen van gegevens vanuit de Verenigde Staten van in een Installatie gegenereerde als vertrouwelijk aangemerkte gegevens geschiedt door tussenkomst van de Instantie van de Verenigde Staten zoals bepaald in het *Security and Classification Handbook* voor de betreffende Installatie.

⁶ Deze functie kan ook worden vervuld door andere daartoe naar behoren gemachtigde personen die optreden namens de Regering van de Verenigde Staten, bijvoorbeeld overheidspersoneel of personeel van aannemers met een betrouwbaarheidsverklaring.

moeten worden aangemerkt (hierna in deze Bijlage te noemen "vertrouwelijke gegevens van Amerikaanse origine");

b) kan worden nagegaan welke van de vertrouwelijke gegevens van Amerikaanse origine nieuw zijn voor ETC, URENCO of AREVA (gebaseerd op buiten de Verenigde Staten opgedane ervaring zoals blijkt uit de Technologiegidsen zoals hieronder gedefinieerd);

c) kan, indien blijkt dat er sprake is van voor ETC, URENCO of AREVA nieuwe vertrouwelijke gegevens van Amerikaanse origine, onmiddellijk overleg worden gepleegd tussen de Regering van de Verenigde Staten en een of meer van de Vier Regeringen en/of ETC, en, al naargelang van toepassing, URENCO of AREVA, waarbij kan worden beoordeeld in hoeverre het waarschijnlijk is dat opnieuw onbedoeld gegevens worden overgedragen en in hoeverre het in de toekomst mogelijk en uitvoerbaar is dergelijke gegevens vooraf uit te filteren dan wel een overeenkomst te sluiten krachtens artikel 123 van de *Atomic Energy Act* van de Verenigde Staten van 1954, zoals gewijzigd, om de teruggave ervan toe te staan;

d) mogen, met inachtneming van artikel VI, tweede lid, en artikel IX, eerste lid, vertrouwelijke gegevens van Amerikaanse origine waarvan vastgesteld is door de hier vastgelegde procedure dat zij niet nieuw zijn voor URENCO worden overgedragen of weer overgedragen aan URENCO en aan gemachtigde onderdanen van het Verenigd Koninkrijk, de Bondsrepubliek Duitsland of het Koninkrijk der Nederlanden en mogen vertrouwelijke gegevens van Amerikaanse origine waarvan vastgesteld is door de hier vastgelegde procedure dat zij niet nieuw zijn voor AREVA worden overgedragen aan AREVA en aan gemachtigde onderdanen van de Franse Republiek;

e) mogen, met inachtneming van artikel VI, tweede lid, en artikel IX, eerste lid, vertrouwelijke gegevens van Amerikaanse origine waarvan vastgesteld is door de hier vastgelegde procedure dat zij niet nieuw zijn voor ETC, aan ETC worden overgedragen of weer overgedragen, evenwel met dien verstande dat toegang tot vertrouwelijke gegevens van Amerikaanse origine overgedragen of weer overgedragen aan ETC niet zal worden verleend aan (i) onderdanen van de Franse Republiek indien volgens de in deze Bijlage vastgelegde procedure wordt vastgesteld dat deze gegevens nieuw zijn

voor AREVA, of (ii) onderdanen van het Verenigd Koninkrijk, de Bondsrepubliek Duitsland, of het Koninkrijk der Nederlanden indien volgens de in deze Bijlage vastgelegde procedure wordt vastgesteld dat deze gegevens nieuw zijn voor URENCO.

2. De procedure omvat in het bijzonder de volgende elementen :

a) De Vier Regeringen stellen door tussenkomst van ETC en, al naargelang van toepassing, URENCO of AREVA, voor elke Installatie een gids op (hierna te noemen "de Technologiegids"), die door de Regering van de Verenigde Staten moet worden getoetst en aanvaard, voor gebruik door de Installatie en de Instantie van de Verenigde Staten, waarin wordt beschreven welke gerubriceerde gegevens naar hun verwachting, op basis van de ervaring met de faciliteiten die de ultracentrifugetechnologie van ETC en operationele technologie gebruiken, in de Installatie zullen worden gegenereerd. Afhankelijk van de mate van feitelijke ervaring dient in elke Technologiegids het volgende te worden beschreven (met betrekking tot de ultracentrifugetechnologie van ETC en de operationele technologie die in de Installatie gebruikt zullen worden):

- (i) de soorten gerubriceerde gegevens (beschrijvingen van kwantitatieve operationele voorwaarden en functioneren en beschrijvende gegevens over het functioneren), een breed scala van mogelijke functioneringsparameters binnen elke categorie (bijvoorbeeld numerieke maximum en minimum gegevens en beschrijvingen van categorieën storingen en defecten van de uitrusting);
- (ii) een indicatie, binnen een ruime bandbreedte van het gemiddelde functioneren met een zo volledig mogelijke beschrijving van de aard van afwijkingen van het gemiddelde tot aan de uiterste grenzen van de grootste bandbreedte;
- (iii) alle andere mogelijke functioneringsparameters van de essentiële uitrusting van de installatie waarin als vertrouwelijk aangemerkte gegevens zijn verwerkt (bijvoorbeeld centrifuges) teneinde de bekendheid van ETC, URENCO of AREVA, al naargelang van toepassing, met alle gegevens die naar verwachting in de Installatie zullen worden gegenereerd aan te tonen, met inbegrip van informatie die in defecte centrifuges aanwezig is; en

(iv) alle overige gegevens die als vertrouwelijk kunnen worden aangemerkt krachtens de *Joint U.S. Nuclear Regulatory Commission/Department of Energy Classification Guide* (gemeenschappelijke rubriceringsgids van de *Nuclear Regulatory Commission* en het ministerie van Energie) voor de Installatie.

Deze Technologiegidsen zullen worden ondersteund door documentatie van gegevens gegenereerd door andere faciliteiten die ultracentrifugetechnologie van ETC en operationele technologie gebruiken, met inbegrip van gegevens betreffende de meest extreme en zeldzame gevallen die zich in die faciliteiten hebben voorgedaan. Functioneringsparameters kunnen ook worden ondersteund door gegevens ontleend aan prototypes en computermodellen behorend tot een beproefde technologie. De onderscheiden Regeringen, ETC en, al naargelang van toepassing, URENCO of AREVA kunnen de Technologiegidsen te allen tijde bijwerken, afhankelijk van de toetsing en aanvaarding door de Regering van de Verenigde Staten, teneinde aanvullende ervaring opgedaan bij werkzaamheden buiten de Verenigde Staten weer te geven, met dien verstande dat de bijgewerkte onderdelen uitsluitend van toepassing zijn op nadien gegenereerde gegevens.

b) Voordat gegevens aan onderdanen van een van de Vier Regeringen worden doorgegeven, wordt door de rubriceringsdeskundige (die een Amerikaans staatsburger moet zijn) die door de Instantie van de Verenigde Staten is goedgekeurd en in dienst is van of onder contract is bij de Installatie, zo zorgvuldig mogelijk beoordeeld of die gegevens binnen de parameters van de relevante Technologiegids vallen. Het wordt expliciet erkend dat dit vereiste aan beperkingen onderhevig is vanwege de aanwezigheid van personeel van ETC of, al naargelang van toepassing, van URENCO of van AREVA dat technische ondersteuning biedt in de Installatie.

c) Indien uit de beoordeling door de rubriceringsdeskundige blijkt dat er een verschil is tussen de specifieke door de Installatie gegenereerde gegevens die als Vertrouwelijke Gegevens zijn aangemerkt en de relevante parameters van verwachte gegevens in de Technologiegids, worden de specifieke gegevens niet overgedragen; in plaats daarvan worden zij door tussenkomst van de Instantie van de Verenigde Staten ter beoordeling aan de Regering van de Verenigde Staten voorgelegd. Indien de Regering van de

Verenigde Staten tot de slotsom komt dat het nieuwe gegevens zou kunnen betreffen, pleegt zij overleg met de betrokkene van een of meer van de Vier Regeringen, al naargelang van toepassing, zonder de gegevens zelf bekend te maken, teneinde hen in de gelegenheid te stellen, indien mogelijk, aan te tonen dat die afwijking van de parameters niet inhoudt dat er gegevens zouden worden doorgegeven die voor ETC, of, al naargelang van toepassing, URENCO of AREVA nieuw zouden zijn.

d) De Instantie van de Verenigde Staten heeft toegang tot alle in de Installaties gegenereerde als vertrouwelijk aangemerkte gegevens die aan onderdanen van elk van de Vier Regeringen worden overgedragen, en verricht jaarlijks of met andere tussenpozen een controle-onderzoek. Tijdens dat onderzoek vergelijkt de Instantie van de Verenigde Staten een groot aantal willekeurig gekozen, in de Installatie gegenereerde, als vertrouwelijk aangemerkte gegevens met de Technologiegidsen. Indien de Instantie van de Verenigde Staten op een discrepantie stuit tussen specifieke in de Installatie gegenereerde als vertrouwelijk aangemerkte gegevens en de parameters van volgens de Technologiegidsen verwachte gegevens, beoordeelt de Regering van de Verenigde Staten of de gegevens al dan niet nieuw zouden kunnen zijn. Indien zij tot de slotsom komt dat specifieke gegevens mogelijk nieuw zijn, wordt er onmiddellijk overleg geïnitieerd tussen de Regering van de Verenigde Staten en een of meer van de Vier Regeringen, al naargelang van toepassing, teneinde hen in de gelegenheid te stellen om, indien mogelijk, aan te tonen dat de betrokken gegevens niets bevatten dat nieuw is voor ETC, of, al naargelang van toepassing, URENCO of AREVA.

e) Indien na overleg in een van de twee hierboven beschreven gevallen wordt vastgesteld dat de gegevens nieuw zijn, worden deze aan ETC, of, al naargelang van toepassing, URENCO of AREVA, onthouden. Er wordt overleg gepleegd tussen de Regering van de Verenigde Staten en een of meer van de Vier Regeringen, al naargelang van toepassing, om tevens te beoordelen of het, gezien de aanwezigheid van afwijkende gegevens, waarschijnlijk moet worden geacht dat zich onvoorziene voorvallen zullen voordoen waardoor nog meer gegevens worden gegenereerd die als vertrouwelijk zouden worden aangemerkt en nieuw zouden zijn in de zin van paragraaf 1 hierboven.

f) Als de slotsom van deze beoordeling is dat deze mogelijkheid bestaat, dient de

Regering van de Verenigde Staten (i) te bepalen, in overleg met een of meer van de Vier Regeringen, al naargelang van toepassing, of het uitvoerbaar is de overdracht van specifiek nieuwe als vertrouwelijk aangemerkte gegevens en andere nieuwe als vertrouwelijk aangemerkte gegevens die in de Installatie worden gegenereerd, te voorkomen, of (ii) ernaar te streven een overeenkomst te sluiten krachtens artikel 123 van de *Atomic Energy Act* van de Verenigde Staten van 1954, zoals gewijzigd.

Anhang

Verfahren zur Überwachung und Überprüfung der in einer ANLAGE entstandenen und als geschützte Daten bezeichneten Daten und anschließendes Freigabeverfahren für ETC, URENCO und AREVA

1. Dieses Verfahren findet Anwendung auf die Überwachung und Überprüfung der Daten, die in einer ANLAGE entstanden sind und als geschützte Daten bezeichnet werden, um zu bestätigen, dass sie nur Informationen vermitteln, die für ETC oder gegebenenfalls für URENCO beziehungsweise AREVA nicht neu sind, d.h. Informationen, deren technischer Inhalt so beschaffen ist, dass er ETC oder gegebenenfalls URENCO beziehungsweise AREVA bereits aus ihren jeweiligen Betriebsabläufen außerhalb der Vereinigten Staaten bekannt ist und zur Verfügung steht.

Dieses Verfahren wird angewendet, um in einer ANLAGE entstandene Daten, die als geschützte Daten bezeichnet werden und die für ETC oder gegebenenfalls URENCO beziehungsweise AREVA neu wären, zu ermitteln und ihre - sehr unwahrscheinliche - Weitergabe an das Vereinigte Königreich, das Königreich der Niederlande, die Bundesrepublik Deutschland oder die Französische Republik oder deren Staatsangehörige zu verhindern. Das Verfahren wird in zwei Teilen durchgeführt: Erstens müssen die in einer ANLAGE entstandenen und als geschützte Daten bezeichneten Daten, zu denen britische, deutsche oder niederländische Staatsangehörige beziehungsweise französische Staatsangehörige möglicherweise Zugang haben¹, von einem durch die Stelle der Vereinigten Staaten zugelassenen und von der ANLAGE beschäftigten oder in ihrem Auftrag handelnden Beauftragten für die Geheimeinstufung (der Staatsangehöriger der Vereinigten Staaten sein muss) soweit durchführbar überprüft werden, und zweitens muss Personal der Stelle der Vereinigten Staaten² jährlich oder in anderen regelmäßigen Zeitabständen eine Überprüfung der in der ANLAGE entstandenen und im vorangegangenen Zeitraum an britische, deutsche,

¹ In einer ANLAGE entstandene und als geschützte Daten bezeichnete Daten, die aus den Vereinigten Staaten übermittelt werden, werden von der Stelle der Vereinigten Staaten nach Maßgabe des für diese ANLAGE geltenden Handbuchs über Sicherheit und Geheimhaltung übersandt.

² Diese Aufgabe können auch andere entsprechend überprüfte Personen wahrnehmen, die im Auftrag der Regierung der Vereinigten Staaten tätig werden, z.B. sicherheitsüberprüfte Staatsbedienstete oder sicherheitsüberprüftes Personal eines Auftragnehmers.

niederländische oder französische Staatsangehörige übermittelten Daten vornehmen. Dieses Verfahren sieht vor,

- a) dass ermittelt wird, ob es sich bei entstandenen Daten um geschützte Daten handelt (in diesem Anhang im Folgenden als „aus den Vereinigten Staaten stammende geschützte Daten“ bezeichnet);
- b) dass aus den Vereinigten Staaten stammende geschützte Daten, die für ETC, URENCO oder AREVA neu sind, ermittelt werden (auf der Grundlage von außerhalb der Vereinigten Staaten gemachten Erfahrungen, wie von den Technologie-Leitfäden nach Nummer 2 Buchstabe a gezeigt);
- c) dass, falls aus den Vereinigten Staaten stammende geschützte Daten ermittelt werden, die für ETC, URENCO oder AREVA neu sind, sofortige Konsultationen zwischen der Regierung der Vereinigten Staaten sowie denjenigen von den vier Regierungen, die betroffen sind, und/oder ETC und gegebenenfalls URENCO beziehungsweise AREVA stattfinden, wobei die Wahrscheinlichkeit zu beurteilen ist, dass abweichende Daten erneut auftreten, und für die Zukunft zu prüfen ist, ob es möglich und praktisch durchführbar wäre, solche Daten auszusondern oder nach § 123 des Atomenergiewetzes der Vereinigten Staaten von 1954 in der jeweils geltenden Fassung eine Vereinbarung zur Genehmigung ihrer Rückgabe zu schließen;
- d) dass vorbehaltlich des Artikels VI Absatz 2 und des Artikels IX Absatz 1 aus den Vereinigten Staaten stammende geschützte Daten, von denen im Rahmen dieses Verfahrens festgestellt wurde, dass sie für URENCO nicht neu sind, an URENCO und an dazu ermächtigte Staatsangehörige des Vereinigten Königreichs, der Bundesrepublik Deutschland oder des Königreichs der Niederlande weitergegeben oder erneut weitergegeben werden können und aus den Vereinigten Staaten stammende geschützte Daten, von denen im Rahmen dieses Verfahrens festgestellt wurde, dass sie für AREVA nicht neu sind, an AREVA und an dazu ermächtigte Staatsangehörige der Französischen Republik weitergegeben oder erneut weitergegeben werden können;
- e) dass vorbehaltlich des Artikels VI Absatz 2 und des Artikels IX Absatz 1 aus den Vereinigten Staaten stammende geschützte Daten, von denen im Rahmen dieses Verfahrens

festgestellt wurde, dass sie für ETC nicht neu sind, an ETC weitergegeben oder erneut weitergegeben werden können, jedoch nur unter der Voraussetzung, dass i) Staatsangehörigen der Französischen Republik, wenn im Rahmen dieses Verfahrens festgestellt wird, dass die Daten für AREVA neu sind, oder ii) Staatsangehörigen des Vereinigten Königreichs, der Bundesrepublik Deutschland oder des Königreichs der Niederlande, wenn im Rahmen dieses Verfahrens festgestellt wird, dass die Daten für URENCO neu sind, kein Zugang zu aus den Vereinigten Staaten stammenden geschützten, an ETC weitergegebenen oder erneut weitergegebenen Daten gewährt wird.

2. Im Einzelnen umfasst das Verfahren folgende Bestandteile:

a) Die vier Regierungen stellen über ETC und gegebenenfalls URENCO oder AREVA für jede ANLAGE einen von der ANLAGE und der Stelle der Vereinigten Staaten zu nutzenden Leitfaden zur Verfügung (im Folgenden als „Technologie-Leitfaden“ bezeichnet), der der Prüfung und Annahme durch die Regierung der Vereinigten Staaten bedarf und in dem die geheimhaltungsbedürftigen Daten beschrieben sind, mit deren Entstehung in der ANLAGE sie aufgrund der Erfahrungen mit Anlagen rechnen, die ETC-Zentrifugentechnologie und Betriebstechnologie nutzen. Jeder Technologie-Leitfaden soll je nach dem Umfang der tatsächlichen Erfahrungen (im Hinblick auf die in der ANLAGE zu nutzende ETC-Zentrifugentechnologie und Betriebstechnologie) Folgendes enthalten:

i) eine Beschreibung der Arten geheimhaltungsbedürftiger Daten (z.B. Beschreibungen der numerischen Betriebsbedingungen und der Betriebsleistung sowie beschreibende Leistungsinformationen); eine umfassende Skala der möglichen Leistungsparameter innerhalb der jeweiligen Kategorie (z.B. maximale und minimale numerische Daten sowie Beschreibungen der Kategorien von Gerätefehlfunktionen und Gerätemängeln);

ii) innerhalb dieser umfassenden Skala eine Angabe des Bereichs der durchschnittlichen Betriebsleistung einschließlich einer möglichst präzisen Beschreibung der Art der Abweichungen gegenüber dem durchschnittlichen Leistungsbereich bis an die äußeren Grenzen des gesamten Leistungsbereichs;

iii) sonstige mögliche Leistungsparameter der wichtigen Anlagengeräte unter Einbeziehung von Informationen, die als geschützte Daten bezeichnet werden (z.B. Zentrifugen), um den

vertrauten Umgang von ETC, URENCO beziehungsweise AREVA mit allen Daten nachzuweisen, deren Entstehung in der ANLAGE wahrscheinlich ist, einschließlich der Informationen, die in schadhafte Zentrifugen enthalten sind, und

iv) sonstige Daten, die aufgrund des gemeinsamen Einstufungsleitfadens der Atomaufsichtskommission und des Energieministeriums der Vereinigten Staaten (Joint U.S. Nuclear Regulatory Commission/Department of Energy Classification Guide) für die ANLAGE als geschützte Daten bezeichnet werden könnten.

Diese Technologie-Leitfäden werden durch eine Dokumentation der Daten ergänzt, die in anderen ETC-Zentrifugentechnologie und Betriebstechnologie nutzenden Anlagen entstanden sind, einschließlich der Dokumentation über die extremsten und seltensten Ereignisse, die in diesen Anlagen eingetreten sind. Leistungsparameter sind gegebenenfalls mit Daten aus Prototypen und Rechnermodellen zu belegen, die zu einer bewährten Technologie gehören. Die betreffenden Regierungen, ETC und gegebenenfalls URENCO beziehungsweise AREVA können diese Technologie-Leitfäden jederzeit aktualisieren - vorbehaltlich der Prüfung und Annahme durch die Regierung der Vereinigten Staaten -, damit weitere Erfahrungen aus den Betriebsabläufen außerhalb der Vereinigten Staaten Berücksichtigung finden, wobei die aktualisierten Punkte jedoch nur für die in der Folgezeit entstehenden Daten gelten.

b) Bevor Daten an Staatsangehörige einer der vier Regierungen übermittelt werden, wird ein durch die Stelle der Vereinigten Staaten zugelassener und von der ANLAGE beschäftigter oder in ihrem Auftrag handelnder Beauftragter für die Geheimeinstufung (der Staatsangehöriger der Vereinigten Staaten sein muss) die Daten nach Treu und Glauben daraufhin beurteilen, ob sie unter die Parameter des entsprechenden Technologie-Leitfadens fallen. Es wird ausdrücklich anerkannt, dass dieses Erfordernis wegen der Anwesenheit von Personal von ETC oder gegebenenfalls von Personal von URENCO beziehungsweise AREVA, das in der ANLAGE technische Unterstützung leistet, Einschränkungen unterliegt.

c) Stellt sich bei der Beurteilung durch den Beauftragten für die Geheimeinstufung heraus, dass sich bestimmte in der ANLAGE entstandene und als geschützte Daten bezeichnete Daten von den Parametern der erwarteten Daten im entsprechenden Technologie-Leitfaden unterscheiden, so werden diese konkreten Daten nicht übermittelt, sondern über die Stelle der

Vereinigten Staaten der Regierung der Vereinigten Staaten zur Beurteilung vorgelegt. Kommt die Regierung der Vereinigten Staaten zu dem Ergebnis, dass die Daten möglicherweise neu sind, so nimmt sie mit denjenigen der vier Regierungen, die betroffen sind, Konsultationen auf, ohne die Daten selbst offen zu legen, um sie, falls möglich, den Nachweis erbringen zu lassen, dass diese Abweichung von den Parametern nicht bedeutet, dass die Daten eine für ETC oder gegebenenfalls URENCO beziehungsweise AREVA neue Information enthalten.

d) Die Stelle der Vereinigten Staaten erhält Zugang zu allen in den ANLAGEN entstandenen, als geschützte Daten bezeichneten und an Staatsangehörige einer der vier Regierungen weitergegebenen Daten, und sie nimmt jährlich oder in anderen Zeitabständen Überprüfungen vor. Bei der Überprüfung vergleicht die Stelle der Vereinigten Staaten in Form umfangreicher Stichproben die in der ANLAGE entstandenen und als geschützte Daten bezeichneten Daten mit den Technologie-Leitfäden. Stellt die Stelle der Vereinigten Staaten einen Unterschied zwischen bestimmten in der ANLAGE entstandenen und als geschützte Daten bezeichneten Daten einerseits und den Parametern der in den Technologie-Leitfäden erwarteten Daten andererseits fest, so nimmt die Regierung der Vereinigten Staaten eine Beurteilung vor, um festzustellen, ob die Daten möglicherweise neu sind. Kommt sie zu dem Ergebnis, dass bestimmte Daten möglicherweise neu sind, so werden zwischen der Regierung der Vereinigten Staaten und denjenigen der vier Regierungen, die betroffen sind, sofort Konsultationen aufgenommen, um diese, falls möglich, den Nachweis erbringen zu lassen, dass die fraglichen Daten für ETC oder gegebenenfalls URENCO beziehungsweise AREVA keine neuen Informationen enthalten.

e) Wird nach den Konsultationen in den beiden genannten Fällen festgestellt, dass die Daten neu sind, so werden sie ETC, URENCO oder gegebenenfalls AREVA vorenthalten. Die Regierung der Vereinigten Staaten und diejenigen der vier Regierungen, die betroffen sind, nehmen auch Konsultationen auf, um zu beurteilen, ob das Auftreten abweichender Daten auf die Wahrscheinlichkeit unerwarteter Ereignisse hindeutet, bei denen weitere Daten entstehen würden, die als geschützte Daten zu bezeichnen und im Sinne der Nummer 1 neu wären.

f) Wird bei dieser Beurteilung eine solche Wahrscheinlichkeit bejaht, so wird die Regierung der Vereinigten Staaten entweder i) in Absprache mit denjenigen der vier Regierungen, die

betroffen sind, feststellen, ob sich die Weitergabe der konkreten neuen Daten und sonstiger neuer Daten, die in der ANLAGE entstanden sind und als geschützte Daten bezeichnet werden, praktisch verhindern lässt, oder ii) den Abschluss einer Vereinbarung nach § 123 des Atomenergiewetzes der Vereinigten Staaten von 1954 in der jeweils geltenden Fassung anstreben.

Procès-verbal agréé

Au sujet de l'application de l'Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Quatre Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume des Pays-Bas et de la République fédérale d'Allemagne relatif à la création, à la construction et à l'exploitation aux États-Unis d'Amérique d'installations d'enrichissement de l'uranium ayant recours à la technologie de la centrifugation gazeuse (ci-après dénommé « l'Accord ») signé ce jour, les Signataires de l'Accord confirment par la présente ce qui suit :

1. En ce qui concerne l'article premier, alinéa b :

La technologie de la centrifugation est supervisée et contrôlée aux États-Unis en vertu de leur législation dans la mesure où elle relève du droit de propriété ou est classifiée. Il ne découle de l'Accord aucune obligation complémentaire de la localiser aux États-Unis en vue d'appliquer les dispositions de l'Accord. Il est entendu que la technologie de la centrifugation comprend à la fois la technologie de centrifugation d'ETC et la technologie d'exploitation.

2. En ce qui concerne les articles II et VI :

Le transfert de la technologie de centrifugation d'ETC et/ou de la technologie d'exploitation à destination des États-Unis en vertu de l'Accord ne porte pas atteinte à l'accès des Quatre Gouvernements, d'ETC ou, le cas échéant, d'Urenco ou d'Areva à la technologie de centrifugation d'ETC et/ou à la technologie d'exploitation équivalentes hors des États-Unis. Aucune disposition de l'Accord ne saurait porter atteinte à l'accès des Quatre Gouvernements, d'ETC ou, le cas échéant, d'Urenco ou d'Areva aux données non classifiées, qu'elles relèvent ou non du droit de propriété, produites dans l'Installation.

3. En ce qui concerne l'article II, paragraphe 1, alinéa d :

Tout échange d'informations relevant de la sécurité nationale des États-Unis devra s'opérer conformément aux dispositions appropriées des accords généraux de sécurité bilatéraux en vigueur entre, d'une part, les États-Unis d'Amérique et, d'autre part, le

Royaume-Uni, la République française, le Royaume des Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne, s'il y a lieu, ainsi que de leurs modifications éventuelles.

4. En ce qui concerne l'article III :

a) Les informations, équipements et composants transférés aux États-Unis et retransférés à l'un quelconque des Quatre Gouvernements ne devront pas être utilisés par un État non doté d'armes nucléaires en vue de fabriquer des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs, de s'en doter de toute autre manière ou de s'en assurer le contrôle, ni être utilisés pour aider, encourager ou inciter un État non doté d'armes nucléaires à le faire. En ce qui concerne la technologie de la centrifugation, classifiée ou relevant du droit de propriété, créée aux États-Unis grâce à l'utilisation de la technologie de centrifugation d'ETC, d'équipements ou de composants transférés aux États-Unis afin d'être utilisés dans une Installation, le Gouvernement des États-Unis note que l'article premier du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) conclu le 1^{er} juillet 1968 oblige les États-Unis, en leur qualité d'État doté d'armes nucléaires partie audit traité, à n'aider, n'encourager ni inciter d'aucune façon un État non doté d'armes nucléaires, quel qu'il soit, à fabriquer ou acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs, ou le contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs.

b) Les Parties estiment d'un commun accord que les obligations énoncées au paragraphe 4, alinéa a, du présent procès-verbal agréé ne s'étendent pas au-delà des obligations pertinentes auxquelles chacune d'entre elles a déjà souscrit aux termes du TNP.

c) Aucune disposition de l'Accord n'impose aux Quatre Gouvernements de restrictions quant à l'utilisation hors des États-Unis des données relatives à la technologie de la centrifugation (telle que définie à l'article premier de l'Accord) produites hors des États-Unis. L'utilisation de ces données demeure régie par les autres accords internationaux pertinents auxquels un ou plusieurs des Quatre Gouvernements est ou sont parties.

5. En ce qui concerne l'article IV :

a) Les Quatre Gouvernements et le Gouvernement des États-Unis réaffirment leur soutien à l'accord auquel avait abouti le Projet hexapartite relatif aux garanties. Reconnaisant

l'intérêt qu'ils attachent tous à la mise sous garanties effective des installations d'enrichissement par centrifugation gazeuse, le Gouvernement des États-Unis et les Quatre Gouvernements procéderont aux échanges d'informations les plus complets sur la mise en œuvre de l'article IV de l'Accord et sur l'application des garanties dans les installations commerciales d'enrichissement par centrifugation gazeuse qui relèvent de la juridiction de l'un des Quatre Gouvernements ou du Gouvernement des États-Unis.

b) Dans l'un ou l'autre des cas ci-après, le Gouvernement des États-Unis notifiera à l'avance aux Quatre Gouvernements si des matières nucléaires relevant de l'article III de l'Accord sont susceptibles d'être affectées :

- au cas où le document INFCIRC/288 parviendrait à expiration, cesserait d'avoir effet ou serait remplacé ou substantiellement modifié ; ou

- au cas où le Gouvernement des États-Unis aurait l'intention d'exercer son droit de transférer, conformément à l'article 12 du document INFCIRC/288, des matières nucléaires auxquelles s'applique l'engagement d'utilisation pacifique énoncé à l'article III de l'Accord à destination d'un point situé aux États-Unis autre qu'une installation figurant sur la liste établie et tenue à jour conformément à l'article premier, paragraphe b, et à l'article 34 du document INFCIRC/288.

Sur la base de ces informations, les Quatre Gouvernements pourront souhaiter engager des consultations avec le Gouvernement des États-Unis conformément à l'article XIII de l'Accord.

6. En ce qui concerne l'article VI, paragraphe 1 :

Outre les États membres d'Euratom et Taïwan, les pays ou organisations bénéficiaires potentiels avec lesquels les États-Unis ont conclu un accord de coopération nucléaire pacifique en vigueur en vertu de l'article 123 de la Loi des États-Unis relative à l'énergie atomique de 1954 et de ses amendements sont habilités à recevoir des États-Unis des matières nucléaires en vertu des accords applicables de coopération nucléaire pacifique avec les États-Unis et conformément aux autres conditions applicables énoncées par la législation des États-Unis et, dans chaque cas d'exportation vers un Etat non doté de l'arme nucléaire, à

l'application i) des principes énoncés dans les Directives du GFN relatives aux transferts d'articles nucléaires et leurs annexes comme figurant dans l'INFCIRC/254/Rev. 9/Part. 1 ou dans ses révisions ultérieures, en particulier son paragraphe 9 (b) (1), et ii) de toute décision pertinente adoptée par voie de consensus par le GFN .

7. En ce qui concerne l'article XIV :

Outre les droits correspondants dont les Parties jouissent en vertu du droit international coutumier, les Parties reconnaissent que l'article XIV, paragraphe 1 de l'Accord leur donne le droit de se retirer du présent Accord conformément aux termes dudit article.

Fait à PARIS le 24 Février 2011 en un exemplaire original, en langues française, anglaise, néerlandaise et allemande, tous les textes faisant également foi. Le depositaire en délivrera des copies certifiées conformes à chacune des Parties.

Agreed minute

Concerning the implementation of the Agreement between the Government of the United States of America and the Four Governments of the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Kingdom of the Netherlands, and the Federal Republic of Germany Regarding the Establishment, Construction and Operation of Uranium Enrichment Installations Using Gas Centrifuge Technology in the United States of America (hereinafter referred to as the Agreement) that was signed today, the Signatories of the Agreement hereby confirm the following :

1. With reference to Article I, paragraph (b):

Centrifuge Technology is monitored and controlled in the United States under United States law to the extent that it is proprietary or classified. No additional obligation arises by virtue of the Agreement to track Centrifuge Technology in the United States in order to implement the provisions of the Agreement. It is recognised that Centrifuge Technology includes both ETC Centrifuge Technology and Operations Technology.

2. With reference to Articles II and VI:

Transfer of ETC Centrifuge Technology and/or Operations

Technology into the United States under the Agreement shall not prejudice access of the Four Governments, ETC or, as appropriate, URENCO or AREVA, to equivalent ETC Centrifuge Technology and/or equivalent Operations Technology outside the United States. Nothing in the Agreement shall prejudice access of the Four Governments, ETC or, as appropriate, URENCO or AREVA to unclassified data, whether proprietary or non-proprietary, generated at the Installation.

3. With reference to Article II, paragraph 1 , subparagraph (d):

Any exchange of United States National Security Information shall be in accordance with the relevant provisions of bilateral general security agreements that are in force between the United States of America and, individually, the United Kingdom, the French Republic, the

Kingdom of the Netherlands, and the Federal Republic of Germany, where applicable, and as they may be amended from time to time.

4. With reference to Article III:

- a) Information, equipment and components transferred into the United States and transferred back to any of the Four Governments shall not be used by, or to assist, encourage or induce, any non-nuclear weapon state to manufacture or otherwise acquire nuclear weapons or other nuclear explosive devices or control over such weapons or explosive devices. With respect to classified or proprietary Centrifuge Technology generated in the United States through the use of ETC Centrifuge Technology, equipment or components transferred into the United States for use at an Installation, the United States Government notes that Article I of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), done July 1, 1968, obligates it, as a nuclear-weapon State Party to that treaty, not in any way to assist, encourage, or induce any non-nuclear weapon State to manufacture or otherwise acquire nuclear weapons or other nuclear explosive devices or control over such weapons or explosive devices.
- b) The Parties share the view that the obligations reflected in paragraph 4(a) of this Agreed Minute do not go beyond their respective relevant obligations already agreed in the NPT.
- c) Nothing in the Agreement imposes restrictions on the Four Governments in respect of the use outside the United States of data related to Centrifuge Technology (as defined in Article I of the Agreement) that is generated outside the United States. The use of such data continues to be governed by other relevant international agreements to which one or more of the Four Governments is party.

5. With reference to Article IV:

- a) The Four Governments and the United States Government confirm their support for the agreement reached at the conclusion of the Hexapartite Safeguards Project. Recognizing their common interest in the effective safeguarding of gas centrifuge

enrichment facilities, the United States Government and the Four Governments will have the most comprehensive exchange of information possible on the implementation of Article IV of the Agreement and on the application of safeguards at the commercial gas centrifuge enrichment facilities under the jurisdiction of any of the Four Governments or of the United States Government.

b) In any of the following cases, the United States Government shall notify the Four Governments in advance whether any nuclear material covered by Article III of the Agreement is likely to be affected:

- If INFCIRC/288 were to expire, to be terminated, to be replaced or to be substantively amended; or
- If the United States Government intends to exercise its rights to transfer, in accordance with Article 12 of INFCIRC/288, Nuclear Material to which the peaceful use undertaking in Article III of the Agreement applies, to a destination in the United States other than a facility included in the list established and maintained pursuant to Article 1(b), and Article 34 of INFCIRC/288.

On the basis of such information, the Four Governments may wish to consult with the United States Government in conformity with Article XIII of the Agreement.

6. With reference to Article VI, paragraph (1):

In addition to the EURATOM Member States and Taiwan, proposed recipient countries or organizations with which the United States has an agreement for peaceful nuclear cooperation in force under section 123 of the U.S. Atomic Energy Act of 1954, as amended, are eligible to receive nuclear material from the United States under the terms of the applicable agreements for peaceful nuclear cooperation with the United States and in accordance with other applicable requirements of United States law and, in any case of exports to non-nuclear weapons states, applying i) the principles laid down in the NSG Guidelines For Nuclear Transfers and the annexes thereto as included in

INFCIRC/254/Rev.9/Part 1 or subsequent revisions thereto, in particular its paragraph 9 (b)(1), and ii) any relevant decisions adopted by consensus by the NSG.

7. With reference to Article XIV:

In addition to relevant rights the Parties have under customary international law, the Parties recognize that Article XIV, paragraph (1), of the Agreement confers on them the right to withdraw from this Agreement in accordance with the terms of that Article.

Done at Paris, this 24th day of February, 20 11, in one original in the French, English, Dutch and German languages, each text being equally authentic. The Depositary will provide the Parties with certified true copies.

Overeengekomen Notulenverklaring

Met betrekking tot de uitvoering van de Overeenkomst tussen de Regering van de Verenigde Staten van Amerika en de Vier Regeringen van de Franse Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, het Koninkrijk der Nederlanden en de Bondsrepubliek Duitsland betreffende de vestiging, bouw en exploitatie van installaties voor de verrijking van uranium met gebruikmaking van gas-ultracentrifugetechnologie in de Verenigde Staten van Amerika (hierna te noemen de Overeenkomst), dat heden werd ondertekend, bevestigen de ondertekenaars van de Overeenkomst bij dezen het volgende:

1. Ad artikel I, onderdeel b:

De ultracentrifugetechnologie wordt, voor zover zij tot de industriële eigendom behoort of gerubriceerd is, bewaakt en beheerd in de Verenigde Staten naar het recht van de Verenigde Staten. Uit hoofde van de Overeenkomst ontstaat geen bijkomende verplichting ultracentrifugetechnologie in de Verenigde Staten te volgen teneinde de bepalingen van de Overeenkomst uit te voeren. Erkend wordt dat ultracentrifugetechnologie zowel ultracentrifugetechnologie van ETC als operationele technologie omvat.

2. Ad artikel II en artikel VI:

Overdracht van ultracentrifugetechnologie van ETC en/of operationele technologie aan de Verenigde Staten uit hoofde van de Overeenkomst laat de toegang van de Vier Regeringen, ETC of, al naargelang van toepassing, URENCO of AREVA, tot overeenkomstige ultracentrifugetechnologie van ETC en/of overeenkomstige operationele technologie buiten de Verenigde Staten onverlet. Niets in de Overeenkomst doet afbreuk aan de toegang van de Vier Regeringen, ETC of, al naargelang van toepassing, URENCO of AREVA, tot niet-gerubriceerde gegevens, al dan niet tot de industriële eigendom behorend, die in de Installatie zijn gegenereerd.

3. Ad artikel II, eerste lid, onderdeel d:

Iedere uitwisseling van gegevens inzake de nationale veiligheid van de Verenigde Staten geschiedt in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen van de bilaterale algemene beveiligingsovereenkomsten die van kracht zijn tussen de Verenigde Staten van Amerika en, afzonderlijk, het Verenigd Koninkrijk, de Franse Republiek, het Koninkrijk der Nederlanden

en de Bondsrepubliek Duitsland, al naar gelang van toepassing, en zoals deze van tijd tot tijd gewijzigd kunnen worden.

4. Ad artikel III:

- a) Gegevens, uitrusting en onderdelen die aan de Verenigde Staten zijn overgedragen en weer worden overgedragen aan een van de Vier Regeringen zullen niet worden gebruikt door een niet-kernwapenstaat, noch teneinde een niet-kernwapenstaat te helpen, aan te moedigen of ertoe te bewegen kernwapens of andere nucleaire explosiemiddelen te vervaardigen of anderszins te verwerven, of de macht over dergelijke wapens of explosiemiddelen te verkrijgen. Met betrekking tot gerubriceerde of tot de industriële eigendom behorende ultracentrifugetechnologie die in de Verenigde Staten door het gebruik van ultracentrifugetechnologie van ETC is gegenereerd, uitrusting of onderdelen die aan de Verenigde Staten zijn overgedragen voor gebruik in een Installatie, tekent de Regering van de Verenigde Staat aan dat zij uit hoofde van artikel 1 van het Verdrag inzake de niet-verspreiding van kernwapens (het NPV), gedaan op 1 juli 1968, als kernwapenstaat die Partij is bij dat Verdrag op geen enkele wijze een niet-kernwapenstaat mag helpen, aanmoedigen of ertoe bewegen kernwapens of andere nucleaire explosiemiddelen te vervaardigen of anderszins te verwerven, of de macht over dergelijke kernwapens of explosiemiddelen te verkrijgen.
- b) De Partijen delen de opvatting dat de in paragraaf 4.a van deze Overeengekomen Notulenverklaring vervatte verplichtingen niet verder strekken dan hun onderscheiden relevante verplichtingen die reeds in het NPV zijn overeengekomen.
- c) Niets in deze Overeenkomst legt de Vier Regeringen beperkingen op ten aanzien van het gebruik buiten de Verenigde Staten van gegevens met betrekking tot ultracentrifugetechnologie (zoals omschreven in artikel 1 van de Overeenkomst) die gegenereerd zijn buiten de Verenigde Staten. Op het gebruik van dergelijke gegevens blijven andere relevante internationale overeenkomsten van toepassing waar een of meer van de Vier Regeringen partij bij is of zijn.

5. Ad artikel IV:

- a) De Vier Regeringen en de Regering van de Verenigde Staten bevestigen hun steun aan de overeenstemming bereikt bij de afronding van het Hexapartiete Waarborgenproject. Aangezien de Verenigde Staten en de Vier Regeringen zich bewust zijn van hun gezamenlijk belang bij doeltreffende waarborging van verrijdingsinstallaties op basis

van gas-ultracentrifugetechnologie, zullen zij zoveel mogelijk gegevens uitwisselen over de uitvoering van artikel IV van de Overeenkomst en over de toepassing van waarborgen op de commerciële installaties voor verrijking op basis van gas-ultracentrifugetechnologie onder de rechtsmacht van de Vier Regeringen of de Regering van de Verenigde Staten.

b) In elk van de hieronder genoemde gevallen zal de Regering van de Verenigde Staten de Vier Regeringen vooraf mededelen of te verwachten is dat er gevolgen zullen zijn voor nucleair materiaal waarop artikel III van de Overeenkomst van toepassing is:

- indien INFCIRC/288 zou verstrijken of zou worden beëindigd, vervangen of in wezenlijke mate gewijzigd; of
- indien de Regering van de Verenigde Staten voornemens is gebruik te maken van haar recht nucleair materiaal waarop de verbintenis tot vreedzaam gebruik in artikel III van de Overeenkomst van toepassing is, in overeenstemming met artikel 12 van INFCIRC/288 over te brengen naar een andere bestemming in de Verenigde Staten dan een van de installaties genoemd in de lijst die is vastgesteld en wordt bijgehouden ingevolge de artikel 1.b en artikel 34 van INFCIRC/288.

Op basis van die gegevens kunnen de Vier Regeringen de wens kenbaar maken met de Regering van de Verenigde Staten overleg te plegen in overeenstemming met artikel XIII van de Overeenkomst.

6. Ad artikel VI, eerste lid:

Naast de lidstaten van EURATOM en Taiwan komen de voorgestelde ontvangende landen of organisaties waarmee de Verenigde Staten een overeenkomst hebben gesloten inzake vreedzame samenwerking op nucleair gebied die van kracht is uit hoofde van artikel 123 van de *Atomic Energy Act* van de Verenigde Staten van 1954, zoals gewijzigd, in aanmerking voor het ontvangen van nucleair materiaal uit de Verenigde Staten krachtens de bepalingen van de van toepassing zijnde overeenkomsten voor vreedzame samenwerking op nucleair gebied met de Verenigde Staten en in overeenstemming met overige van toepassing zijnde vereisten van het recht van de Verenigde Staten en in elk geval van export aan een niet-kernwapenstaat, onder toepassing van i) de beginselen die zijn neergelegd in de NSG

Guidelines For Nuclear Transfers en de bijlagen daarbij zoals vastgelegd in INFCIRC/254/herziene versie 9/Deel 1 of latere herziene versies daarvan, met name paragraaf 9.b.1 daarvan, en ii) eventuele relevante besluiten die bij consensus worden aangenomen door de NSG.

7. Ad artikel XIV:

In aanvulling op de desbetreffende rechten van de Partijen uit hoofde van het internationale gewoonterecht, erkennen de Partijen dat zij uit hoofde van artikel XIV, eerste lid, van de Overeenkomst, het recht hebben deze Overeenkomst op te zeggen in overeenstemming met de bepalingen van dat artikel.

GEDAAN te Parijs op 24 februari 2011, in een origineel in de Franse, de Engelse, de Nederlandse en de Duitse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. De depositaris zal de Partijen een gewaarmerkt afschrift doen toekomen.

Vereinbarte Niederschrift

Für die Durchführung der heute unterzeichneten Vereinbarung zwischen der Regierung der Vereinigten Staaten von Amerika und den vier Regierungen der Französischen Republik, des Vereinigten Königreichs Großbritannien und Nordirland, des Königreichs der Niederlande und der Bundesrepublik Deutschland über die Errichtung, den Bau und den Betrieb von Urananreicherungsanlagen mit Gaszentrifugentechnologie in den Vereinigten Staaten von Amerika (im Folgenden als „Vereinbarung“ bezeichnet) bestätigen die Unterzeichner der Vereinbarung hiermit Folgendes:

1. Zu Artikel I Buchstabe b:

Zentrifugentechnologie wird in den Vereinigten Staaten nach dem Recht der Vereinigten Staaten überwacht und kontrolliert, soweit sie rechtlich geschützt ist oder der Geheimhaltung unterliegt. Eine zusätzliche Verpflichtung, für die Durchführung der Vereinbarung den Weg der Zentrifugentechnologie in den Vereinigten Staaten zu verfolgen, entsteht durch die Vereinbarung nicht. Es wird anerkannt, dass Zentrifugentechnologie sowohl ETC-Zentrifugentechnologie als auch Betriebstechnologie umfasst.

2. Zu den Artikeln II und VI:

Die Weitergabe von ETC-Zentrifugentechnologie und/oder Betriebstechnologie in die Vereinigten Staaten aufgrund der Vereinbarung lässt den Zugang der vier Regierungen, von ETC und gegebenenfalls von URENCO beziehungsweise AREVA zu entsprechender ETC-Zentrifugentechnologie und/oder Betriebstechnologie außerhalb der Vereinigten Staaten unberührt. Die Vereinbarung lässt den Zugang der vier Regierungen, von ETC und gegebenenfalls von URENCO beziehungsweise AREVA zu in der ANLAGE entstandenen und nicht der Geheimhaltung unterliegenden Daten unberührt, unabhängig davon, ob sie rechtlich geschützt sind oder nicht.

3. Zu Artikel II Absatz 1 Buchstabe d:

Der Austausch von für die nationale Sicherheit der Vereinigten Staaten erheblichen Informationen erfolgt in Übereinstimmung mit den einschlägigen Bestimmungen der geltenden zweiseitigen Übereinkünfte über allgemeine Sicherheit zwischen den Vereinigten Staaten von Amerika und dem Vereinigten Königreich, der Französischen Republik, dem Königreich der Niederlande beziehungsweise der Bundesrepublik Deutschland in der jeweils geltenden Fassung.

4. Zu Artikel III:

a) Informationen, Ausrüstungen und Bauteile, die in die Vereinigten Staaten weitergegeben wurden und an eine der vier Regierungen zurückgegeben werden, werden weder von einem Nichtkernwaffenstaat verwendet, um Kernwaffen oder sonstige Kernsprengkörper herzustellen oder sonstwie zu erwerben oder die Verfügungsgewalt darüber zu erlangen, noch dazu verwendet, einen Nichtkernwaffenstaat zu unterstützen, zu ermutigen oder zu veranlassen, Kernwaffen oder sonstige Kernsprengkörper herzustellen oder sonstwie zu erwerben oder die Verfügungsgewalt darüber zu erlangen. Hinsichtlich geheimhaltungsbedürftiger oder rechtlich geschützter Zentrifugentechnologie, die in den Vereinigten Staaten durch die Nutzung von zur Nutzung in einer ANLAGE in die Vereinigten Staaten weitergegebene ETC-Zentrifugentechnologie, Ausrüstungen oder Bauteile entstanden ist, weist die Regierung der Vereinigten Staaten darauf hin, dass sie nach Artikel I des Vertrags vom 1. Juli 1968 über die Nichtverbreitung von Kernwaffen (NVV) als Kernwaffenstaat und Vertragspartei jenes Vertrags dazu verpflichtet ist, einen Nichtkernwaffenstaat weder zu unterstützen noch zu ermutigen noch zu veranlassen, Kernwaffen oder sonstige Kernsprengkörper herzustellen oder sonstwie zu erwerben oder die Verfügungsgewalt darüber zu erlangen.

b) Die Vertragsparteien teilen die Auffassung, dass die unter Nummer 4 Buchstabe a wiedergegebenen Verpflichtungen nicht über ihre bereits im NVV festgelegten jeweiligen einschlägigen Verpflichtungen hinausgehen.

c) Die Vereinbarung erlegt den vier Regierungen keine Beschränkungen auf in Bezug auf die Nutzung von außerhalb der Vereinigten Staaten entstehenden Daten der

Zentrifugentechnologie (im Sinne der Begriffsbestimmung in Artikel I der Vereinbarung) außerhalb der Vereinigten Staaten. Die Nutzung solcher Daten wird nach wie vor durch die anderen einschlägigen internationalen Übereinkünfte geregelt, denen eine oder mehrere der vier Regierungen als Vertragsparteien angehören.

5. Zu Artikel IV:

a) Die vier Regierungen und die Regierung der Vereinigten Staaten bekräftigen ihre Unterstützung für die Vereinbarung, die anlässlich des Abschlusses des Sechsseitigen Vorhabens über Sicherungsmaßnahmen geschlossen wurde. In Anerkennung ihres gemeinsamen Interesses an der wirksamen Sicherung von Gaszentrifugenanreicherungsanlagen tauschen die Regierung der Vereinigten Staaten und die vier Regierungen möglichst umfassend Informationen über die Durchführung des Artikels IV der Vereinbarung sowie über die Anwendung von Sicherungsmaßnahmen in den kommerziellen Gaszentrifugenanreicherungsanlagen aus, die der Hoheitsgewalt einer der vier Regierungen oder der Regierung der Vereinigten Staaten unterstehen.

b) In den folgenden Fällen unterrichtet die Regierung der Vereinigten Staaten die vier Regierungen vorab darüber, ob Kernmaterial im Sinne des Artikels III der Vereinbarung voraussichtlich betroffen sein wird:

- wenn das Dokument INFCIRC/288 erlischt beziehungsweise beendet, ersetzt oder wesentlich geändert wird oder
- wenn die Regierung der Vereinigten Staaten beabsichtigt ihr Recht auszuüben, Kernmaterial, auf das die Verpflichtung zur friedlichen Nutzung nach Artikel III der Vereinbarung Anwendung findet, in Übereinstimmung mit Artikel 12 des Dokuments INFCIRC/288 an einen Bestimmungsort in den Vereinigten Staaten weiterzugeben, bei dem es sich nicht um eine Anlage handelt, die in der nach Artikel 1 Buchstabe b und Artikel 34 des Dokuments INFCIRC/288 aufgestellten und auf dem neuesten Stand gehaltenen Liste enthalten ist.

Auf der Grundlage einer solchen Mitteilung können die vier Regierungen gegebenenfalls mit der Regierung der Vereinigten Staaten nach Artikel XIII der Vereinbarung Konsultationen aufnehmen.

6. Zu Artikel VI Absatz 1:

Neben den Mitgliedstaaten der EURATOM und Taiwan dürfen ausgewählte Empfängerstaaten oder Organisationen, zwischen denen und den Vereinigten Staaten eine geltende Übereinkunft über die friedliche nukleare Zusammenarbeit nach § 123 des Atomenergiegesetzes der Vereinigten Staaten von 1954 in der jeweils geltenden Fassung besteht, im Rahmen der geltenden Übereinkünfte über friedliche nukleare Zusammenarbeit mit den Vereinigten Staaten, nach Maßgabe sonstiger geltender Vorschriften des Rechts der Vereinigten Staaten und in jedem Fall einer Ausfuhr in Nichtkernwaffenstaaten unter Anwendung i) der Grundsätze, die in den im IAEO-Dokument INFCIRC/254/Rev.9/Part 1 oder späteren Revisionsfassungen jenes Dokuments enthaltenen NSG-Richtlinien für nukleare Weitergabe und deren Anhängen niedergelegt sind, insbesondere in Abschnitt 9. (b)(1), und ii) der von der NSG durch Konsens angenommenen einschlägigen Beschlüsse Kernmaterial aus den Vereinigten Staaten erhalten.

7. Zu Artikel XIV:

Neben den einschlägigen Rechten, welche die Vertragsparteien nach dem Völkergewohnheitsrecht haben, erkennen die Vertragsparteien an, dass ihnen Artikel XIV Absatz 1 der Vereinbarung das Recht verleiht, die Vereinbarung im Einklang mit jenem Artikel zu kündigen.

Geschehen zu PARIS am 24. Februar 2011 in einer Urschrift in französischer, englischer, niederländischer und deutscher Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist. Der Verwahrer stellt den Vertragsparteien beglaubigte Abschriften zur Verfügung.

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique
 For the Government of the United States of
 America
 Voor de Regering van de Verenigde Staten van
 Amerika
 Für die Regierung der Vereinigten Staaten von
 Amerika



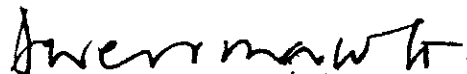
Mark TAPLIN, Ministre Conseiller

Pour le Gouvernement de la République française
 For the Government of the French Republic
 Voor de Regering van de Franse Republiek
 Für die Regierung der Französischen Republik



Pierre SELLAL, Secrétaire Général

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-
 Bretagne et d'Irlande du Nord
 For the Government of the United Kingdom of Great
 Britain and Northern Ireland
 Voor de Regering van het Verenigd Koninkrijk van
 Groot-Brittannië en Noord-Ierland
 Für die Regierung des Vereinigten Königreichs
 Großbritannien und Nordirland



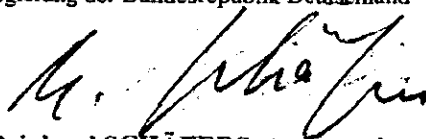
Peter WESTMACOTT, Ambassadeur

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
 For the Government of the Kingdom of the Netherlands
 Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden
 Für die Regierung des Königreichs der Niederlande



Hugo Hans SIBLESZ, Ambassadeur

Pour le Gouvernement de la République fédérale
 d'Allemagne
 For the Government of the Federal Republic of Germany
 Voor de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland
 Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland



Reinhard SCHÄFERS, Ambassadeur



**Detlef DAUKE, Directeur Général pour
 la politique énergétique**

Ferdinand de Launay

COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL
CONSERVE AUX ARCHIVES
DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET EUROPEENNES DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE
Paris, le 7 Mars 1914
Le Directeur des Archives

**MINISTERE
DES
AFFAIRES ETRANGERES
ET EUROPEENNES**

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 715 /QA

Paris, le 9 mars 2011

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes présente ses compliments à l'Ambassade des Etats-Unis et a l'honneur de lui faire parvenir ci-joint, en tant que dépositaire, la copie certifiée conforme de l'Accord entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et les Quatre Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume des Pays-Bas et de la République fédérale d'Allemagne relatif à la création, à la construction et à l'exploitation aux Etats-Unis d'Amérique d'installations d'enrichissement de l'uranium ayant recours à la technologie de la centrifugation gazeuse.

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade des Etats-Unis les assurances de sa haute considération./.

Ambassade des Etats-Unis en France
A l'attention de Mme Jen Bauer
2, avenue Gabriel
75382 Paris Cedex 08



**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET EUROPÉENNES**

DIRECTION DES ARCHIVES

Paris, le 7 mars 2011

Conservation des Traités

N° 480 AR/FJ/JBB

Je soussigné, Frédéric du Laurens, directeur des Archives du ministère des Affaires étrangères et européennes de la République française, certifie que le texte ci-joint est une copie exacte et intégrale de l'accord entre le gouvernement des États-Unis d'Amérique, et les quatre gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume des Pays-Bas et de la République fédérale d'Allemagne relatif à la création, à la construction et à l'exploitation aux États-Unis d'Amérique d'installations d'enrichissement de l'uranium ayant recours à la technologie de la centrifugation gazeuse

signé à Paris

par M. Mark TAPLIN, M. Pierre SELLAL, M. Peter WESTMACOTT, M. Hugo Hans SIBLESZ, M. Detlef DAUKE et M. Reinhard SCHAFERS

le 24 février 2011

et qu'il est conclu en français, en anglais, en néerlandais et en allemand./.

Frédéric du LAURENS
directeur des Archives

Annex

Procedure for the Monitoring and Review of Data Generated at an Installation that is Designated Restricted Data and Subsequent Release Procedure for ETC, URENCO and AREVA

1. This procedure shall be employed to monitor and review the data generated at an Installation that is designated Restricted Data to confirm that it conveys only information that is not new to ETC or, as appropriate, URENCO or AREVA, i.e., information the technological content of which is of a type that is already familiar and available to ETC or, as appropriate, URENCO or AREVA, from their respective operations outside the United States.

This procedure shall be utilized to identify and guard against transfer, considered to be a remote possibility, to the United Kingdom, the Kingdom of the Netherlands, the Federal Republic of Germany, the French Republic, or their nationals, of data generated at an Installation that is designated Restricted Data and that would be new to ETC, or as appropriate, URENCO or AREVA. The procedure shall be implemented in two parts; first, a derivative classifier (who must be a United States citizen) approved by the United States Agency and employed by, or under contract to, the Installation must review to the extent practicable data generated at an Installation which is designated Restricted Data to which UK, German or Netherlands nationals, or French nationals, as the case may be, may have access³; and, second, United States Agency personnel⁴ must conduct annual or other periodically scheduled audits of the data generated at the Installation and transmitted during the preceding period to UK, German, Netherlands or French nationals. This procedure would allow for the following:

- (a) The identification of whether any data generated is Restricted Data (hereinafter referred to in this Annex as "U.S.-origin Restricted Data");

³ Data generated at an Installation that is designated Restricted Data transmitted outside the United States will be sent through the United States Agency as provided in the Security and Classification Handbook regarding that Installation.

⁴ This function could also be performed by other appropriately cleared individuals acting on behalf of the United States Government, e.g., security-cleared Government or contractor personnel.

- (b) The identification of U.S.-origin Restricted Data that are new to ETC, URENCO or AREVA (based on experience gained outside the United States as evidenced by the Technology Guides as defined below);
- (c) If U.S.-origin Restricted Data new to ETC, URENCO or AREVA are identified, immediate consultation between the United States Government and the appropriate one or more of the Four Governments and/or ETC and, as appropriate, URENCO or AREVA, including an assessment of the likelihood of recurrence of aberrational data and the future possibility and practicability of either screening out such data or concluding an agreement under section 123 of the United States Atomic Energy Act of 1954, as amended, to authorize its return;
- (d) Subject to Article VI, paragraph (2), and Article IX, paragraph (1), U.S.-origin Restricted Data determined by the procedure established herein not to be new to URENCO may be transferred or retransferred to URENCO and to authorized nationals of the United Kingdom, the Federal Republic of Germany, or the Kingdom of the Netherlands; and U.S.-origin Restricted Data determined by the procedure established herein not to be new to AREVA may be transferred or retransferred to AREVA and authorized nationals of the French Republic;
- (e) Subject to Article VI, paragraph (2), and Article IX, paragraph (1), U.S.-origin Restricted Data determined by the procedure established herein not to be new to ETC may be transferred or retransferred to ETC; provided, however, that, access to U.S.-origin Restricted Data transferred or retransferred to ETC shall not be provided (i) to nationals of the French Republic if the data is determined by the procedure established herein to be new to AREVA, or (ii) to nationals of the United Kingdom, the Federal Republic of Germany or the Kingdom of the Netherlands if the data is determined by the procedure established herein to be new to URENCO.

2. Specifically, the procedure involves the following elements:

a) The Four Governments through ETC and, as appropriate, URENCO or AREVA, shall provide a guide for each Installation (hereinafter referred to as the Technology Guide), subject to United States Government review and acceptance, for Installation and United States Agency use, which describes the classified data they expect, on the basis of the experience of facilities utilizing ETC Centrifuge Technology and Operations Technology, to be generated at the Installation. Depending on the extent of actual experience, each Technology Guide should describe (with respect to the ETC Centrifuge Technology and Operations Technology to be used at the Installation):

- (i) the types of classified data (e.g., descriptions of numerical operating conditions and performance, and descriptive performance information); a comprehensive range of possible performance parameters within each category (e.g., the maximum and minimum numerical data and descriptions of categories of equipment malfunctions and defects);
- (ii) an indication within the comprehensive range of a range of average operational performance with as inclusive a description as possible of the nature of divergences from the average range to the outer limits of the comprehensive range;
- (iii) any other possible performance parameters of the essential plant equipment incorporating information designated Restricted Data (e.g., centrifuges) so as to demonstrate the familiarity of ETC, URENCO or AREVA, as the case may be, with all data likely to be generated at the Installation, including information contained in failed centrifuges; and
- (iv) any other data which could be designated Restricted Data under the Joint U.S. Nuclear Regulatory Commission/Department of Energy Classification Guide for the Installation.

These Technology Guides will be supported by documentation of data generated at other facilities utilizing ETC Centrifuge Technology and Operations Technology, including that relating to the most extreme and infrequent incidents experienced at such facilities. Performance parameters may also be supported by data from prototypes and computer models appropriate to a proven technology. The Technology Guides may be updated at any time by the respective Governments, ETC and, as appropriate, URENCO or AREVA, subject to United States Government review and acceptance, to reflect additional experience in operations outside the United States, with the updated topics applying only to data generated thereafter.

(b) Before data are transmitted to nationals of any of the Four Governments, a derivative classifier (who must be a United States citizen) approved by the United States Agency and employed by, or under contract to, the Installation will assess the data in a good faith effort to confirm that it falls within the parameters of the relevant Technology Guide. It is expressly recognized that this requirement is subject to limitations based on the presence of personnel of ETC or, as appropriate, personnel of URENCO or of AREVA, providing technical support at the Installation. .

(c) If the assessment by the derivative classifier reveals dissimilarity between specific data generated at the Installation which is designated Restricted Data and the relevant Technology Guide's parameters of anticipated data, the specific data shall not be transmitted and shall instead be submitted, through the United States Agency, for United States Government assessment. If the United States Government concludes that the data may be new, it shall consult with the appropriate one or more of the Four Governments, without disclosing the data itself, to allow them to demonstrate, if possible, that such divergence from the parameters would communicate nothing that would be new to ETC or, as appropriate, URENCO or AREVA.

(d) The United States Agency shall have access to all data generated at the Installations that is designated Restricted Data and that is transferred to nationals of any of the Four Governments and shall perform an audit, either annually or at some other interval. At that audit, the United States Agency shall compare a broad random sampling of the data generated at the Installation which is designated Restricted Data

with the Technology Guides. If the United States Agency finds dissimilarity between specific data generated at the Installation that is designated Restricted Data and the parameters of data anticipated in the Technology Guides, the United States Government shall make an assessment as to whether such data may be new. If it concludes that specific data may be new, immediate consultations shall be commenced between the United States Government and one or more of the appropriate Four Governments to allow them to demonstrate, if possible, that the data in question communicates nothing that is new to ETC, or, as appropriate, URENCO or AREVA, as the case may be.

(e) If, after consultations in either of the two cases above, the data is determined to be new, it shall be withheld from ETC, URENCO or AREVA, as appropriate. Consultations shall be conducted between the United States Government and one or more of the appropriate Four Governments to assess also whether the occurrence of aberrant data suggests a likelihood of unanticipated incidents that would generate further data that would be designated Restricted Data and that would be new within the meaning of paragraph 1 above.

(f) If this assessment concludes that there is such a likelihood, then the United States Government shall either (i) determine, in consultation with one or more of the appropriate Four Governments, whether there are practicable means of preventing the transfer of the specific new data and any other new data generated at the Installation which is designated Restricted Data, or (ii) seek to conclude an agreement under section 123 of the United States Atomic Energy Act of 1954, as amended.

Agreed minute

Concerning the implementation of the Agreement between the Government of the United States of America and the Four Governments of the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Kingdom of the Netherlands, and the Federal Republic of Germany Regarding the Establishment, Construction and Operation of Uranium Enrichment Installations Using Gas Centrifuge Technology in the United States of America (hereinafter referred to as the Agreement) that was signed today, the Signatories of the Agreement hereby confirm the following :

1. With reference to Article I, paragraph (b):

Centrifuge Technology is monitored and controlled in the United States under United States law to the extent that it is proprietary or classified. No additional obligation arises by virtue of the Agreement to track Centrifuge Technology in the United States in order to implement the provisions of the Agreement. It is recognised that Centrifuge Technology includes both ETC Centrifuge Technology and Operations Technology.

2. With reference to Articles II and VI:

Transfer of ETC Centrifuge Technology and/or Operations

Technology into the United States under the Agreement shall not prejudice access of the Four Governments, ETC or, as appropriate, URENCO or AREVA, to equivalent ETC Centrifuge Technology and/or equivalent Operations Technology outside the United States. Nothing in the Agreement shall prejudice access of the Four Governments, ETC or, as appropriate, URENCO or AREVA to unclassified data, whether proprietary or non-proprietary, generated at the Installation.

3. With reference to Article II, paragraph 1 , subparagraph (d):

Any exchange of United States National Security Information shall be in accordance with the relevant provisions of bilateral general security agreements that are in force between the United States of America and, individually, the United Kingdom, the French Republic, the

Kingdom of the Netherlands, and the Federal Republic of Germany, where applicable, and as they may be amended from time to time.

4. With reference to Article III:

- a) Information, equipment and components transferred into the United States and transferred back to any of the Four Governments shall not be used by, or to assist, encourage or induce, any non-nuclear weapon state to manufacture or otherwise acquire nuclear weapons or other nuclear explosive devices or control over such weapons or explosive devices. With respect to classified or proprietary Centrifuge Technology generated in the United States through the use of ETC Centrifuge Technology, equipment or components transferred into the United States for use at an Installation, the United States Government notes that Article I of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), done July 1, 1968, obligates it, as a nuclear-weapon State Party to that treaty, not in any way to assist, encourage, or induce any non-nuclear weapon State to manufacture or otherwise acquire nuclear weapons or other nuclear explosive devices or control over such weapons or explosive devices.
- b) The Parties share the view that the obligations reflected in paragraph 4(a) of this Agreed Minute do not go beyond their respective relevant obligations already agreed in the NPT.
- c) Nothing in the Agreement imposes restrictions on the Four Governments in respect of the use outside the United States of data related to Centrifuge Technology (as defined in Article I of the Agreement) that is generated outside the United States. The use of such data continues to be governed by other relevant international agreements to which one or more of the Four Governments is party.

5. With reference to Article IV:

- a) The Four Governments and the United States Government confirm their support for the agreement reached at the conclusion of the Hexapartite Safeguards Project. Recognizing their common interest in the effective safeguarding of gas centrifuge

enrichment facilities, the United States Government and the Four Governments will have the most comprehensive exchange of information possible on the implementation of Article IV of the Agreement and on the application of safeguards at the commercial gas centrifuge enrichment facilities under the jurisdiction of any of the Four Governments or of the United States Government.

b) In any of the following cases, the United States Government shall notify the Four Governments in advance whether any nuclear material covered by Article III of the Agreement is likely to be affected:

- If INFCIRC/288 were to expire, to be terminated, to be replaced or to be substantively amended; or
- If the United States Government intends to exercise its rights to transfer, in accordance with Article 12 of INFCIRC/288, Nuclear Material to which the peaceful use undertaking in Article III of the Agreement applies, to a destination in the United States other than a facility included in the list established and maintained pursuant to Article 1(b), and Article 34 of INFCIRC/288.

On the basis of such information, the Four Governments may wish to consult with the United States Government in conformity with Article XIII of the Agreement.

6. With reference to Article VI, paragraph (1):

In addition to the EURATOM Member States and Taiwan, proposed recipient countries or organizations with which the United States has an agreement for peaceful nuclear cooperation in force under section 123 of the U.S. Atomic Energy Act of 1954, as amended, are eligible to receive nuclear material from the United States under the terms of the applicable agreements for peaceful nuclear cooperation with the United States and in accordance with other applicable requirements of United States law and, in any case of exports to non-nuclear weapons states, applying i) the principles laid down in the NSG Guidelines For Nuclear Transfers and the annexes thereto as included in

INFCIRC/254/Rev.9/Part 1 or subsequent revisions thereto, in particular its paragraph 9 (b)(1), and ii) any relevant decisions adopted by consensus by the NSG.

7. With reference to Article XIV:

In addition to relevant rights the Parties have under customary international law, the Parties recognize that Article XIV, paragraph (1), of the Agreement confers on them the right to withdraw from this Agreement in accordance with the terms of that Article.

Done at PARIS, this 24th day of February, 20 11, in one original in the French, English, Dutch and German languages, each text being equally authentic. The Depositary will provide the Parties with certified true copies.